



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 15 NOVEMBRE 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3793

Province de Québec.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Québec, 12 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'appeler l'honorable M. Achille Bergevin, de la cité de Montréal, au Conseil législatif de la province de Québec, pour représenter la division de De Salaberry au lieu et place de l'honorable M. Damien Rolland, décédé.

L.-P. GEOFFRION,
4633 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 15th NOVEMBER, 1913

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3794

Province of Quebec.

Office of the Clerk of the Crown in Chancery.

Quebec, 12th November, 1913.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to call the Honourable Achille Bergevin, of the city of Montreal, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of De Salaberry, in the place and stead of Honourable Damien Rolland, deceased.

L. P. GEOFFRION,
4634 Clerk of the Crown in Chancery.

17 NOV 1913

Province de Québec.

Bureau du Greffier de la Couronne en
Chancellerie.

Québec, 12 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'appeler l'honorable M. Georges Simard, négociant de la cité de Montréal, au Conseil législatif de la province de Québec, pour représenter la division de Repentigny au lieu et place de l'honorable M. Achille Bergevin, démissionnaire.

L.-P. GEOFFRION,
4631 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 novembre 1913, de nommer M. Arthur Portelance, cultivateur, conseiller de la municipalité de Saint-Charles-des-Grondines, comté de Portneuf, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.
4561

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Beauharnois, MM. Willie Crépin, commerçant, Châteauguay-Bassin, Fortunat Laberge, notaire, Châteauguay, (Village), Joseph Vigneau, bourgeois, et Arthur Lapointe, pharmacien, ces deux derniers de Bois Briand, comté de Châteauguay.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du cinquième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. François Liénard, bourgeois, de Saint-Zotique, comté de Soulanges.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, M. Joseph Dubé, marchand, de la Conception, comté de Labelle.
4563

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur-Général } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, un plan de

Province of Quebec.

Office of the Clerk of the Crown in
Chancery.

Quebec, 12th November, 1913.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to call the Honourable Georges Simard, of the city of Montreal, trader, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Repentigny, in the place and stead of Honourable Achille Bergevin, resigner.

L. P. GEOFFRION,
4632 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 6th November, 1913, to appoint Mr. Arthur Portelance, farmer, councillor of the municipality of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, pursuant to the provisions of article 340 of the Municipal Code.
4562

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the third day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Beauharnois, Messrs. Willie Crépin, trader, Châteauguay Bassin, Fortunat Laberge, notary, Châteauguay, (Village), Joseph Vigneau, bourgeois, and Arthur Lapointe, druggist, both of Bois Briand, county of Châteauguay.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the fifth day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Montréal, Mr. François Liénard, bourgeois, of Saint Zotique, county of Soulanges.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the third day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Mr. Joseph Dubé, merchant, of Conception, county of Labelle.
4564

Proclamation

Canada }
Province of } F. LANGELIER.
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant Attorney General. } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his

chaque cité, ville et village, constituant en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire bien comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot, uméroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

superintendance, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing such places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of and shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made, in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dequen, dans la deuxième division d'enregistrement du Lac Saint-Jean.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, lesquels sont signés par Notre Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; et attendu qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la deuxième division d'enregistrement du Lac St-Jean, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; et attendu qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le vingt-deuxième jour du mois de novembre courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du Lac Saint-Jean, relativement au canton Dequen, faisant partie de la dite division d'enregistrement:

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre pré-

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of such plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to such plan and book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or deeds whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendance, an official plan and book of reference of the township Duquen, of the second registration division of the county of Lake Saint John.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remains of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the second registration division of the county of Lake Saint John, and there remains open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twenty second day of the month of November instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Lake Saint John, relating to the township Dequen, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Pro-

sente Proclamation, qu'à partir dudit vingt-deuxième jour du mois de novembre courant, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du Lac Saint-Jean, relativement au canton Dequen.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit vingt-deuxième jour du mois de novembre courant, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et à icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec, TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent treize, et dans la quatrième année de Notre règne.}

l'ar ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4573

clamation, declare that from the said twenty second day of the month of November next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration of Lake Saint John, relating to the township Dequen.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said twenty second day of the month of November instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed, WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4574

Avis du Gouvernement

Québec, 7 novembre 1913.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 5 novembre, 1913, d'accorder à M. Hector-Charles Parent, notaire public, pratiquant et demeurant en les cité et district de Montréal, la transmission des minutes, repertoire et index de feu Eugène Girard, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant dans les cité et districts susdits. 4559

La compagnie "Canadian Bitumastic Enamel Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry B. Hebron, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 novembre 1913.

4565

Avis est par le présent donné que "The British Empire Trust Company, Limited", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'une compagnie de fidéicommiss, depuis le premier jour de juillet 1913 jusqu'au trentième jour de juin 1914.

Les nom et adresse du principal agent pour

Government Notices

Québec, 7th November, 1913.

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of the Notarial Code, His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased, by order in council, dated the 5th November, 1913, to grant in favor of Hector Charles Parent, esquire, notary public, residing and practising in the city and district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Eugene Girard, in his lifetime, notary public, residing and practising in the aforesaid city and district. 4560

The "Canadian Bitumastic Enamel Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry B. Hebron, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 7th November, 1913.

4566

Notice is hereby given that "The British Empire Trust Company, Limited", of London, England, has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1913, to the thirtieth day of June, 1914.

The name and address of the chief agent for

la province de Québec, sont Thomas S. Darling, Montréal.

Donné conformément à la loi 3, George V, Chap. 44, Art. 7096y, ce septième jour de novembre 1913.

H. T. MACHIN,
Assistant trésorier de la province.
Département du Trésor, Québec. 4591

MINISTÈRE DE LA COLONISATION, DES
MINES ET DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour la fermeture d'un bout du chemin de front sur le cinquième rang du canton Dablon, en front des lots 40, 41, 42 et partie des lots 39 et 43 du dit 5ième rang, sur une longueur d'environ 18 arpents.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, dans le comté du Lac Saint-Jean, par une résolution en date du 20ième jour du mois de septembre, 1913, demande la permission de fermer un bout du chemin de front sur le 5ième rang du canton Dablon, en front des lots 40, 41, 42 et partie des lots 39 et 43 du dit cinquième rang, sur une longueur d'environ 18 arpents, copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sous le No 7183 des lettres reçues pour l'année 1913 ;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que ce chemin n'est plus d'aucune utilité pour la paroisse, et qu'il a été remplacé par un autre jugé préférable ;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, ce chemin ne peut être fermé sans un ordre du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés, en conséquence pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, dans le comté du Lac Saint-Jean, en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, j'autorise la fermeture du chemin ci-dessus mentionné et ordonne que les terrains qu'il occupe, retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

C. R. DEVLIN,
Ministre de la Colonisation,
4619 des Mines et des Pêcheries.

Avis est par le présent donné que "The National Trust Company, Limited", de Toronto, Ontario, a été enregistré pour faire les affaires dans cette province d'une compagnie de fidéicommis depuis le premier jour de juillet 1913, jusqu'au trentième jour de juin 1914.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec, est Percival Molson, 153, rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce sixième jour de novembre 1913.

H. T. MACHIN,
Assistant trésorier de la province.
Département du Trésor, Québec. 4555-2

No. 2277.13.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 octobre 1913.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, paroisse, comté de Beauce, le lot No. 58280 du cadastre officiel de la paroisse de Saint Joseph de Beauce, et de l'annexer à celle de Saints Anges, même comté.

4413.2

the province of Quebec, is Thomas S. Darling, Montreal.

Given pursuant to the Act 3, George V, Chap. 44, Art. 7096y, this seventh day of November, 1913.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasurer Department, Québec. 4592

DEPARTMENT OF COLONIZATION,
MINES AND FISHERIES.

Order for the closing of a piece of front road on the fifth range of township Dablon, in front of lots 40, 41, 42 and part of lots 39 and 43 of the said 5th range, of about 18 arpents in length.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Lake Saint John, by a resolution dated the twentieth day of September, 1913, asks for the permission to close a piece of front road on the fifth range of township Dablon, in front of lots 40, 41, 43 and part of lots 39 and 43 of the said fifth range, of about 18 arpents in length, a copy of the said resolution having been deposited in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the No. 7183 of letters received for the year 1913.

Whereas the reason set forth in support of the said petition is that the said by road is of no use for the parish.

Whereas there is sufficient cause for the granting of the said petition and in virtue of article 2065 Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, government money having been spent thereon.

Therefore, to comply with the desire of the municipal council of the parish of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Lake Saint John, in my quality of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I do authorize the closing of the above mentioned by-road, and do order that the lands it occupies, shall revert to the former proprietors or successors.

C. R. DEVLIN,
Minister of Colonization,
4620 Mines and Fisheries,

Notice is hereby given that the "National Trust Company, Limited", of Toronto, Ontario, has been registered to transact in this province, the business of a trust company, from the first day of July, 1913, to the thirtieth day of June, 1914.

The name and address of the chief agent for the province of Quebec, is, Percival Molson, 153, Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the Act, 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, this sixth day of November, 1913

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Québec. 4556

No. 2277-13.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 30th October, 1913.

The Superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Joseph, parish, county of Beauce, the lot No. 58280 of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Beauce, and to annex same to the school municipality of Saints Agnes, same county.

4414

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de novembre 1913, à la compagnie "The Traders Company", par lesquelles elle est autorisée à augmenter son capital social jusqu'au montant de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisant le nouveau fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00) en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4569 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Alonzo Lee Holmes, de Rock Island, Ministre Méthodiste retiré, Willis K. Baldwin, Baldwin's Mills, propriétaire de moulin, Alfred Neville Thompson, Stanstead Plain, régistrateur, John B. Filton, Stanstead Plain, et Benjamin B. Morrill, de Rock Island, manufacturiers, dans les buts suivants :

L'érection et construction de maisons et autres bâtisses pour louer ou vendre, ou comme entrepreneur pour telle érection ;

La manufacture, en bois, de matériaux de construction de toutes sortes et de tous les articles de commerce en bois ;

L'achat, vente et commerce de bois et produits de bois de toute description, soit manufacturés ou non manufacturés ;

L'achat et la vente de bois, terrains et lots à bâtir pour les fins des affaires et commerce de la dite corporation, sous le nom de "The Three Villages Building Association Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le village de Rock Island.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4571 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Alphonse Brunelle, industriel, Edouard Mailhot, menuisier, de Trois-Rivières, Hyacinthe Deshaies, Edouard Deshaies, et Ernest Deshaies, bourgeois, de Saint-Sylvestre, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, revendre des marchandises de toute espèce, et de faire le commerce en gros et en détail des dites marchandises

Exercer et entreprendre les affaires de manufacturiers, exportateurs et importateurs et commerçants de toutes sortes d'articles, appareils, outillages, machines, meubles, équipement et ustensiles, entrant ou employés dans le commerce des marchands de fer, des plombiers, des marchands de fournitures d'hôtel ou d'effets de ménage, y compris la ferronnerie, mercerie et les nouveautés, soit manufacturés en tout ou en partie en métal, bois, papier ou autres matériaux et en général faire les affaires de marchands et commerçants de tous, ou partie de ces articles ;

Exercer toute autre industrie soit celle de manufacturier, commerçant ou autre que la compagnie croira capable d'être exercée en rapport avec les fins ci-dessus ou de nature à augmenter directement ou indirectement la

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1913, to the "Traders Company", whereby it is authorized to increase its capital stock up to the amount of sixty thousand dollars (\$60,000.00), dividing the new capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) into four hundred dollars (\$10,000.00) into four hundred (\$25.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4570 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1913, incorporating Messrs. Alonzo Lee Holmes, of Rock Island, retired Methodist Minister, Willis K. Baldwin, Baldwin's Mills, mill owner, Alfred Neville Thompson, Stanstead Plain, registrar of deeds, John B. Tilton, Stanstead Plain, and Benjamin B. Morrill, of Rock Island, manufacturers, for the following purposes :

The erection and building of dwelling houses and other buildings, for rental or sale, or as contractor for such erection ;

The manufacture, in wood, of building materials of all kinds, and for all articles of commerce in wood ;

The buying, selling and dealing in of lumber and lumber products of every description, either in the manufactured or unmanufactured condition ;

The purchase and sale of wood lands and lots for the purposes of the business and trade of said corporation, under the name of "The Three Villages Building Association Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the village of Rock Island.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1913

C. J. SIMARD,

4572 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1913, incorporating Messrs. Alphonse Brunelle, manufacturer, Edouard Mailhot, joiner, of Three Rivers, Hyacinthe Deshaies, Edouard Deshaies, and Ernest Deshaies, bourgeois, of Saint-Sylvestre, for the following purposes :

To purchase, sell, resell all kind of merchandise and deal wholesale and retail in such merchandise ;

To carry on and engage in the business of manufacturers, exporters, importers and dealers in all classes of articles, apparatus appliances, machines, furnishings, fittings, and utensils used in or by the hardware, plumbing, hotel and household supply trade ; including hardware, smallwares, and novelties, whether manufactured wholly or in part, of any kind of metal, wood, paper, or other material, and generally to carry on business as merchants and dealers in the whole or any of such articles ;

To carry on any other business whether manufacturing, mercantile or otherwise which may seem to the company capable of being carried on in connection with the aforesaid, or conducted directly or indirectly to enhance the

valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Exercer l'industrie de fondeurs et mécaniciens en général et manufacturer le fer, l'acier, le bronze, le cuivre dans toutes ses formes ou tout autre métal et en faire le commerce ;

Faire les affaires de marchands de bois, propriétaires de moulins à scie et à raboter et manufacturer le bois et les articles en bois, et acheter, posséder, détenir, vendre des limites à bois, des terres à bois, des billes, du bois de construction et bois de toutes sortes et en faire le commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des pouvoirs d'eau, ou autrement des terrains, bâtisses, héritages de toute tenure ou description et tous droits ou intérêts en iceux, et les mettre à profit selon qu'il sera jugé à propos et vendre, louer, hypothéquer la totalité ou partie de tels terrains, bâtisses et héritages s'y rapportant et en disposer, et construire et maintenir des bureaux, manufactures, entrepôts, maisons, usines ou bâtisses de toutes sortes sur tels terrains selon qu'il sera jugé à propos ;

Acheter, posséder, détenir des brevets d'invention, droit de brevets, marque de commerce, noms de commerce, procédés secrets de fabrication et licences jugés nécessaires et utiles aux fins de la compagnie et en disposer ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés, l'actif et le passif de toutes personnes, société ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou possédant des biens utiles ou propres aux fins de cette compagnie ;

Aider à l'organisation et à la promotion ou devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire ou acquérir ou détenir des actions et des valeurs de toute autre compagnie exerçant une industrie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables ;

Emettre des actions acquittées, obligations et débetures en paiement en entier ou en partie, de tous biens meubles ou immeubles, droits, réclamations, privilèges, concessions, ou autre avantage que la compagnie peut acquérir légalement et aussi émettre de telles actions acquittées, obligations ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement ou en échange d'actions, d'obligations de débetures ou d'autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable ou allée à celui de cette compagnie ;

Faire des avances avec ou sans garantie aux clients et autres personnes et aux termes que la compagnie approuvera, et garantir les dettes, contrats des clients et autres personnes ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèce, l'actif ou les biens de la compagnie et particulièrement aucune des actions ou autre valeur de toute autre compagnie, qui pourra acheter ou entreprendre la totalité ou partie des biens, l'actif et le passif de la compagnie ;

Faire toute ou aucune des choses ci-dessus soit comme patrons, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes autres actions ou choses s'y rapportant ;

Conclure toute convention avec toute autorité, municipale locale ou autre, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie et obtenir de toute telle autorité, tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et se conformer à toute telle convention et exercer tels droits, privilèges et concessions ;

Emprunter de l'argent et passer des règlements limitant ou augmentant le pouvoir d'emprunt de la compagnie, autorisant une

value of any of the company's business properties or rights ;

To carry on a general foundry and machine shop business, and to manufacture every description of iron, steel, brass, copper or other metal work and deal in the same ;

To carry on the business of lumberman, saw, and planing milling, and the manufacture of lumber and wood-ware, and to buy, own hold, and deal in timber limits, timber land and logs, lumber, and wood of all kinds ;

To acquire by purchase, lease or otherwise water powers, lands, buildings and hereditaments of any tenure or description and any assets or interests therein, and to turn the same to account as may seem expedient and to sell, lease, mortgage, or dispose of the whole or any portion of such lands and buildings or hereditaments attachable thereto, and to construct and maintain offices, factories, warehouses, houses, shops or buildings of any kind upon such lands as may be deemed advisable ;

To buy, own, hold, and also to dispose of patents, patent rights trade marks, trade names, secret processes of manufacture and licences that may be deemed necessary and convenient for the purposes of the company ;

To purchase or otherwise acquire and under take all or any part of the business, property, assets, or liabilities of any person, partnership, or company carrying on a business having objects similar in whole or in part to those of the company or possessed of property suitable or proper for the purposes of the company ;

To assist in the organization and promotion, or become a shareholder in any subsidiary company, or to acquire and hold shares and securities of any other company carrying on business the objects of which are similar in whole or in part.

To issue paid up shares, bonds and debentures, for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, right, claims, privileges, concessions, or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment, or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing business similar in whole or in part or incidental to the business of the company ;

To make advances to the customers and others with or without security, and upon such terms as the company may approve, and to guarantee the debts and contracts of customers and others ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any of the assets or property of the company and particularly any of the shares or other securities of any other company which may have purchased or taken over either in whole or in part the property, assets and liabilities of the company ;

To do all or any of the above things either as principals, agents, or otherwise, and either alone or in connection with others and do all such acts and things as are incidental ;

To enter into any arrangement with any authority, municipal local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to exercise or comply with any such arrangement, rights, privileges, and concessions ;

To borrow money and make by laws to limit or increase the borrowing power of the company ; to authorize it to issue bonds, debentures

émission d'obligation, de débentures, et autres valeurs de la compagnie pour aucun montant et vendre, transporter, et céder les dites obligations, débentures, ou autres valeurs pour le prix qu'il sera jugé convenable dans les meilleurs intérêts de la compagnie, engagé la propriété mobilière de la compagnie pour garantir les dites emprunts, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi émises par la compagnie ;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus, soit comme patrons, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes autres actions ou choses incidents ou utiles à l'acquisition de tous ou aucun des objets, et exercer toute industrie soit celle de manufacturier ou autre de même nature que les objets et fins ci-dessus énumérés, et que la compagnie croira capable d'être convenablement conduite, ou propre à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables, sous le nom de "Saint-Sylvere Company Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Sylvere, comté de Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1913.

C. C. J. SIMARD,

4601 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. William Gilbert Pugsley, George Gordon Hyde et George Williamson, avocats, Bram Charles De Sola, étudiant en droit et Ronald Cameron Grant, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Maintenir et mettre en opération des jeux de tennis, lawn tennis, racket and squash courts, patinage à glace, patinage à roulettes et jeux de curling, et acheter, louer et acquérir autrement telles terres, bâtisses, machines et appareils qui peuvent être utiles ou propres aux susdits objets ;

Mettre en opération ou agir comme agents dans l'opération de toutes sortes d'amusements et divertissements autorisés par la loi, et en faire le commerce et servir toutes sortes de rafraîchissements, boissons (de tempérance et autrement) et matériaux pour fumer, ou louer aucun des lieux appartenant ou occupés par le club pour telles fins, le tout sujet aux lois de cette province et de la municipalité où telles affaires sont conduites ;

Faire dans aucune de ses bâtisses ou sur aucun de ses terrains, lorsqu'ils ne sont pas employés pour les fins primaires du club, les affaires d'entrepôt et d'emmagasinage et toutes affaires y ayant rapport, y compris celle de charretiers et d'expéditeurs et autres affaires de même nature ou toutes affaires ou entreprise autorisées par la loi ou utiles sous les circonstances ;

Acheter, louer ou acquérir autrement de toutes personnes ou corporations toutes affaires ou entreprise ayant des objets semblables à ceux du club, ou à ceux qui peuvent être mis en opération convenablement et y ayant rapport, ensemble avec les bâtisses, machines, fonds de commerce et actifs en général de telles affaires ou entreprise, et les louer, détenir, vendre ou en disposer autrement, tant comme hypothèque ou garantie sur tous immeubles et engagement sur tous meubles ;

Acheter ou acquérir autrement et détenir du stock, des actions, débentures ou garanties dans toute autre corporation faisant des af-

tures, and other securities of the company for any amount, and to sell, transfer, and to convey the said bonds, debentures, or other securities for such price as may be deemed advisable in the best interests of the company ; to pledge the moveable property of the company to guarantee any such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company ;

To do all or any of the above things either as principals, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to do all other such acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the objects or any of them, and to carry on any business whether manufacturing or otherwise germane to the objects and purposes set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of its property or rights, under the name of "Saint Sylvere Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Saint Sylvere, county of Nicolet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1913.

C. C. J. SIMARD,

4602 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1913, incorporating Messrs. William Gilbert Pugsley, George Gordon Hyde, and George Williamson, advocates, Bram Charles De Sola, student at law, and Ronald Cameron Grant, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To maintain and operate tennis, lawn tennis, racket and squash courts, ice skating, roller skating and curling rinks, and to purchase, lease and otherwise acquire such lands, buildings, machinery and apparatus as may be useful or convenient in connection therewith ;

To operate or act as agents in the operation of all sorts of lawful amusements and entertainments and to deal in and serve all kind of refreshments, drinks (temperance and otherwise), and smoking materials, or to lease any of the premises owned or occupied by the club for such purposes the whole subject to the laws of this province and of the municipality where such business is carried on ;

To carry on in any of its buildings or on any of its lands when the same are not in use for the primary purposes of the club, the business of warehouse men and storage and all businesses incidental thereto, including that of carters and forwarders and other businesses of a like nature or any lawful business or undertaking convenient under the circumstances ;

To purchase, lease or otherwise acquire from any individuals or corporations any business or undertaking with objects similar to those of the club, or to that may be operated conveniently in connection therewith, together with the buildings, machinery, stock in trade and assets generally of such business or undertaking, and to please, hold, sell or otherwise dispose of the same, as well as to mortgage or hypothecate any immovables and pledge any moveables ;

To purchase or otherwise acquire and hold stock, shares, debentures or securities in any other corporation carrying on business with

faire en tout ou en partie semblables à celles de ce club, et de les payer en stock, obligations ou autres garanties de ce club, et vendre les dits stock, actions, débetures ou garanties de telle corporation pour telle considération que le club peut juger à propos, et en disposer autrement, et vendre, louer, soit en tout ou en partie, les biens ou entreprise du club pour telle considération que le club peut juger à propos, et en disposer autrement, en tout et si il est jugé à propos pour actions, débetures ou garanties de toute corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux du club ;

Payer pour services rendus, ou pour propriétés mobilières ou immobilières acquises, ou pour tous droits, actifs, franchises ou privilèges désirés par le club, en argent ou en obligations ou stock du club, sous le nom de "Montreal Indoor Tennis Club, Limited", avec un capital total de vingt mille (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4625

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et un octobre 1913, à la compagnie "Acton Biscuit Company Limited", lui accordant les pouvoirs additionnels suivants :

Acheter, établir, exploiter et vendre des boulangeries, ainsi qu'y faire le commerce en gros et en détail, de tous appareils, ustensiles, machines et tous articles servant ou pouvant servir à tels établissements ; acheter, établir, exploiter et vendre des moulins à farine et tous établissements du genre et y faire le commerce, en gros et en détail de meules, moulages, machines, appareils et articles de toutes sortes se rattachant à l'installation et l'exploitation de tels moulins ; acheter, mouler et fabriquer des farines de toutes sortes, de la moulée, du gruau et autres produits pouvant provenir de la mouture de grains et graines, et faire le commerce en gros et en détail du grain et de tous tels produits ; fabriquer et manufacturer du pain sous toutes ses formes, qualités et dénominations, ainsi que tous les produits et articles pouvant provenir de l'emploi de la farine et des pâtes qu'elle qu'en soit la composition, et y faire le commerce en gros et en détail de tous et chacun des dits produits, ainsi que des instruments et autres articles se rapportant à leur fabrication ; fabriquer, produire et acheter du pouvoir ou de la force électrique et tous autres pouvoirs et forces pour les besoins de ses entreprises, ses exploitations et pour des fins commerciales, et vendre tels pouvoirs, ainsi qu'acheter, fonder, exploiter, posséder et vendre toutes usines et tous locaux destinés à ces fins dans les comtés de Bagot, Shefford et Drummond ; fournir la lumière au moyen de l'électricité, gaz acétylène, gazoline et autres moyens d'éclairage, et faire les installations nécessaires à cette fin dans les rues, les maisons et manufactures situées dans les trois comtés ci-haut mentionnés après avoir obtenu au préalable, le consentement des municipalités intéressées et y faire le commerce en gros et en détail de tous appareils, machines, instruments, articles se rapportant à ce commerce, fabrications et exploitations.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4621

Sous-secrétaire de la province.

objects wholly or in part similar to those of this club, and to pay for the same in stock, bonds, or other securities of this club, and to sell and otherwise dispose of such stock, shares, debentures, or securities of such corporation for such consideration as the club may think proper, and to sell and otherwise dispose of, either in whole or in part, the property or undertaking of the club for such consideration as the club may think proper, and if deemed advisable for shares, debentures or securities of any corporation having objects similar in whole or in part to those of the club ;

To pay for services rendered, or for moveable or immovable property acquired, or for any rights, assets, franchises, or privileges desired by the club, in cash or in bonds or stock of the club, under the name of "Montreal Indoor Tennis Club, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4626

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1913, to the "Acton Biscuit Company, Limited", granting it the following additional powers :

To purchase, establish, exploit and sell bakeries and also deal wholesale and retail in any apparatus, utensils, machinery and any articles used or capable to be used in such establishments ; to purchase establish, exploit and sell flour mills, and any establishments of the same kind and deal wholesale and retail in mill stores, machinery, apparatus and articles of every sort appertaining to the installation and exploitation of such mills ; to purchase, grind and manufacture flour of every sort, middlings, oatmeal and other products proceeding from the grinding of grain, and deal wholesale and retail in grain and any such products ; to make and manufacture bread under all forms, quality and denomination thereof, and any products and articles proceeding from the use of flour and pastry of any composition whatever and deal wholesale and retail in all, and any of the said products and in the equipments and other articles relating to the making thereof ; to manufacture, generate, and purchase motive and electric power and any other power for the requirements of its undertakings, exploitations and business purposes, and to sell such powers and purchase, erect, exploit, hold and sell any shops and premises used for such purposes within the counties of Bagot, Shefford, and Drummond, to supply light by means of electricity, acetylene gas, gasoline and other means of lighting and to make the installations necessary for such purposes in the streets, houses and manufactories situate within the three counties aforesaid after having previously obtained the consent of the interested municipalities and deal wholesale and retail in any apparatus machinery, equipment and articles relating to such business, fabrication and exploitations.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4622

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Treffé Maheu, Henri Pepin, et Adélaïde Maheu, tous marchands, Albert Beauchesne, ferblantier, John N. Michaud, industriel, Alfred Paris, marchand de bois, Edouard Tancredi Belleau, médecin, Louis Philippe Crépeau, avocat, tous d'Arthabaska, dans les buts suivants :

Faire le commerce de tabac, cultiver le tabac, l'acheter, le manufacturer, le vendre, manufacturer les cigares, faire le commerce comme manufacturiers et marchands de cigares et de tabac ; louer, acquérir ou construire les meubles et les immeubles nécessaires ou jugés tels pour ce commerce, et les revendre ;

Avoir le droit dans les limites du comté d'Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, de faire, avoir et utiliser les éléments nécessaires à la lumière et à la force motrice pour sa propre exploitation et de disposer de tout excédent aux conditions voulues et exigées par cette compagnie ;

Faire application, maintenir, enregistrer, acquérir par bail ou vendre, disposer par licence ou autrement toute patente, invention, amélioration ou procédés, marques de commerce ou de toute autre chose nécessaire et utile pour tous les objets et fins de la compagnie ;

Faire des arrangements pour partager les profits, s'amalgamer, consolider ou unir ses intérêts ou tout autre arrangement de même nature avec toute personne, société, compagnie ou compagnies faisant ou engagées ou sur le point de s'engager dans toutes sortes d'affaires ou transactions dans lesquelles cette compagnie est engagée ou ayant un objet totalement ou partiellement semblable à celui de cette compagnie et toute autre de toute sorte, sous le nom de "The Arthabaska Cigar Company", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1913.

4603

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du cinquième jour de novembre 1913, à la compagnie "Massicotte & Frères, incorporée", par lesquelles elle est autorisée à changer son nom en celui de "Gagnon & Massicotte, Incorporée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1913.

4567

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1913, incorporating Messrs. Treffé Maheu, Henri Pepin and Adélaïde Maheu, merchants, Albert Beauchesne, tinsmith, John N. Michaud, manufacturer, Alfred Paris, lumber merchant, Edouard Tancredi Belleau, physician, Louis Philippe Crépeau, advocate, all of Arthabaska, for the following purposes :

To deal in, cultivate purchase, manufacture and sell tobacco, manufacture cigars, and carry on business as manufacturers of and dealers in cigars and tobacco ; lease acquire or construct the moveables and immoveables necessary or deemed so for such business and resell the same ;

To have the power, within the limits of the county of Arthabaska, in the district of Arthabaska, to generate, hold and utilize light and motive power for its own exploitation and to sell any surplus thereof on the conditions approved and required by the company ;

To apply for, maintain, register, acquire by lease or sell, dispose of by license or otherwise any patent invention, improvement or process, trade marks or any other thing necessary and useful for the company's objects and purposes ;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interests or into any other arrangement of the same nature with any person, firm, company or companies carrying on or engaged in or about to engage in any business or transactions in which this company is interested or having objects wholly or partially similar to those of this company or any other objects, under the name of "The Arthabaska Cigar Company", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1913.

4604

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1913, to the company "Massicotte & Frères Incorporée", whereby it is authorized to change its corporate name to that of "Gagnon & Massicotte, Incorporée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1913.

4568

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit octobre 1913, à la compagnie "Canadian Asbestos Company", par lesquelles elle a été autorisée à augmenter son fonds social au montant de cent-vingt mille piastres (\$120,000.00), divisant le nouveau fonds de soixante mille piastres (\$60,000.00), en douze cents (1200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1913.

4427.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Charles Bowman, étudiant en droit, John Hamilton Fleet, étudiant en droit, Frank James Foley, avocat, Melville William Wilson, étudiant en droit et Daniel Joseph Coffey, étudiant en droit et Daniel J. Toronto, dans les buts suivants :

Travailler, installer et mettre en opération des carrières pour la pierre et pour l'ardoise, et installer, entretenir et mettre en opération des machines pour broyer la pierre et le gravier et en général pour faire le commerce d'ardoise dans toutes les formes ;

Équiper, travailler et mettre en opération des puits de gravier et des puits de sable ;

Extraire l'ardoise dans les rivières, cours d'eau, criques, lacs, canaux et voies d'eau en général et faire des contrats pour les mettre en opération ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire ou améliorer toutes terres ou bâtisses dans lesquelles la compagnie est intéressée ;

Acheter, louer, échanger, hypothéquer, vendre des terres et héritages, carrières, puits de sable, dépôts d'ardoise et puits de graviers ;

Faire les affaires de propriétaires de quais, propriétaires de vaisseaux et de bateaux, marchands à commission et marchands en général ;

Construire ou acheter et mettre en opération des chemins électriques, tramways et routes pour omnibus sur la propriété de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et assumer toutes ou aucune partie des affaires et biens de personne, personnes, société, syndicat ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire et les payer avec des obligations, débentures, actions acquittées ou autres garanties de la compagnie ;

Émettre et répartir les actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprise, biens, droit, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Payer pour tous services rendus, et tous biens et droits acquis par la compagnie en la manière qu'il sera jugé à propos et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie ;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1913, to "The Canadian Asbestos Company" whereby it is authorized to increase its capital stock up to the amount of one hundred and twenty thousand dollars (\$120,000.00), dividing the new capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000.00) into twelve hundred (1200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of October, 1913.

4428 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of October 1913, incorporating Messrs. Charles Bowman, student at law, John Hamilton Fleet, student at law, Frank James Foley, barrister at law, Melville William Wilson, student at law, and Daniel Joseph Coffey, student at law, of the city of Toronto, for the following purposes :

To work, equip and operate quarries for stone and for slate, and to install, maintain and operate machinery for crushing stone and gravel and generally for dealing with slate in any and every form ;

To equip, work and operate gravel pits and sand pits ;

To quarry for slate in rivers, streams, creeks, lakes, canals and waterways generally and to enter into contracts for the carrying out of the same ;

To assist financially or otherwise builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any lands or buildings in which the company is interested ;

To purchase, lease, exchange, mortgage, sell or otherwise dispose of lands and hereditament, quarries, sand pits, slate deposits and gravel pits ;

To carry on the business of wharfingers, vesselmen, ship owners, commission merchants and general merchants ;

To construct or purchase, and operate electric railways, tramways, and stage routes on the property of the company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to undertake the whole or any part of the business and property of any person, persons, partnership, syndicate or company carrying on any business which this company is authorized to carry on and to pay for the same with the bonds, debentures, paid up shares or other securities of the company ;

To issue and allot fully paid shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license or contract which the company is authorized to acquire ;

To pay for any services rendered to, and any property and rights acquired by the company in such manner as may be deemed expedient and particularly by the issue of shares or securities of the company ;

To pay out of the funds company the cost of and incidental to its incorporation ; ;

Faire toutes choses et toute affaire ou affaires qui peuvent être convenablement faites ou conduites par la compagnie dans la mise en opération d'aucun ou de tous les susdits objets, sous le nom de "The Canadian Slate Company Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour d'octobre 1913.

4543—2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1913, constituant en corporation MM. Rosario Bélisle et Joseph Penneton, commerçants, de Asbestos, Alphonse Thibault, médecin-chirurgien, J. Euchariste Michel, Casimir Corbeil, marchand, de Wotton, et Oscar Lamoureux, régistrateur, de Ham Sud, dans les buts suivants :

Faire le commerce de nouveautés, épicerie, quincailleries ou tout autre commerce en gros et en détail ;

Faire le commerce d'argent par prêts sur billets, obligations, hypothécaires ou autres, ventes à réméré, constitutions de rentes, achats et vente d'obligations, débetures ou titres semblables avec garanties et privilèges y attachés ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures ou sous d'autres garanties convenables ;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et pour des fins de spéculation, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, établir, cultiver, louer, garantir, échanger, aliéner et vendre des propriétés immobilières et terres, sous cultures ou non, des limites à bois, et dans et sur telles terres ou autres propriétés, ériger, construire et réparer des maisons, magasins, bâtisses, garages, manufactures, matériaux, et les louer, hypothéquer, échanger, vendre ou en disposer autrement ;

Faire dans toutes ses branches les affaires d'immeubles ;

Acquérir la clientèle, droits, propriétés et biens de toute sorte, et assumer toutes ou aucune partie des obligations, ou prendre à bail, continuer et faire les affaires de toute personne, société ou corporation ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux pour lesquels la compagnie est incorporée, et les vendre, louer, hypothéquer, échanger ou en disposer autrement ;

Acquérir, posséder, vendre, céder, transférer, engager les actions du capital actions et débetures d'autres corporations ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de la compagnie, et exercer tous les droits et privilèges de propriétés, y compris le droit de vote sur telles actions, ou en disposer ;

Construire, acquérir, louer, entretenir, ven-

To do all things and to carry on any business or businesses which may be conveniently done or carried on by the company in the carrying out of any or all of the foregoing objects, under the name of "The Canadian Slate Company Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1913.

4544 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of October, 1913, incorporating Messrs. Rosario Belisle and Joseph Penneton, traders, of Asbestos, Alphonse Thibault, surgeon, J. Euchariste Michel, Casimir Corbeil, merchants, of Wotton, and Oscar Lamoureux, registrar, of South Ham, for the following purposes :

To carry on the business of linen drapers, grocers and hardware merchants and any other wholesale and retail business ;

To carry on a loan business on notes, bonds, mortgage or otherwise, sales with the right of redemption, constituted rents, the purchase and sale of bonds, debentures or similar securities with guarantees and privileges appertaining thereto :

To borrow monies on notes bands, hypothecs debentures or on other suitable securities ;

To carry on the business of a real estate company and for speculative purposes, with the power to purchase, hold develop, improve, acquire, settle, cultivate, lease, guarantee, exchange, alienate and sell immoveable properties, lands, under cultivation or otherwise, timber limits and on or upon such properties, to erect, construct and repair houses, stores, shops, buildings garages, manufactories, materials and lease, hypothecate, exchange, sell or otherwise dispose of same ;

To carry on a real estate business in all branches thereof ;

To acquire the good-will, rights, property and assets of every sort, and to assume all or any of the liabilities, or take on lease and continue the business of any person, firm or corporation having objects, in whole or in part similar to those for which this company is incorporated, and sell, lease, hypothecate, exchange or otherwise dispose of same ;

To acquire, hold, sell, convey, transfer, pledge the shares of the capital stock, and debentures of other corporations having objects in whole or in part similar to those of this company, and to enjoin all the rights and privileges of ownership thereof including voting power on such shares, and dispose of same ;

To construct, acquire, lease, maintain, sell,

dre, aliéner, exploiter des aqueducs, des pouvoirs hydrauliques, des usines électriques, à vapeur ou autres, faire le commerce de l'eau, de la force motrice, sous toutes ses formes, de la lumière et de la chaleur, dans le comté de Wolfe, sous le nom de "Bélisle & Compagnie, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Wotton, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4453 2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1913, constituant en corporation M. William James Thompson Adamson, de la ville d'Outremont, agent d'immeubles, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire, Adolphe Mailhot et Louis Athanase David, avocats, et Béatrice Hébert, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires comme agent d'immeubles en général et financier, courtier et promoteur; financier ou aider à financier les sociétés ou compagnie à fonds social; acheter, vendre des garanties financières et industrielles ou en faire le commerce autrement; promouvoir ou aider à promouvoir des sociétés et des compagnies à fonds social, et agir comme agent dans l'achat, réunion, échange et disposition de telles propriétés qui peuvent entrer dans les actifs des compagnies à être promues;

Acquérir ou assumer toutes ou aucune partie des affaires, propriété et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital-actions de la dite compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, en faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie;

Emettre des actions acquittées, stock de débentures, débentures, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement, pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par ou pour tous services rendus ou pour travail fait ou convenu d'être fait pour la compagnie, ou dans et au sujet du paiement et satisfaction de dettes et obligations appartenant à la compagnie;

Distribuer en espèces tous les actifs ou biens de la compagnie, parmi les actionnaires et en particulier les actions ou autres garanties de toute autre compagnie formée pour prendre tous ou aucune partie des actifs ou obligations de cette compagnie;

Faire toutes affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites conve-

alienate, exploit water-works, water-powers, power-houses for the generation of electricity steam or other power, to deal with water and motive power under all forms, light and heat in the county of Wolfe, under the name of "Belisle Company, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) share, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Wotton, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4454

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1913, incorporating Messrs. William James Thompson, Adamson, of the town of Outremont, real estate agent, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary, Adolphe Mailhot and Louis Athanase David, advocates, and Beatrice Hebert, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as a general real estate and financial agent, broker and promoter; to finance or assist in financing partnerships and joint stock companies; to buy, sell or otherwise deal in financial and industrial securities; to promote or assist in promoting partnerships and joint stock companies, and to act as agents in the buying, assembling, exchanging and disposing of such properties as may enter into the assets of companies to be promoted;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay for same in shares of stock of said company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by or for any services rendered or for work done or agreed to be done for the company, or in and towards the payment and satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To distribute in kind any assets or property of the company among its shareholders and particularly the shares or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently car-

nablement en rapport avec aucune des susdites affaires, ou propres directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Adamson & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD

4455.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Richard Tuson Heneker, C. R., Walter Seely Johnson et Edward James Waterston, avocats, Hugh Wylie, comptable, et Mabel Hyndman, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, transporter, échanger, en disposer ou faire le commerce autrement avec les dits immeubles ou toute partie d'iceux, et développer, mettre à profit, améliorer et tracer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement et en particulier en construisant, améliorant, démoralisant, décorant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant toutes sortes de bâtisses pour toutes fins ;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration, la vente de propriété, placement, administration, prêt, paiement, transmission et perception des argents, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations et autres garanties, et l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges, subdivisions et autres semblables, et en général faire les affaires d'agents d'immeubles à commission ou autrement ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer ou partie d'iceux avec le stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou dans toutes affaires ou transactions

ried on in connection with any of the above specified business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Adamson and Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand shares (2000) of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4456

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October 1913, incorporating MM. Richard Tuson Heneker K. C., Walter Seely Johnson and Edward James Waterston, advocates, Hugh Wylie, accountant, and Mabel Hyndman, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes ;

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate, to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, turn to account, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes squares or otherwise and in particular by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving all kinds of buildings for any purposes ;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys rents, interests, dividends, mortgages, bonds and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and generally to carry on the business of real estate agents, on commission or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for same or part thereof with fully paid up and non-assessable stock of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or

capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir leurs contrats, soit avec ou sans garantie, et leur prêter de l'argent, ou aider autrement toutes telles personnes ou compagnie ou toutes personnes ou compagnie entreprenant la construction ou l'amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée et en général à telles personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles garanties et de telles manières qui pourront être déterminées de temps en temps ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "Overseas Realities Limited", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD

4449.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1913, constituant en corporation Messrs. Augustin Gingras, journaliste, Ernest Légaré, courtier en immeubles, Téléphore Simard, marchand, Georges Guay, comptable, et Elzéar Carmichael, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Ecrire un ou des contrats de placements d'argent ou d'emprunt, d'argent remboursable par versements et solliciter, recevoir des demandes et émettre des contrats ;

Vendre, placer, racheter, échanger ou autrement disposer de tous tels contrats ;

Recevoir des détenteurs de tels contrats mensuellement ou autrement des versements d'argent tel que spécifié dans les contrats et garder cet argent jusqu'à accumulation suffisante pour satisfaire le ou la demande à tour de rôle, et prêter aux détenteurs de ces contrats telles sommes d'argent auxquelles ils auront droit suivant les termes et conditions d'un ou des contrats détenus par eux et cela contre garantie hypothécaire ou autres satisfaisante pour la compagnie ;

Recevoir des emprunteurs leurs remboursements mensuels et autres et avec les intérêts à tel taux dans les limites du taux légal qui pourra être adopté de temps à autre par les directeurs ;

any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person or company or any person on company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities, and in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Overseas Realities Limited", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4450

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1913, incorporating Messrs. Augustin Gingras, journalist, Ernest Légaré, real estate broker, Téléphore Simard, merchant, Georges Guay, accountant, Elzéar Carmichael, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To write one or more contracts for the investment or loaning of money redeemable by instalments and to solicit and receive applications and issue contracts ;

To sell, place, repurchase, exchange or otherwise dispose of any such contracts ;

To receive from the holders of such contracts payments of money, either monthly or otherwise, as specified in the contracts and to keep such money until a sufficient amount has been accumulated to meet in turn the application or applications, and to loan to the holders of such contracts such sums of money as they may be entitled to according to the terms and conditions of the contract or contracts held by them, and that on mortgage or other suitable securities in favor of the company ;

To receive from the borrowers their instalments, monthly or otherwise, with interest at such rate within legal limits as may be from time to time approved by the directors ;

17 NOV 1913

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder, utiliser, détenir, vendre, donner en échange ou autrement disposer de propriétés immobilières de toutes sortes et de tous les intérêts et droits dans ces propriétés ou s'y rattachant ;

Payer totalement ou partiellement pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie en la manière qui sera jugé convenable et en particulier par l'émission d'actions ou de valeurs de la compagnie acquittées ou partiellement acquittées ;

Faire tous autres actes et choses se rattachant aux objets susdits et propres à les atteindre, sous le nom de "Le Prêt Provincial Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4451.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. A. H. Desloges, médecin, Edmond T. Sayer, gentilhomme, J. Amedée Roy, éditeur, L. Charlebois, gentilhomme et A. E. Balfrey, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, posséder, détenir, publier, imprimer, vendre, transporter, louer des livres, revues, journaux, droits d'auteur, patentes, publications de toutes sortes, en faire le commerce et en disposer, cours d'étude concernant toutes sciences, machines et matériaux de toutes sortes, propriétés mobilières et immobilières et les hypothéquer, échanger, construire et améliorer et faire en particulier les affaires connues en général comme affaires de publication. Enseigner toutes les sciences et charger un honoraire pour l'enseignement d'icelle ;

Faire les affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec toutes affaires ci-dessus spécifiées, ou propres, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer les affaires, biens et obligations, en tout ou en partie, de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital actions de la dite compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Vendre, louer les biens, droits, franchises et

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, utilize, hold, sell, give in exchange or otherwise dispose of immoveable properties of every sort and any interests therein or rights thereto ;

To pay wholly or partially for services rendered to the company or for any property or rights acquired by the company in the manner which may be deemed convenient and in particular by the issue of shares or securities of the company, paid up partially paid up ;

To do any other acts and things incidental to the aforesaid objects and suitable for their attainment under the name of " Le Prêt Provincial, Limitée ", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4452

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date thirtieth of October, 1913, incorporating Messrs. A. H. Desloges, physician, Edmond T. Sayer, gentleman, J. Amedée Roy, editor, L. Charlebois, gentleman and A. E. Balfrey, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, hold, own, edit, print, sell, transfer, lease, deal in and dispose of books, periodicals, journals, copyrights, patents, publication of all kinds, course of study relative to any sciences, machineries and materials of all kinds, immoveables and real property and to hypothecate, exchange, build and improve the same and to carry on particularly the business generally known as a publishing business. To teach any sciences and charge a tuition fee for same.

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights.

To acquire or undertake of the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for this purpose of this company, and to pay for same in shares of stock of said company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted to as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the pro-

entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les engager, vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du principal et intérêts, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir ou posséder tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toutes personne ou société ou par toutes compagnie ou compagnies faisant ou formées pour faire toutes affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire et les payer en tout ou en partie en argent, ou en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie, ou autrement, et assumer les obligations de toutes telles personne, société ou compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissoires, lettres de change, mandats et tous autres instruments négociables et transférables ;

Faire des avances en argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes ;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou en aucune autre manière toutes personne ou personnes ou corporation ou corporations pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital actions de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires ;

Faire toutes telles choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs, sous le nom de "The Sheldon School of Business Science Limited", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en six cents (600) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4475.2

Sous secrétaire de la province.

perty, rights franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company and to enter into any agreement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable or being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and pledge, sell, hold, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interests, or otherwise deal in the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire hold or enjoy all or any of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on or any business similar to that which this company is authorized to carry on and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company.

To draw, make accept, endorse discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and all other negotiable and transferable instruments ;

To make cash advances to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To remunerate by payment in cash stock, bonds or any other manner any persons or corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the Company, or any debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or in the conduct of its business ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, under the name of "The Sheldon School of Business Science Limited", with a capital stock of fifteen thousand dollars (15,000.00), divided into six hundred (600) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4476

Deputy Provincial Secretary

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi touchant la substitution créée par le testament de feu Colin Campbell, déclarant la dite substitution terminée, et définissant les droits y ayant rapport de Dame Elizabeth King, de la cité de Westmount, dans la province de Québec, et ratifiant et confirmant un certain acte de vente et règlement entre la dite Dame Elizabeth King, de la cité de Westmount, et Dame Janet L. Brown, épouse séparée de biens de William Cox, de South Branch, Stewiacke, Nouvelle-Écosse, cultivateur, passé dans la cité de Montréal, devant Robert H. Barron, N. P., le vingt-deuxième jour d'octobre 1913.

FOSTER, MARTIN, MANN & MACKINNON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 22 octobre 1913. 4239

Avis est par le présent donné que Ernest Roy, Roméo Langlais, Oscar Morin, tous trois avocats, de la cité de Québec, François-Xavier Jobout, étudiant, de la cité de Québec, et J. Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent en devenir membres, en une corporation industrielle et commerciale, sous le nom de "The Quebec Industrial Corporation" ou "La Corporation Industrielle de Québec", ensemble avec les pouvoirs et droits suivants :

Faire en général les opérations commerciales et industrielles ; agir comme voituriers par terre ou par mer ; construire et exploiter dans le comté de Saguenay, des lignes de chemins de fer, de télégraphe et de téléphone ; développer et utiliser des pouvoirs hydrauliques, électriques et tout autre source de force motrice, d'énergie et de chaleur ;

Aussi avec certains pouvoirs et droits touchant les matières suivantes : flottaison des bois, accessoires de navigation, emprunts d'argent et garantie ; appel de versements ; émission d'actions, d'obligations ; acquisition d'actions, d'obligations, d'autres compagnies.

Fait et signé à Québec, ce 11ième jour d'octobre 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
4025 Procureurs des requérants.

Avis public est, par les présentes donné que "Beaudin Limitée", une corporation ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale lui permettant de payer, par anticipation, en tout ou en partie, la balance restant due à Dame Olivine David, en sa qualité de tutrice, en vertu de ses titres d'acquisition d'une terre étant partie du lot No. 62, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et d'exiger sur tel paiement une quittance comportant radiation complète ou partielle des hypothèques et privilèges, affectant la dite terre, à raison de cette dette, et autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.
Montréal, 31 octobre 1913. 4433.2

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act affecting the substitution created by the will of the late Colin Campbell, declaring, said substitution terminated, and defining the rights thereto of Dame Elizabeth King, of the city of Westmount, in the province of Quebec, and ratifying and confirming a certain deed of sale and settlement between said Dame Elizabeth King, of the city of Westmount, and Dame Janet L. Brown, wife separate as to property of William Cox, of South Branch, Stewiacke, Nova Scotia, farmer, passed at the city of Montreal, before Robert H. Barron, N. P., on the twenty second day of October, 1913.

FOSTER, MARTIN, MANN & MACKINNON,
Attorneys for applicants.
Montreal, 22nd October, 1913. 4240

Notice is hereby given that Ernest Roy, Roméo Langlais, Oscar Morin, all three advocates, of the city of Quebec, François-Xavier Godbout, student, of the city of Quebec, and J. Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills, all of the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act constituting the persons above named and all others who may become shareholders in the company, an industrial and commercial corporation, under the name of "The Quebec Industrial Corporation" or "La Corporation Industrielle de Québec" together with the following powers and rights :

To generally carry on commercial and industrial operations ; to act as common carriers by land or by sea ; to construct and exploit within the county of Saguenay, railways, telegraph and telephone lines ; to develop and utilize, water powers electric powers and any other sources of motive power, energy and heat ;

Also with certain powers and rights respecting the following matters ; the floating of wood, accessories of navigation, loans of money and guarantee ; calls for payments issue of stock and bonds ; the acquisition of stock and bonds of other companies.

Done and signed at Quebec, this 11th day of October, 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
4026 Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that "Beaudin Limitée", a corporation, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law allowing it to pay in advance, in whole or in part, the balance remaining due to Dame Olivine David, in her quality of tutrix, by and in virtue of its deeds of acquisition, on the price of a farm being part of lot No. 62 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and to request upon said payment, a discharge with complete or partial cancellation of all privileges and hypothecs affecting said farm, by reason of said debt and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 31st October, 1913. 4434

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session par "La Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", suivant résolution dûment approuvée par le conseil pour l'autoriser : D'hypothéquer un certain lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, donné par la fabrique de la dite paroisse, sous certaines conditions, ainsi que pour donner priorité d'hypothèque sur une certaine somme de cinq mille dollars mentionnée dans la dite donation.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats.

Montréal, 25 septembre 1913.

4115

Avis public est par le présent donné par la succession de feu Anna Kelly, veuve de Patrick John Durack, qu'ils s'adresseront pour obtenir une loi spéciale à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, autorisant la vente de la propriété de la dite succession ainsi que celle de sa sœur, feu Catherine Kelly, et son père, feu William Kelly, et dans le but d'enlever les doutes quant à l'effet de leurs testaments, et pour autres fins.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 octobre 1913.

4133 5

Avis que l'Association des Opticiens de la Province de Québec présentera à la prochaine session de la législature un bill pour l'autoriser à modifier sa loi quant au lieu de ses réunions; quant au mot optometrie et quant à la pratique de l'optics, etc.

BESSETTE & DUTAUD,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 13 octobre 1913.

4057 5

Avis est par le présent donné que Hooper Mallet, courtier, et Alexander Thomas Stewart, comptable, tous deux de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, Lt.-Col. Arthur Fitzroy Gault, courtier, Wilfrid William Wadleigh, agent, William Plenderleith Knowles, entrepreneur électricien, Charles Janson Beemer, gentilhomme, David Rees, marchand tailleur, et John Massey Walker, dessinateur, tous des cité et district de Montréal, et Frederick Golder Taylor, mécanicien, de la cité de Westmount, dit district, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer et autres sous le nom de "The Canadian Mazdazan Association", et donner le pouvoir à la dite Association d'acquiescer par achat, donation ou autrement, et posséder et détenir des propriétés mobilières et immobilières soit pour l'usage actuel et prise de possession de l'Association ou pour les fins de son fonds de revenu, vendre, aliéner, échanger, hypothéquer et faire le commerce autrement avec sa propriété immobilière, passer des contrats, faire des règles et règlements pour son administration interne, tenir des registres des actes des statuts civils et exercer tous les autres droits ayant rapport aux corporations religieuses et corps et pour autres fins.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 10 octobre 1913.

4091 5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer la municipalité de Sixteen Island Lake et pour y inclure le territoire dans les cantons de Montcalm et Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, voisin du Lac connu comme Sixteen Island Lake, et octroyer à la dite municipalité tels pouvoirs d'emprunt et autres peuvent être à propos.

WHITE & BUCHANAN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 14 octobre 1913.

4071 5

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, by "La Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", according to a resolution duly approved by the council to be authorized: To mortgage a certain lot of land situated in Saint Vincent de Paul, county of Laval, donated by the fabrique of said parish upon certain conditions and to give a prior mortgage upon a certain sum of five thousand dollars mentioned in said gift.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys.

Montreal, 25th September, 1913.

4116

Public notice is hereby given by the estate late Anna Kelly, widow of Patrick John Durack, that they will apply for a special act at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec, for the purpose of authorizing the sale of the property of the said estate as well as that of her sister, the late Catherine Kelly, and her father, the late William Kelly, and for the purpose of clearing up doubts as to the effect of their wills, and for other purposes.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th October, 1913.

4134

Notice is hereby given that the Association of Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, to modify its laws regarding its place of meetings; the word "Optometrist" and the practice of optics, etc.,

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 13th October, 1913.

4058

Notice is hereby given that Hooper Mallet, broker, and Alexander Thomas Stewart, accountant, both of the town of Outremont, in the district of Montreal, Lt.-Col. Arthur Fitzroy Gault, broker, Wilfrid William Wadleigh, agent, William Plenderleith Knowles, electrical contractor, Charles Janson Beemer, gentleman, David Rees, merchant tailor, and John Massey Walker, draftsman, all of the city and district of Montreal, and Frederick Holder Taylor, machinist, of the city of Westmount, said district, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate them and others under the name of "The Canadian Mazdazan Association", and to give power to the said association to acquire by purchase, donation or otherwise and to possess and hold moveable and immoveable property, whether for the actual use and occupancy of the association or for the purpose of its endowment and revenue, to sell, alienate, exchange, hypothecate and otherwise deal with its immoveable property, to enter into contracts, to make rules and regulations for its internal government, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incidental to religious corporations and bodies and for other purposes.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 10th October, 1913.

4092

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to incorporate the municipality of Sixteen Island Lake and to include therein the territory in the townships of Montcalm and Wentworth, in the county of Argenteuil, bordering on, and adjacent to, the lake known as Sixteen Island Lake, and to grant to the said municipality such borrowing and other powers as may be expedient.

WHITE & BUCHANAN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th October, 1913.

4072

Avis est par le présent donné que The Calumet & Northern Railway Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en prolongeant le délai durant lequel la bâtisse de son chemin de fer peut être commencée et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Procureurs de The Calumet & Northern
Railway Company.
Montréal, 10 octobre 1913. 4027

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, The Calumet & Northern Railway Company, will apply to said Legislature for an act to amend its charter by extending the delay during which the building of its railway may be commenced, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Attorneys for Calumet & Northern
Railway Company.
Montreal, 10th October, 1913. 4028

Avis est par les présentes donné que la "Corporation agricole et industrielle des Missionnaires du Saint-Esprit", dont le siège social est à Saint-Alexandre de la Gatineau, dans les cantons de Hull, comté d'Ottawa, s'adressera à la législature, à la prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant :

1. De changer son titre en celui de "Collège Apostolique de Saint-Alexandre de la Gatineau et

2. D'amender sa charte en conséquence.
Pour la corporation agricole et industrielle.

T. BURGSTALER,
Supérieur.
4099

Notice is hereby given that the "Agricultural and Industrial Corporation of the Holy Ghost Fathers", established at Saint-Alexander of Gatineau, canton Hull, Ottawa county, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act allowing the said corporation :

1. to change its title into : Apostolic College Saint Alexander of Gatineau, and

2. to amend its charter accordingly.
For the agricultural and industrial corporation.

T. BURGSTALER,
Superior.
4100

Avis public est, par les présentes, donné que "La Corporation du Village du Sault-au-Récollet" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, de façon à la constituer en corporation de ville sous le nom de "Ville du Sault-au-Récollet" et sous réserve des pouvoirs spéciaux déjà obtenus ; à lui appliquer avec certaines restrictions, les dispositions de la loi des cités et villes ; à lui permettre de continuer son système d'égout ; prolonger la canalisation de son aqueduc ; compléter le pavage de son chemin principal et le macadamisation de ses autres rues ; exproprier certaines propriétés pour l'élargissement et le redressement de ce chemin principal ; emprunter l'argent nécessaire pour faire et parachever ces travaux comme pour payer et acquitter certaines dettes et obligations de la corporation ; déterminer et établir la qualification foncière des échevins ; abroger, restreindre et modifier pour la corporation, certaines dispositions de la loi générale des cités et villes ; ratifier certains comptes, emprunts temporaires, ventes de débetures, marchés et contrats ; acquérir certains pouvoirs additionnels pour consolider sa dette flottante, confirmer, ratifier et homologuer le plan de la municipalité, fait et certifié par F. C. Laberge, ingénieur géomètre, et autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4107 Procureurs de la requérante.
Montréal, 14 octobre 1913.

Avis est par le présent donné que Ephraim Rosenfelt, boucher, Isaac Boredoff, peintre, Max Lichterman, tailleur, Chuna Druckman, pressier, Aaron Pervin, commerçant, Isaacs Litovitch, forgeron, et Isaac Goodherty, tailleur, tous des cités et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les incorporant en une congrégation religieuse sous le nom de "The Congregation Shemerin Labeker", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les droits ayant rapport à une corporation religieuse, et pour d'autres fins.

M. M. SPERBER,
Procureur des requérants.
Montréal, 30 octobre 1913. 4417.2

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village du Sault-au-Récollet", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so that it may become constituted as a town corporation, under the name of "Ville du Sault-au-Récollet" and that, under reserve of the special powers previously granted, the provisions of the "Cities and Towns Act", with certain restrictions may become applicable to it ; also that said corporation be empowered to continue its sewer system, to prolong its aqueduct canalization, to complete the paving of its main-road and the macadamization of its other street ; to expropriate certain properties for the purpose of widening and straightening the said main-road ; also to borrow the money required for the execution and completion of said works and for the payment of certain debts and obligations of said corporation ; to determine and establish the real-estate qualification of aldermen ; to abrogate, restrict and modify as far as said corporation is concerned, certain provisions of the general law respecting cities and towns ; to ratify certain account, temporary loans, sales of debentures, agreements and contracts ; to acquire certain additional powers for the consolidation of its floating debt ; to confirm, ratify and homologate the plan of the municipality made and certified by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4108 Attorneys for the petitioners.
Montreal, 14th October, 1913.

Notice is hereby given that Ephraim Rosenfeldt, butcher, Isaac Borodoff, painter, Max Lichterman, tailor, Chuna Druckman, presser, Aaron Pervin, tailor, Isaac Letovitch, blacksmith, and Isaac Goodherty, tailor, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation under the name of "The Congregation Shemerin Labeker", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status, and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes.

M. M. SPERBER,
Attorney for petitioners.
Montreal, 30th October, 1913. 4418

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le règlement No 107 des règlements de la ville et validant l'emprunt de cent mille dollars contracté, ainsi que les débetures émises sous l'autorité du dit règlement et pour autres fins.

CHARLES EDOUARD MARCHAND,

Procureurs de la requérante.
Saint-Jérôme, 10 octobre 1913. 4055-2

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la cité de Verdun ou aucune partie d'icelle dans le comté de Jacques-Cartier à la cité de Montréal.

**JOSEPH BRAULT,
F. X. BRAULT,
M. E. PLANTE,
PHILIAS LEDUC,
EPHREM LAMY,
M. DILLON,
CLEOPHAS ROUSSIN,**

Requérants.
Verdun, 14 octobre 1913. 4061 5

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Windsor Mills s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un loi afin de reviser et amender sa charte, 62 Victoria, chap. 68, et les lois par lesquelles elle est administrée, et entre autres, les suivantes : changement de son nom corporatif ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes de 1903, à l'exception de certaines modifications quant à la composition du conseil, nombre de conseillers à être élus, chaque année ; tenue d'office ; indemnités aux membres du conseil ; quorum du conseil ; évaluation des terrains en culture ou pâturages ; imposition de taxes ou licences sur les fonds de commerce ; remises de taxes ou licences ; approbations des exemptions et commutations de taxes ; emprunts temporaires par billets ; prendre de l'eau de la rivière Windsor ou Wattopekah et la détourner pour des fins domestiques et hygiéniques ; l'année fiscale ; appropriations aux services municipaux ; responsabilité des membres des comités ; augmenter l'honoraire pour la confirmation des certificats pour licences et en créer pour le transport des licences et pour autres fins.

TURGEON, ROY,

LANGLAIS & MORIN,

Procureurs de la requérante.
Québec, 13 octobre 1913. 4045 5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer MM. David Hillel Bernstejn, médecin, Hyman Schleifer, George Rabinovitch, Jacob Bessner, Samuel Bazar, Samuel Ortenberg, médecin, Charles Joseph Gross, médecin, Moses Zelicovitch, Michel Flanders, H. M. Levinoff, Sam. Rabinovitch, Max Rabinovitch, Hyman Wolofsky, Renben Brainin, Julius Nathan Newman, Isaac Cohen, Julius Gittleson et Abraham L. Gittleson, tous des cité et district de Montréal, en un corps connu sous le nom de "The Hebrew Children's Fresh Air Fund of Montreal," dans le but de maintenir un hôpital et maison pour les adultes convalescents et pour les enfants, et dans le but de pourvoir une maison d'été pour enfants, et donner le pouvoir au dit corps d'acheter, acquérir par donation ou autrement et posséder une propriété immobilière pour son usage actuel et vendre, aliéner, hypothéquer telle propriété immobilière, passer des contrats et faire des règlements et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,

Procureurs des requérants.
Montréal, 14 octobre 1913. 4135 5

Notice is hereby given that the town of Saint-Jerome will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtaining an act confirming the by-law No. 107 of the by-laws of the said town and confirming a loan of one hundred thousand dollars contracted, and the debentures issued under the authority of the said by-laws and for other purposes.

CHARLES EDOUARD MARCHAND

Attorney for the Applicant.
Saint-Jerome, 11th October, 1913. 4056

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the city of Verdun or any part thereof in the county of Jacques-Cartier, to the city of Montreal.

**JOSEPH BRAULT,
F. X. BRAULT,
M. E. PLANTE,
PHILIAS LEDUC,
EPHREM LAMY,
M. DILLON,
CLEOPHAS ROUSSIN,**

Petitioners.

Verdun, 14th October, 1913. 4062

Notice is hereby given that the "Corporation of the Town of Windsor Mills" will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an act revising and amending its charter, 62 Vic-chap. 68, and the laws under which it is governed, and amongst others, the following : The changing of its corporate name ; to bring it under the provisions of the cities and towns act, 1903, with the exception of certain modifications as to the composition of the council, the number of councillors to be elected every year ; term of office ; indemnities to members of the council ; quorum of the council ; valuation of lands under cultivation or pasture ; the levying of taxes or licenses ; approbation of exemptions or commutation of taxes ; temporary loans on notes ; to take water from the river Windsor of Wattopekah and to divert same for domestic or hygienic purposes ; the fiscal year ; appropriations for municipal services ; responsibilities of the members of the committees ; to increase the fee for the ratification of certificates for licenses and to create same for the transfer of licenses, and for other purposes.

TURGEON ROY,

LANGLAIS & MORIN,

Attorney for plaintiff.
Quebec, 13th October, 1913. 4046

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the Special Act to incorporate Messrs. David Hillel Bernstejn, physician, Hyman Schleifer, George Rabinovitch, Jacob Bessner, Samuel Bazar, Samuel Ortenberg, physician, Charles Joseph Gross, physician, Moses Zelicovitch, Michel Flanders, H. M. Levinoff, Sam Rabinovitch, Max Rabinovitch, Hyman Wolofsky, Rauben Brainin, Julius Nathan Newman, Isaac Cohen, Gittleson and Abraham L. Gittleson, all of the city and District of Montreal, into a body known as the "Hebrew Children's Fresh Air Fund of Montreal", for the purpose of maintaining a hospital and convalescent home for adult convalescents and for children, and for the purpose of providing a summer home for children and to give power to the said body to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immovable property for its actual use and to sell, alienate, hypothecate such immovable property, enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH.

Attorneys for applicants.
Montreal, 14th October, 1913. 4136

Avis est par les présentes donné que Dame Louisa Doherty, de la cité de Montréal, veuve de feu Walter Kavanagh, en son vivant du même lieu, agent d'assurance, Joseph Kavanagh, de la dite cité de Montréal, étudiant et Dame Mary Elizabeth Kavanagh, épouse de John Moore McAdam, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York; un des Etats-Unis d'Amérique, par son dit époux dûment autorisée à l'effet des présentes, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer final et définitif à l'égard de tous intéressés l'acte de vente par le shérif du district de Montréal, en date du 10 avril 1905, à feu Walter Kavanagh, l'auteur des pétitionnaires, des propriétés ci-dessous décrites, et de faire valider le titre des pétitionnaires aux dits immeubles, savoir :

a. Les lots treize cent deux et treize cent trois (1302 et 1303) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de la dite cité de Montréal ;

b. L'immeuble composé : (1) du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro treize cent six (1306), et (2) d'une lisière de terre, de forme irrégulière, située sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier Sainte-Anne, s'étendant entre le pignon sud-ouest de la maison en brique érigée sur le lot numéro treize cent six (1306) des dits plan et livre de renvoi officiels et le pignon nord-est d'une bâtisse en bois, à deux étages ; la dite lisière de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro treize cent cinq (1305) des dits plan et livre de renvoi officiels et mesurant, en front, la dite lisière de terre, un pied, plus ou moins, de là allant à un point jusqu'à une profondeur de trente-quatre pieds, tel que le tout apparaît maintenant comme faisant partie du front de la dite rue Notre-Dame ;

c. Cette partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro treize cent sept (P. du No 1307) des dits plan et livre de renvoi ; bornée en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le dit lot numéro treize cent deux (1302) et par le résidu du dit lot numéro treize cent sept (1307), d'un côté par les lots numéros treize cent six, treize cent cinq, treize cent trois, et treize cent deux (Nos 1306, 1305, 1303 et 1302), et de l'autre côté par le lot numéro treize cent huit (1308) des dits plan et livre de renvoi officiels, le tout avec bâtisses dessus sérigées, formant un seul et même établissement, savoir : un abattoir, un endroit où l'on fait la salaison et accessoires ayant front sur la dite rue Notre-Dame, en la dite cité de Montréal.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
4103 Procureurs des requérants.
Montréal, 14 octobre 1913.

Avis est par le présent donné que "The Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliés à l'Université McGill, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer le dit bureau sous le nom ci-dessus ou nom semblable, tel qu'il peut être décidé, avec pouvoir de mettre en opération une institution d'instruction théologique, et les pouvoirs ordinaires y ayant rapport.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 8 octobre 1913. 3995.2

Notice is hereby given that Dame Louisa Doherty, of the city of Montreal, widow of the late Walter Kavanagh, in his lifetime of the same place, insurance agent, Joseph Kavanagh, of the city of Montreal, student, and Dame Mary Elizabeth Kavanagh, wife of John Moore McAdam, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, by her said husband duly authorized for the purposes hereof, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have it declared that the deed of sale of the 10th April 1905 by the sheriff of the district of Montreal to the late Walter Kavanagh, petitioners' "auteur", of the immoveable property hereinafter described, is final and definitive as against all interested parties, and to validate the petitioners' title thereto, to wit :

a. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, of the city of Montreal under the numbers thirteen hundred and two and two and thirteen hundred and three (1302 and 1303) ;

(b) The immoveable property consisting (a) of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and six (1306) and (b) of a strip of land of irregular shape situate on Notre Dame street in the said Saint Ann's ward, lying immediately between the south west gable of the brick house erected on the said official number thirteen hundred and six (1306) and the north east gable of a two storey wooden building, the said strip of and forming part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference of Saint Ann's ward under the number thirteen hundred and five (1305) and the said strip measuring one foot, more or less, in front, and then going to a point at depth of thirty four feet, as the whole now appears enclosed on the front of the said Notre Dame Street ;

c. That part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and seven (1307) ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by the said number thirteen hundred and two (1302) and by the remainder of the said official lot number thirteen hundred and seven (1307), on one side by the said official lots thirteen hundred and six, thirteen hundred and five, thirteen hundred and three and thirteen hundred and two, (1306, 1305, 1303 and 1302) and on the other side by the official lot number thirteen hundred and eight (1308) of the said official plan and book of reference, the whole with the buildings thereon erected, forming one and the same establishment, to wit : an abattoir, a salting house and accessories fronting and having an entrance on Notre Dame street, in the city of Montreal.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
4104 Attorneys for petitioners.
Montreal, 14th October, 1913.

Notice is hereby given by the "Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliated with McGill University that it will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate the said board under the above or such similar name as may be decided upon with power to carry on an institution of theological instruction, and the usual powers incidental thereto.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 8th October, 1913. 3996

Avis est par le présent donné que la ville de Montréal Est s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs nécessaires pour faire certains travaux de construction et d'élargissement de ses rues, et emprunter à cette fin; obtenir le bénéfice de la Loi de Québec, 2 Geo. V, chapitre 23; faire confirmer certains règlements et en étendre la portée; changer la date des élections municipales et autres pouvoirs.

JOSEPH VERSAILLES,
Maire.
J. E. CODERRE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 11 octobre 1913.

4039

Notice is hereby given that the town of Montréal East will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the necessary powers to make certain works of construction and of widening of its roads and borrow for that purpose; obtain the benefit of the Statute of Quebec, 2 Geo. V, chapter 23; obtain the confirmation of certain by-laws and extend their application; change the date of the municipal elections and other powers.

JOSEPH VERSAILLES,
Mayor.
J. E. CODERRE,
Secretary-treasurer.

Montreal, 11th October, 1913.

4040

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir: l'homologation du tracé du "Grand Boulevard," à travers la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice et les municipalités environnantes depuis les limites ouest de la municipalité du village Saint-Michel de Laval, conformément au plan daté le 8 février 1913, et préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre, de la cité de Montréal, et le droit par les municipalités intéressées d'exproprier, acheter de gré à gré, ouvrir, macadamiser et entretenir telle partie du dit boulevard et de réglementer les constructions qui y seront érigées, et d'emprunter toutes sommes nécessaires à cet effet.

BEAUREGARD & LABELLE,
Procureurs de la municipalité de la paroisse
de Saint-Léonard de Port-Maurice.
Montréal, 10 octobre 1913. 4043

Public notice is hereby given that the municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain: the homologation of the line of the "Grand Boulevard" through the municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice and the neighbouring municipalities from the western limits of the municipality of the village of St-Michel de Laval, according to the plan dated 8th February, 1913, prepared by F. C. Laberge, land surveyor, of the city of Montreal, and the right for the municipalities interested herein to expropriate, purchase by mutual agreement, open, macadamize and maintain that portion of said boulevard and to regulate the erection of buildings thereon, and to borrow the necessary money to pay the cost of said improvement.

BEAUREGARD & LABELLE,
solicitors for the municipality of the parish
of Saint Leonard of Port Maurice.
Montreal, 10th October, 1913. 4044

AVIS

Prenez avis qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de la ville de La Tuque, dans le comté de Champlain, province de Québec, s'adressera à la législature, pour obtenir un bill amendement la charte de la ville de La Tuque, et demandant en même temps, par le dit bill, la confirmation de certaines conventions et de certains règlements ayant rapport à l'aqueduc et au système d'éclairage de la dite ville de La Tuque, et aussi pour changer la date et le mode de l'élection, de la représentation, de la confection des listes et aussi changer les qualifications requises pour voter et demander certains autres amendements affectant les intérêts de la ville en général.

Donné à La Tuque, ce dixième jour d'octobre 1913.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
4029 Procureurs de la Ville de la Tuque.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendement le chapitre 49 William IV (1836) et enlevant tout doute quand à la validité des registres des actes de l'état civil gardés et mariages ci-devant exécutés par leur ministère par pasteurs, ministres ou missionnaires de tout Calvinist Baptist, Free-Will Baptist ou Baptist Societies tous dénommés comme Eglises Baptist et pourvoyant que ci-après ordonnés d'une manière régulière les pasteurs Baptist, ministres ou missionnaires peuvent recevoir et garder des registres des actes de l'état civil et peuvent exécuter par leur ministère, les cérémonies de mariage, baptême et sépulture, en produisant entre les mains du protonotaire pour le district dans lequel tel pasteur, ministre ou missionnaire réside, un certificat signé par le président, vice-président ou secrétaire de The Baptist Convention for Ontario and Quebec.

ROSS & ANGERS,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1913 4139 5

NOTICE

Take notice that at the next session of the Quebec Legislature, the Corporation of the Town of La Tuque, in the county of Champlain, province of Quebec, will apply to the Legislature, for the passing of a bill amending the charter of the Town of La Tuque and at the same requesting, in the said bill, the ratification of certain agreements respecting the waterworks, and light system of the said Town of La Tuque, and also changing the date and mode of election, representation, the making of the list and the qualifications required for voting, and praying for certain other amendments concerning the interests of the town in general.

Given at La Tuque, this tenth day of October, 1913.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
4030 Attorneys for the Town of La Tuque.

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Quebec Legislature for an Act amending chapter 49 William IV (1836) and removing all doubt as to the validity of registers of acts of civil status kept and marriages heretofore performed under their ministry by pastors, ministers or missionaries of any Calvinist Baptist, Free-Will Baptist or Baptist Societies all now denominated as Baptist Churches and providing that hereafter regularly ordained Baptist pastors, ministers or missionaries may receive and keep authentic registers of acts of civil status and may perform under their ministry the ceremonies of marriage, baptism and burial upon filing with the protonotaire for the district in which such pastor, minister or missionary resides, a certificate signed by the president, vice president or secretary of the Baptist Convention for Ontario and Quebec.

ROSS & ANGERS,
Solicitors for the applicants.
Montreal, 16th October, 1913. 4140

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer la ville de Hampstead, pour contenir cette partie de la présente municipalité de la Côte St-Luc, comprenant les lots originaux numéros soixante et neuf, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et seize, soixante et dix-sept, quatre-vingts, quatre-vingt-un, (69, 72, 73, 74, 76, 77, 80, 81) du plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et les ériger en une municipalité séparée; et pour pourvoir que les dispositions de la loi des cités et villes, avec certaines modifications, s'appliqueront à la dite ville; et de plus pour pourvoir à l'annexion ci-dessous de certains terrains voisins dans la dite municipalité de Côte St-Luc à la dite ville; pour pourvoir à des pouvoirs spéciaux d'emprunt; pour pourvoir que les échevins soient élus pour deux ans par toute la municipalité sans aucune division dans les quartiers; pour pourvoir que le maire et les échevins ne soient pas obligés de résider dans les limites de la ville durant les premières trois années après la date de la mise en force de la loi, et que le conseil peut tenir ses séances et avoir son bureau de greffier en dehors de la municipalité; pour pourvoir à la qualification des électeurs, au sujet de la convocation des assemblées pour la première élection et pour l'organisation de la ville.

WHITE & BUCHANAN

Procureurs des Réquérants.

Montréal, 14 Octobre 1913. 4073 5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi incorporant "The Sherbrooke Protestant Hospital", 51-52 chap. 64, amendé par 3 Édouard VII, chap. 117, dans les buts suivants: changer le nom pour celui de "The Sherbrooke General Hospital", changer la qualification et mode d'élection des directeurs, et pour autres fins.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Solliciteurs du réquérant.

Sherbrooke, Qué., 14 octobre 1913. 4097 5

CHEMIN DE FER SUDBURY, KEPAWA ET BELL RIVER.

Avis est donné par le présent qu'une demande sera adressée au parlement du Canada à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant une compagnie sous le nom de "Compagnie de Chemin de Fer de Sudbury, Kepawa et Bell River", avec pouvoir de tracer, construire et mettre en service une ligne ou des lignes de voie ferrée partant d'un point à ou près de la ville de Sudbury, dans la province d'Ontario, et de là allant dans une direction généralement est jusqu'à l'extrémité sud du lac Temiscamingue, et de là, dans une direction nord-est par la route la plus praticable jusqu'à un point à ou près du chemin de fer National Transcontinental, dans la province de Québec, où le dit chemin de fer croise la rivière Bell; avec la faculté de construire et exploiter des lignes de téléphone et de télégraphe et prélever des réages pour ce service, construire et exploiter des vaisseaux, construire et exploiter des quais, etc., en rapport avec l'entreprise de la compagnie et conclure des conventions avec d'autres compagnies.

Daté à Ottawa, ce 6e jour d'octobre 1913.

JOHN THOMPSON,

Solliciteur pour les réquérants.

4079 5

Ottawa, Canada.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to incorporate the town of Hampstead, to include that portion of the present Municipality of Côte St-Luc, comprising original lots number sixty nine, seventy two, seventy three, seventy four, seventy six, seventy seven, eighty and eighty one (69, 72, 73, 74, 76, 77, 80, 81) of the cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal, and to erect the same into a separate municipality; and to provide that the provisions of the cities and towns Act, with certain modifications, shall apply to the said town; and further to provide for the annexation hereafter of certain adjacent lands in the said municipality of Côte St-Luc to the said town; to provide special borrowing powers; to provide that the aldermen may be elected for two years by the whole municipality without any division into wards; to provide that the mayor and aldermen need not reside within the limits of the town during the first three years after the date of the going into force of the Act, and that the council may hold its sittings and have its clerk's office outside the municipality; to provide as to qualifications of electors, as to calling of meeting for the first election and for the organization of the town.

WHITE & BUCHANAN

Attorneys for Petitioners

Montreal, 14th October 1913. 4074

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act incorporating "The Sherbrooke Protestant Hospital", 51-52 Victoria, chap. 64, as amended by 3 Edward 7, chap. 117, in the following respects: to change the name to "The Sherbrooke General Hospital"; to change the qualification and mode of election of governors and for other purposes.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Sollicitors for applicant.

Sherbrooke, Que., 14th October, 1913. 4098

THE SUDBURY, REPAWA AND BELL RIVER RAILWAY.

Notice is hereby given that application will be made to the Parliament of Canada, at the next session thereof, for an Act to incorporate a company under the name of the Sudbury, Kepawa and Bell River Railway Company, with power to lay out, construct and operate a line or lines of railway commencing at a point at or near the Town of Sudbury, in the Province of Ontario, and following a generally eastern direction to the south end of Lake Temiscaming, and onward north easterly by the most feasible route to a point at or near The National Transcontinental Railway, in the Province of Quebec, where the said railway crosses the Bell River; with power to construct and operate telephone and telegraph lines and charge tolls for the use thereof; to build and operate vessels, construct and operate wharves, &c., in connection with the undertaking of the company, and to enter into agreements with other companies.

Dated at Ottawa, the sixth day of October, 1913

JOHN THOMPSON,

Solicitor for the applicants,

4080

Ottawa, Ontario

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter les pouvoirs d'emprunt du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, jusqu'à une limite devant être déterminée ;

Confirmer et compléter, si c'est nécessaire, le titre du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles, de la cité de Montréal, jusqu'à une certaine propriété dans la cité de Montréal ;

Ratifier et confirmer le titre du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, à la propriété mobilière et immobilière, qu'ils possèdent maintenant comme successeurs aux différentes corporations de syndicats d'écoles dissidentes, comme suit :

- (1). Ville Saint-Louis. Annexé le 1er juillet 1910, en vertu des termes de la loi du Parlement 1 George V, chapitre 23 ;
- (2). Côte des Neiges. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes d'un ordre en conseil passé le 2 juin 1911 ;
- (3). Delorimier. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes d'une loi du Parlement 1 George V, chapitre 23 ;
- (4). Côte de la Visitation. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes de la loi du Parlement 1 George V, chapitre 28 (2ème session) ;
- (5). Saint-Laurent. Annexé le 1er juillet 1913, en vertu des termes de la loi du Parlement 3 George V, chapitre 29 ;
- (6). Parc Amherst. Annexé le 1er juillet 1913, en vertu des termes de la loi du Parlement 3 George V, chapitre 29 ;

Pouvoir en général que sur l'annexion au territoire du Bureau par loi du Parlement ou par ordre en conseil, du territoire de tout bureau de syndicats d'écoles dissidentes, la propriété mobilière et immobilière de tels syndicats d'écoles dissidentes, sera dévolue au Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal ;

Amender la loi 32 Victoria, chapitre 16, section 33, en remplaçant la dite section de manière que des meilleures dispositions soient faites pour la perception et collection de la liste mutuelle des taxes scolaires sur la propriété de corporations ou autres y contribuant, et situées dans les limites de la cité de Montréal ;

Pour la division et paiement de la dite liste mutuelle des taxes scolaires en quartiers étant le territoire en commun du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal et la Commission scolaire catholique de Montréal ;

Pour la division et le paiement des produits des axes prélevés sur la liste numéro trois (3) dans ces quartiers ou parties de quartiers dans la cité de Montréal, autres que ceux se rapportant à dans le paragraphe précédent, et le paiement des actions respectives des dits produits ou Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, et Bureaux scolaires de d'autre cité.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,**

Solliciteurs pour le Bureau Protestant des
Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal.
Montréal, 15 octobre 1913 4141 5

Avis est par le présent donné par la Ville de Montmagny que la dite ville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill amendant et refondant en entier la charte actuelle de la dite ville (46 Victoria, ch. 84) décrétant entre autres choses que la dite ville sera régie par la Loi des Cités et Villes telle qu'est dictée dans les Statuts Refondus de 1909, modifiant et changeant le territoire actuel de la dite ville de façon à le limiter au

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act, for the following purposes :

To increase the borrowing powers of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, to a limit to be determined ;

To confirm and perfect, if necessary, the title of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal to certain property in the city of Montreal ;

To ratify and confirm the title of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal to the property moveable and immoveable, which it now holds as successor to the various bodies of dissentient school trustees, as follows :

- (1). Ville Saint Louis. Annexed as at 1st July, 1910, under the terms of the Act of Parliament 1 Geo. V, chapter 23.
- (2). Côte des Neiges. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of an order-in-council passed 2nd June, 1911.
- (3). Delorimier. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of the Act of Parliament 1 George V, chapter 23.
- (4). Côte de la Visitation. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of the Act of Parliament 1 George V, chapter 28 (2nd session)
- (5). Saint Laurent. Annexed as at 1st July, 1913, under the terms of the Act of Parliament, 3 George V, chapter 29.
- (6). Amherst Park. Annexed as at 1st July, 1913, under the terms of the Act of Parliament 3 George V, chapter 29.

To provide generally that upon the annexation to the territory of Board by Act of Parliament or by order-in-council, of the territory of any Board of dissentient school trustees, the property moveable and immoveable of such dissentient school trustees, shall become vested in the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal

To amend the Act 32 Victoria, chapter 16, section 33, by replacing the said section so that better provision may be made for the levying and collection of the mutual panel school taxes upon the property of corporations or others contributing thereto and situated within the limits of the city of Montreal.

For the division and payment of the said mutual panel school taxes in wards being the common territory of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal and the Catholic School Commission of Montreal.

For the division and payment of the proceeds of the taxes levied on panel number three (3) in those wards or parts of wards in the city of Montreal, other than those referred to in the preceding paragraph, and the payment of the respective shares of the said proceeds to the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, and other city School Boards.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,**

Solicitors for Protestant Board of School
Commissioners of the city of Montreal.
Montreal, 15th October, 1913. 4142

Public notice is hereby given by the town of Montmagny that the said town will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session to have a bill passed amending and refunding the entire present charter of the town of Montmagny (46 Victoria, ch. 84) enacting among other things that the said town shall henceforth be governed by the "Cities and Towns Act" as contained in the Revised Statutes of 1909, modifying and changing the actual territory of the said town in

sud aux terrains occupés par la voie du chemin de fer Intercolonial inclusivement et à l'ouest au lot numéro 139 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, étant la terre occupée par Alexandre Talbot, exclusivement, et à une ligne droite depuis la dite terre jusqu'à la voie Intercolonial, conservant les limites actuelles au nord et à l'est, déclarant que tous les immeubles contenues dans les limites ci-dessus spécifiées feront partie de la dite ville, et accordant certains pouvoirs additionnels.

GAGNE & GAGNE,
Procureurs de la ville de Montmagny.
Montmagny, 15 octobre 1913. 4089

Avis public est par les présentes donné que le "Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse Saint George" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, telle qu'octroyée par la loi 3 George V, chapitre 113, de manière à être autorisée à emprunter une somme additionnelle de \$50 000.00, et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats du requérant.
Montréal, 20 octobre 1913. 4187 4

Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi de cette province, 2 Geo. V, chap. 124, et obtenir l'autorisation d'emprunter \$215,000.00, au lieu de \$150,000.00, pour consolider la dette de la fabrique et payer le coût de l'agrandissement de l'église paroissiale. Ils demanderont aussi qu'il leur soit permis d'emprunter sur simples billets, en attendant que le marché s'améliore, et de payer les intérêts à même les sommes empruntées jusqu'à l'entrée en vigueur de l'acte de cotisation qu'ils feront au commencement de l'année 1914, et que les emprunts et les paiements d'intérêts qu'ils ont ainsi faits soient ratifiés en tant que besoin peut être.

TAILLON, BONIN, MORIN,
& LARAMEE,
4193 4 Procureurs de la fabrique.

Avis est par les présentes donné que monsieur Henri Etienne Joseph Vautelet, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi permettant au barreau de la province de Québec, d'admettre le dit Henri Etienne Joseph Vautelet, à l'étude du droit sans avoir à passer d'examen et sur simple production d'un diplôme de gradué émis en faveur par le Royal Military College of Canada. Le dit Henri Etienne Joseph Vautelet a obtenu l'approbation à cet effet du conseil général du barreau de la province de Québec, le vingt-neuvième jour d'octobre 1913.

ANTONIO PERRAULT,
Procureur du requérant.
Montréal, 29 octobre 1913. 4405 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par William Yuile, Charles C. Holland et autres, constituant "The Interdenominational Committee of Montreal", pour obtenir une loi incorporant "The Interdenominational Committee of Montreal", dans le but de faire des œuvres non sectaires, religieuses, éducatrices, charitables et philanthropiques, à Montréal et aux alentours, avec pouvoir de posséder des propriétés immobilières, et agir comme fidéi commis pour toute église ou autre société ou corps religieux.

PLACE & STOCKWELL,
Procureurs des requérants.
Montréal, 25 octobre 1913. 4317 3

order to confine it towards the south to the land occupied by the Intercolonial Railway inclusively and towards the west to lot number 139 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, being the farm occupied by Alexandre Talbot, exclusively, and to a straight line from the said farm to the Intercolonial Railway, maintaining the same actual limits towards north and east, enacting that all immoveable properties included in limits hereabove mentioned shall be part of said town, and granting additional powers.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for the town of Montmagny.
Montmagny, 15th October, 1913. 4090

Notice public is hereby given that "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint George" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter as granted by the act 3 Georges V, chapter 113, so as to be empowered to borrow an additional sum of \$50,000.00, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 20th October, 1913. 4188

The curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Clement will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to amend the law of this province, 2 Geo. V, chap. 124, and to be authorized to borrow \$215,000.00 instead of \$150,000.00, to consolidate the debt of the fabrique and pay the cost of enlargement of the parochial church. They will also ask the authorization to borrow on promissory notes until such time as the money market improves and to pay the interest out of the sums thus borrowed pending the coming into force of the act of assessment which they will draw up in the beginning of the year 1914, and that the loans and payments of interest so made be ratified in so far as may be necessary.

TAILLON, BONIN, MORIN,
& LARAMEE,
4194 Attorneys for the fabrique.

Notice is hereby given that Mr. Henri Etienne Joseph Vautelet, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act permitting the bar for the province of Québec, to admit at study without examination and simply upon producing a diploma of graduate issued in his favour by the Royal Military College of Canada. Said Henri Etienne Vautelet has obtained the approval to that effect from the general council of the bar of the province of Québec, the twenty ninth day of October, 1913.

ANTONIO PERRAULT,
Attorney for applicant,
Montreal, 29th October, 1913. 4406

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, on behalf of William Yuile, Charles C. Holland, and other, constituting "The Interdenominational Committee of Montreal", for an Act incorporating "The Interdenominational Committee of Montreal", for the purpose of carrying on undenominational, religious, educational, charitable and philanthropic work in Montreal and vicinity, with power to hold immoveable property, and to act as trustee for any church or other religious society or body.

PLACE & STOCKWELL,
Attorneys for applicants.
Montreal, October 25th 1913. 4318

Avis est par le présent donné que la "Société de Construction Permanente de Québec" corporation constituée par l'acte 3 Edouard VII, chapitre 130, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi changeant son nom en celui de "Le Prêt Hypothécaire", et lui accordant une nouvelle charte.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND.
Avocats de la Requérente.
Québec, 29 octobre 1913. 4415

Notice is hereby given that "La Société de Construction Permanente de Québec" constituted a corporation by the Act 3 Edward VII, chapter 130, will apply to the Legislature, at its next session, for an Act changing its name to that of "Le Prêt Hypothécaire" and granting it a new charter.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND.
Attorneys for the Petitioner.
Quebec, 29th October, 1913. 4416

Avis public est par le présent donné que "The Magdalen River Valley Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte et autorisant la construction du dit chemin de fer commençant en l'année 1915 et devant être complété en l'année 1918, et pour autres fins.

FERGUS MURPHY,
Procureur de The Magdalen River
Valley Railway Co.
Québec, 21 Octobre 1913. 4185 4

Public notice is hereby given by the Magdalen River Valley Railway Company that it will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act amending its charter and authorizing the construction of the said railway beginning in the year 1915 and to be completed in the year 1918, and for other purposes.

FERGUS MURPHY,
Attorney for Magdalen River
Valley Railway Co.
Quebec, 21st October, 1913. 4186

Avis est par les présentes donné que Joseph Demers, Amédée Lemire, L. E. Lortie, Napo-léon Messier, Gustave des Trois Maisons, P. Brisson, J. A. Vaillancourt, Omer Carrières, Prosper Charlebois, C. Fabien Vinet, A. Lapierre, E. F. Gariépy, Théodule Amyot, Joseph Caumartin, Hercule Gélinas, F. Dugal et autres, tous citoyens, propriétaires résidents de la municipalité du village du Sault-au-Récollet, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session pour obtenir :

(A) Une loi constituant en municipalité de village sous le nom de "Terrasse des Villas" toute cette partie du territoire comprise dans les limites de la dite municipalité du village du Sault-au-Récollet, borné à l'ouest par la rue Saint-Charles de la cité de Montréal, au sud par la partie du No 332, du cadastre officiel de la cité de Montréal ; à l'est par les numéros 204-207 du cadastre officiel de la municipalité du village du Sault-au-Récollet ; au nord par la Rivière des Prairies ;

(B) Pour rendre non applicable les articles 495, 496, 497, 498, 977 et 978 du code municipal concernant les dettes, les emprunts à faire pour établir, construire, maintenir, entretenir et améliorer le système d'aqueduc à être établi, les canaux d'égoût à être faits et pour établir et construire des trottoirs permanents, macadamiser et paver les rues à être faites par la corporation dans les limites de la municipalité ; construire un poste de police et de pompiers et le pourvoir d'appareils à incendie. Le droit d'exproprier, acheter de gré à gré, ouvrir toutes rues, ruelles et d'emprunter toutes sommes nécessaires à ces fins.

J. A. E. GRAVEL,
Procureur des requérants.
Montréal, 16 octobre 1913. 4209

Public notice is hereby given that, Joseph Demers, Amédée Lemire, L. E. Lortie, Napo-léon Messier, Gustave des Trois Maisons, P. Brisson, J. A. Vaillancourt, Omer Carrières, Prosper Charlebois, C. Fabien Vinet, A. Lapierre, E. F. Gariépy, Théodule Amyot, Joseph Caumartin, Hercule Gélinas, F. Dugal and others, all citizen and proprietors residing in the municipality of the village of Sault-au-Récollet, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the following :

(A) The passing of an act constituting a village municipality under the name of "Terrasse des Villas" all that part of the territory comprised within the limits of the said municipality of the Village of Sault-au-Récollet, bounded on the west by Saint-Charles street of the city of Montreal ; on the south by part of lot No 332 of the official cadastre of the city of Montreal ; on the east by the numbers 204-207 of the official cadastre of the municipality of the Village of Sault-au-Récollet, on the north by River des Prairies ;

(B) To obtain an exemption from the provisions of articles 495, 496, 497, 498, 977 and 978 of the municipal code respecting debts, loans for establishing, constructing, maintaining, keeping in repair and improving the waterworks to be established, the sewers to be laid and for establishing and constructing permanent sidewalks, macadamizing and paving the streets to be made by the corporation within the limits of the municipality ; to construct a police and fire station and equip it with fire apparatuses. The right to expropriate, purchase by mutual agreement, open any streets, lanes and to borrow any monies necessary for such purposes.

J. A. E. GRAVEL,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 16th October, 1913. 4210

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation de la Ville de la Pointe-aux-Tremblés" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendement sa charte, confirmant et ratifiant certains contrats, marchés et règlements, et à l'effet de pouvoir continuer avec certains pouvoirs spéciaux la construction et la prolongation de son système d'égoûts ; de faire le pavage et le macadamisage de ses rues et chemins publics ; de faire des trottoirs permanents ; de re-

Notice public is hereby given that "La Corporation de la Ville de la Pointe-aux-Tremblés" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law amending its charter confirming and ratifying certain contracts, agreements and by-laws and granting to it the authority to continue, with certain special powers, the construction and the extension of its sewer-system ; to pave and macadamize its streets and public roads ; to construct permanent sidewalk ; to straighten and widen cer-

dresser et d'élargir certaines rues et d'exproprier le terrain nécessaire, comme aussi de ratifier certains règlements et contrats faits et passés, à ce sujet; de pourvoir à l'entretien de la rue Notre-Dame, à travers le territoire de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et de répartir les obligations de la ville et de la paroisse, à cet effet; d'accorder sur cette rue tous droits de passage et franchises nécessaires pour y prolonger les voies ferrées de toutes compagnies de tramways et passer et faire tous règlements, contrats et engagements s'y rapportant; d'emprunter pour les travaux et objets ci-dessus mentionnés et autres, une somme de \$300,000.00; de restreindre, abroger, modifier et amender, en autant que la dite corporation est concernée, certaines dispositions de la "Loi des Cités et Villes"; de régir les avis de convocation des assemblées du Conseil, et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de al requérante.

Montréal, 21 octobre 1913. 4189

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi permettant l'application à cette corporation, avec restrictions et modifications dans certains cas, de certaines dispositions de la loi des cités et villes; lui octroyant le pouvoir de faire chaque année un rôle d'évaluation et aussi certains pouvoirs spéciaux pour construire un système d'égouts et un système d'aqueduc; faire des trottoirs et pavages permanents, exproprier certaines propriétés pour l'élargissement et le redressement des chemins appelés "Côte Saint-Michel" et "Montée Saint-Michel", dans les limites de la dite municipalité, emprunter une somme de deniers n'excédant pas \$300,000.00 afin d'exécuter les travaux susdits et autres travaux municipaux, pourvoir à l'établissement des systèmes d'éclairage et de tramways, dans ses limites, et passer, consentir et adopter tous contrats, actes de franchise, marchés, conventions et règlements jugés nécessaires à cette fin avec pouvoir d'accorder une exemption de taxes complète ou partielle; passer, consentir et adopter avec la cité de Montréal et les autres municipalités adjacentes tous contrats, marchés, actes d'accord, conventions et règlements en rapport avec la confection ou l'entretien de chemins, rues et ruelles, totalement ou partiellement limitrophes, ainsi qu'à la jonction et à la mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc et d'égouts et autres services publics; ratifier un règlement de licences pour la vente des liqueurs spiritueuses, dans les limites de la dite municipalité; ratifiant et confirmant de façon à ce qu'il soit obligatoire pour toutes les parties et plan de la municipalité, fait et préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.

Montréal, 20 octobre 1913 4191

AVIS

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Autonomie municipale; finances; robinets d'arrêt pour tuyaux à gaz; vente d'objets volés et non réclamés; rues et ruelles privées ou projetées, prise de possession; taxes, imposition de taxes sur personnes qui occupent immeubles appartenant à Sa Majesté; titres de propriétés acquises par la Cité par expropria-

tain streets, and expropriate the land required, and also, to ratify certain by-laws and contracts adopted and passed, in relation thereto; to provide to the maintenance of Notre Dame street, through the territory of the parish of la Pointe-aux-Trembles, and to apportion between the town and the parish of la Pointe-aux-Trembles, the obligations arising therefrom; to grant upon said street any rights of way and franchises necessary for the extension thereon of the railroad of any tramway company, and to adopt and pass any by-laws, contracts and agreements, in connection with same; to borrow for the works and objects above mentioned and others a sum of \$300,000.00; to restrict, abrogate, modify and amend, in regard to said corporation, certain provisions of the "Cities and Towns Act"; to regulate the notices of convocation of the meetings of its Council and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorney for the petitioners.

Montreal, 21st October, 1913. 4190

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint Michel de Laval", will apply to the Legislature of the province of Quebec, in order to obtain a law providing for the application to said corporation, with restrictions and modifications, in certain cases, of certain provisions of the "Cities and Towns Act"; granting to its the power to enact each year a valuation roll and also certain special powers, in connection with the construction of a sewer system, of an aqueduct, and of permanent side-walks and pavements, the expropriation of certain properties for the purpose of enlarging and straightening the roads called "Côte Saint Michel" and "Montée Saint Michel", within the limits of said municipality, the borrowing of a sum not exceeding \$30,000.00, in order to execute the above works and other municipal works, the establishment of a system of lighting and tramways, within its limits, with power to pass, agree upon and adopt any contracts, franchise deeds, covenants, conventions and by-laws, that may be deemed necessary to that end. Including the power to grant a complete or partial exemption of taxes; empowering also said corporation to pass, agree upon and adopt with the city of Montreal and other adjoining municipalities any contracts, covenants, deeds of agreement, conventions and by-laws, relating to the construction or maintenance of certain roads, streets and lanes, running totally or partially on the boundary lines of said corporation, and to the joining and amalgamating together of the systems of lighting, aqueduct and sewers and of other public services; ratifying a by-law on licenses, for the sale of spirituous liquors, within the limits of said municipality, ratifying and conforming, so that it may become binding upon all parties, the plan of the municipality, made and prepared by F. C. Laberge, civil-engineer and surveyor, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorney for the petitioner.

Montreal, 12st October, 1913. 4192

NOTICE

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Municipal autonomy; finances; stop cocks for gas pipes; sale of stolen and unclaimed articles; private or projected streets and lanes, taking of possession; taxes, levying of taxes on persons occupying properties owned by His Majesty; titles of properties acquired by the city by expropriation; preparation of

tion; préparation de rôles; vente d'immeubles pour taxes; personnes tenues au paiement des taxes; paiement de taxes spéciales foncières par versements; permis et licences; cessions et ouvertures de rues, homologation de plans; achat de matériaux et contrats pour plus d'un an; droit pour les échevins de vendre des immeubles requis pour rues; réclamation contre la cité faite par des échevins; amendement à l'article 338 de la charte au sujet de la désqualification des échevins et des commissaires; augmentation du fonds de roulement; aqueduc, administration; boulevards de l'aqueduc, pouvoir d'exproprier terrain requis, répartition du coût et rectification de la résolution adoptée par le conseil à ce sujet; annexion de certains territoires; acceptation et ouverture de rues ayant moins de 66 pieds de largeur; taxes sur les camions automobiles; fermeture de rues; vente de terrains de rues; application des dispositions des articles 421 et suivants de la charte quant à la procédure seulement, aux expropriations spéciales autorisées par la charte; avis de poursuite contre la cité pour dommages; responsabilité de la cité dans le cas d'actions en dommages; autorisation de prendre sur fonds d'emprunt un certain montant pour commissaires métropolitains des parcs; amendement au préambule de l'article 10 de l'Geo. V, chap. 48, quant à l'élection des commissaires; ratification de certaines ventes et cessions à la cité de Montréal, (a) par la Westlea Realty Company, (b) par la Mount-Royal Plateau Co. Limited, (c) par la City Realty Investing Co. Limited; pouvoir du bureau des commissaires de tenir des enquêtes; définition du mot encanteur; fils électriques des édifices à être reliés avec conduits souterrains; ratification de règlement; pavages permanents; abrogation des lois régissant la ci-devant ville Saint-Louis.

J. CREPEAU,
Greffier adjoint.
4195

Montréal, 18 octobre 1913.

AVIS

La succession Pierre Edmond Paquette donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender l'acte 3, George V, chapitre 121, pour corriger une erreur cléricale, pour rendre la dite loi plus claire, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 16 octobre 1913. 4145

■ Avis est par le présent donné que Guy L. Oglivie-Raoul Saint-Aubin, Bartlet McLennan, Placide LeCavalier, George R. Hooper, Louis Jasmin, Hartland B. MacDougall, J. Hamilton Gault et autres contribuables et propriétaires de la municipalité de la présente ville de Cartierville, dans le comté de Jacques Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'incorporer en une municipalité de village pour les fins municipales et scolaires, devant être connue comme la municipalité du village de Saraguay, cette partie du territoire maintenant dans les limites de la ville de Cartierville contenant la propriété immobilière appartenant aux dits requérants et décrite sur le plan officiel et au livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent comme lot et partie des lots Nos 93-123 tous deux inclusivement, et les lots depuis 2632-2634 tous deux inclusivement, et obtenir dans ce but tous les pouvoirs nécessaires.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Solliciteur des requérants.
Montréal, 23 octobre 1913. 4267 4

rolls; sale of immoveables for taxes; persons held to pay taxes; payment of special assessments by instalments; permits and licenses; cession and opening of streets; homologation of plans; purchase of materials and contracts for more than one year; right for the aldermen to sell immoveables required for streets; claims against the city made by alderman; amendment to article 338 of the charter concerning the disqualification of aldermen and commissioners; increase of the working capital; aqueduct, administration; boulevards along the aqueduct, power to expropriate the land required, apportionment of the cost thereof and ratification of the resolution adopted by the council in this connection; annexation of certain territories; acceptance and opening of streets less than 66 feet wide; taxes on motor trucks; closing of streets; sale of street lands; application of the provision of articles 421 and following of the charter, as to the procedure only, to the special expropriations authorized by the charter; notice of suits against the city for damages; responsibility of the city in the case of actions for damages; authorization to take out of the loan fund a certain amount for the Metropolitan Parks Commission; amendment to the preamble of art. 10 of the act 1, Geo. V, chap. 48, as regards the election of the Commissioner; ratification of certain sales and cessions to the city of Montreal; (a) by the Westlea Realty Company; (b) by the Mount Royal Plateau Company Limited; (c) by the City Realty Investing Company Limited; power of the Board of Commissioners to hold investigations; definition of the word "auctioneer"; wiring of buildings to connect with the underground conduits; ratification of by-laws; permanent pavements; repeal of laws governing the former town of Saint Louis.

J. CREPEAU,
Joint clerk.
4196

Montreal, 18th October, 1913.

NOTICE

The estate of Pierre Edmond Paquette hereby gives notice that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the Act 3, George V, chapter 121, to correct a typographical error, to more clearly define the said act, and for other purposes.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 16th October, 1913. 4146

Notice is hereby given that Guy L. Oglivie, Raoul St. Aubin, Bartlet McLennan, Placide LeCavalier, George R. Hooper, Louis Jasmin, Hartland B. MacDougall, J. Hamilton Gault, and others ratepayers and proprietors of the municipality of the present town of Cartierville, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate into a village municipality for municipal and school purposes, to be known as the municipality of the village of Saraguay, that portion of territory now within the limits of the town of Cartierville containing immoveable property belonging to the said applicants and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Laurent as the lot and portion of the lots Nos. 93-123 both inclusive, and the lots from 2632-2634 both inclusive, and to obtain for this purpose all necessary powers.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Solliciteurs pour applicants.
Montreal, 23rd October, 1913. 4268

Avis est donné par les présentes que Robert Archer, écuyer, de la cité de Montréal, et Sir Louis A. Jetté, de la cité de Québec, agissant tant pour eux mêmes que pour et au nom d'un certain nombre des représentants et héritiers des personnes ci-après nommées, maintenant décédées, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander une loi spéciale accordant aux requérants, à certaines conditions et après l'accomplissement de certaines formalités, le pouvoir d'aliéner définitivement un certain immeuble dont ils sont co-propriétaires, avec les représentants ou héritiers des personnes suivantes, savoir : Alphonse Christin, avocat ; Zoel Ledus, négociant ; Joseph Christin, manufacturier ; Guillaume Boivin, manufacturier ; Pierre P. Martin, marchand de gros ; J. Rosaire Thibaudeau, marchand de nouveautés ; Pierre Aimé Fauteux, caissier de banque ; tous de la cité de Montréal, Louis Bourget, de la cité de Québec ; Carrier-Lainé & Cie, de Lévis ; Théodule Foisy, de Québec ; Louis H. Blais, manufacturier de Saint Thomas de Montmagny ; Chinic & Beaudet, importateurs ; Adolphe Caron, avocat ; François M. Audet, commerçant ; Pierre Etienne Godbout, marchand ; William Venner, courtier ; Hamond Gowen, avocat ; Demoiselle Margaret Sarah Conolly ; l'honorable Isidore Thibaudeau, marchand ; Mathias Blouin, commerçant ; l'honorable Pierre Garneau, marchand ; Georges R. Renfrew, marchand, et Jean Langlois, avocat, tous de la cité de Québec, ainsi que le pouvoir de poursuivre certains droits revenant aux intéressés et concernant le dit immeuble, et pourvoyant à la répartition du produit de tels aliénation et recours.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Avocats des requérants.

Québec, 23 octobre 1913. 4277 4

AVIS.

En faveur de la corporation de la cité d'Ottawa, avis est par le présent donné qu'à la législature, de la province de Québec, à sa prochaine session, une demande sera faite pour obtenir une loi dans le but d'autoriser et donner le pouvoir à la corporation de la cité d'Ottawa de prendre un approvisionnement d'eau de tout lac ou lacs dans le comté d'Ottawa, dans la province de Québec, pour ses besoins municipaux et pour l'usage des habitants de la dite cité, et de tel approvisionnement fournir l'eau à la corporation de la cité de Hull, pour les fins municipales de la dite corporation en dernier lieu mentionné, et pour l'usage des habitants d'icelle et à toute autre corporation municipale dans la province d'Ontario ou dans la province de Québec, pour les fins municipales de toute telle corporation municipale ; transporter l'eau pour les dites fins de toute tel lac ou lacs à la dite cité d'Ottawa, la cité de Hull et telles autres corporations municipales ; construire, entretenir, et mettre en opération tous les travaux qui peuvent être nécessaires ou avantageux pour les fins de cette loi ; entrer sur et prendre tous terrains non octroyés, lacs, eaux, droits d'eau et pouvoirs de la Couronne dans le dit comté d'Ottawa, avec le consentement et l'approbation du gouvernement de la province de Québec ; acquérir par don, achat, bail ou expropriation tel autre terrain, lacs et eau et tels pouvoirs d'eau, droits, servitudes qui peuvent être nécessaires pour les dites fins et les détenir et employer.

N. A. BELCOURT.

Solliciteur de la requérante.

Ottawa, 8 octobre 1913. 4263.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay, comté de Pontiac.

Donné dans le canton de Bristol, comté de Pontiac, le 18^e jour d'octobre 1913.

WRIGHT, GAMBLE & SMART,

Solliciteurs des requérants. 4271-4

Notice is hereby given that Robert Archer, esquire, of the city of Montreal, and Sir Louis A. Jetté, of the city of Quebec, acting personally, for and in the name of several members of the representatives and heirs of the persons hereafter named and now deceased, will petition the Legislature of the province, at its next session, granting the petitioners, at certain conditions, and after the fulfilment of certain formalities, the power to alienate definitively a certain immovable property of which they are co-proprietors with the representatives or heirs of the below named persons, to wit : Alphonse Christin, advocate ; Zoel Leduc, merchant ; Joseph Christin, manufacturer ; Guillaume Boivin, manufacturer ; Pierre P. Cantin, wholesale merchant ; J. Rosaire Thibaudeau, dry goods merchant ; Pierre Aimé Fauteux, bank clerk, all of the city of Montreal ; Louis Bourget, of the city of Quebec ; Carrier-Lainé & Cie, Lévis ; Théodule Foisy, of Quebec ; Louis H. Blais, manufacturer, of Saint Thomas of Montmagny ; Chinic & Beaudet, importers ; Adolphe Caron, advocate ; François M. Audet, merchant ; Pierre Etienne Godbout, merchant ; William Venner, broker ; Hamond Gowen, advocate ; Miss Margaret Sarah Conolly ; the Honorable Isidore Thibaudeau, merchant ; the Honorable Pierre Garneau, merchant ; George R. Renfrew, merchant, and Jean Langlois, advocate, all of the city of Quebec, with also the power to exercise certain rights coming to the parties interested herein, and concerning said immovable property, and determining the distribution of the proceeds of said sale and other matters which may appertain.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 23rd October, 1913. 4278

NOTICE.

On behalf of the corporation of the city of Ottawa, notice is hereby given that of the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, an application will be made for the passing of an act for the purpose of authorizing and empowering the corporation of the city of Ottawa, to take a supply of water from any lake or lakes in the county of Ottawa, in the province of Quebec, for its municipal purposes and the use of the inhabitants of the said city, and from such supply provide water to the corporation of the city of Hull for the municipal purposes of the said last mentioned corporation and for the use of the inhabitants thereof and to any other municipal corporation in the province of Ontario, or in the province of Quebec, for the municipal purposes of any such municipal corporation ; to convey water for the said purposes from any such lake or lakes to the said city of Ottawa, the said city of Hull and such other municipal corporations ; to construct, maintain and operate all such works as are necessary or advantageous for the purposes of this act ; to enter upon and take any of the ungranted lands, lakes, waters, water rights and powers of the Crown in the said county of Ottawa, with the consent and approval of the government of the province of Quebec ; to acquire by gift, purchase, lease or expropriation such other land, lakes and water and such water powers, rights, easements and servitudes as may be necessary for the said purposes and to hold and use the same.

N. A. BELCOURT,

Solicitor for applicant.

Ottawa, 8th October, 1913. 4264

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay, county of Pontiac.

Given at the township of Bristol, county of Pontiac, the 18th day of October, 1913.

WRIGHT, GAMBLE & SMART,

Solicitors for applicants. 4272

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les manières suivantes :

Aqueduc, canaux d'égouts, emprunt pour travaux municipaux, pouvoirs d'émettre des débetures à un taux d'intérêt plus élevé que le taux légal, fermeture du chemin appelé "La Montée du Moulin", annexion et ratification de résolutions.

GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.
La ville Laval des Rapides, 22 octobre 1913. 4269

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par E. Winn Farwell, R. C. Wilkins, Victor E. Morrill, Percy C. Duboyce, J. N. Davignon et autres, pour obtenir une loi afin d'incorporer un corps politique et incorporé, sous le nom de "The Eastern Townships Immigration Society", ou tel autre nom qui peut lui être donné par la législature, et pour autres fins.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 21 octobre 1913. 4259

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Frédéric Ethier, de vendre certains immeubles situés dans la paroisse du Sault au Récollet, comté Laval.

ELLIOTT & DAVID,

Avocats.
Montréal, 24 octobre 1913. 4301

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par l'Eglise Méthodiste, pour obtenir une loi amendement 47 Victoria, chapitre 50.

(A) De manière à autoriser les syndics de toute congrégation de l'Eglise Méthodiste à recevoir, posséder et disposer de toute propriété transmise à eux en vertu des dépôts déclarés dans aucun testament, acte ou autre instrument conformément aux dits dépôts, et pouvoir pour l'usage ou disposition de telle propriété au cas de faillite ou partie de faillite de tout tel dépôt ;

(B) Autoriser la dite Eglise ou les Syndics de toute congrégation individuelle à aliéner toute propriété à toute Eglise conformément à toute entente avec toute telle autre église ;

(C) Conférer à la dite Eglise Méthodiste, dans la province de Québec les pouvoirs amendés y conférés par la loi du Parlement du Canada, 2 George V, chapitre 116.

ROWELL, REID, WOOD & WRIGHT,

Solliciteurs de la requérants.
Montréal, 21 octobre 1913. 4299

Avis est par les présentes donné que M. Raoul Lacroix, architecte, des cités et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi validant, ratifiant et confirmant à toutes fins que de droit, et de façon à les rendre obligatoires pour toutes les parties, leurs successeurs, représentants et ayant-cause, le règlement No 8 adopté le 10 février 1908, par le conseil de l'ancienne municipalité de la ville de la Longue-Pointe, aujourd'hui partie de la cité de Montréal, ainsi que les plans mentionnés au dit règlement ; et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,

Avocats du requérant.
Montréal, 25 octobre 1913. 4357 3

Public notice is hereby given the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to legislature of the province de Québec, at its next session to obtain amendments to its charter on the following matters :

Aqueduc, sewers, loan for municipal works, powers to issue debentures at a rate of interest higher of the legal rate, closing of the road called "La Montée du Moulin", annexion and ratification of the resolutions.

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 22nd October, 1913. 4270

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by E. Winn Farwell, R. C. Wilkins, Victor E. Morrill, Percy C. Duboyce, J. N. Davignon, and others, for the passing of an act to incorporate a body politic and corporate under the name of "The Eastern Townships Immigration Society", or such other name as may be given to it by the Legislature, and for other purposes.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Attorneys for applicants.
Sherbrooke, 21st October, 1913. 4260

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Québec, Frédéric Ethier will demand the powers to sell certain immovables situated in the parish of Sault au Récollet, county Laval.

ELLIOTT & DAVID,

Attorneys.
Montreal, 24 th October, 1913. 4302

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at the next session, thereof on behalf of The Methodist Church, for an act amending 47 Victoria, chapter 50 :

(A) So as to authorize the trustees of any congregation of The Methodist Church to receive, hold and dispose of any property devolving upon them under the trusts declared in any will, deed or other instrument in accordance with the said trusts ; and providing for the use or disposal of such property in the event of the failure or partial failure of any such trust ;

(B) Authorizing the said Church of the Trustees of any individual congregation to alienate an property to any other Church in pursuance of any understanding entered into with such other church ;

(C) To confer upon the said Methodist Church within the province of Québec, the amended powers conferred upon it by the Act of the Parliament of Canada, 2 George V, chapter 116.

ROWELL, REID, WOOD & WRIGHT,

Solicitors for the applicant.
Montreal, 21st October, 1913. 4300

Public notice is hereby given that Mr. Raoul Lacroix, architect, of the city and district of Montréal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, in order to obtain a special law, validating, ratifying and confirming to all purposes, so that they may become binding upon all interested parties, their successors, representatives and assigns, the by-law No. 8, adopted on the 12th of February, 1908, by the council of the municipality of "La ville de la Longue-Pointe", now part of the city of Montréal, as well as all plans mentioned in said by-law ; and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,

Attorneys for petitioner.
Montreal, 25th October, 1913. 4358

17 NOV 1913

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins suivantes : enfouissement des fils et installation de conduites souterraines ; suppression du défranchissement des contribuables à défaut du paiement des taxes ; ratification de certains règlements ; extension du pouvoir d'emprunt de la dite cité, régler l'installation de services publics dans les rues, autoriser le Conseil à intervenir dans tout bill qui pourra être présenté de nature à affecter la situation de Verdun, voir à ce que des arrangements soient faits avec les compagnies intéressées pour l'enfouissement des fils dans certaines rues de la cité et pour tous objets se rattachant aux fins ci-dessus.

MOUSSEAU & GAGNE

Procureurs de la requérante.

Montréal, 23 octobre 1913.

4351 3

CITE DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Bureau du Greffier de la cité.

Québec, 28 octobre 1913.

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITÉ.

Avis est par les présentes donné que la cité de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte, et pour être autorisée à emprunter cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), pour couvrir les dépenses déjà faites et autres dépenses à être faites pour éclairage dans la cité, au moyen de poteaux d'ornements pour les lumières ; et au cas où la ville de Montcalm serait annexée à la cité, pour être autorisée à emprunter une autre somme de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), pour exécuter dans ce territoire annexé, les travaux mentionnés dans les conditions de cette annexion, et être aussi autorisée à emprunter une autre somme de \$50,000.00 (cinquante mille piastres) pour travaux publics à être faits dans la municipalité de la Petite Rivière, au cas où cette municipalité serait aussi annexée ; pour être autorisée à emprunter une somme additionnelle de \$50,000.00 (cinquante mille piastres) pour des travaux d'une nature permanente à être exécutés dans le quartier Limoilou ; pour être autorisée à payer un intérêt de quatre et demi pour cent ($4\frac{1}{2}\%$) sur les obligations émises par elle ; pour modifier les dispositions de sa charte quant au coût des trottoirs de bois, pour demander la validation de certaine exemption de taxes et fermeture de rues, selon le contrat fait entre Sa Majesté et la cité et autres parties, pour la construction dans cette cité du chemin de fer National Transcontinental et accessoires ; et aussi pour demander la validation d'un contrat entre la cité et les Soeurs de la Charité de Québec, concernant l'établissement d'un hôpital civique et autres objets ; et aussi pour obtenir divers autres amendements à sa loi d'incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité de Québec.

Québec, 28 octobre 1913.

4341 3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation de la ville de Roxboro, la dite ville devant être connue sous tel nom ou tel autre nom qui peut être déterminé par la dite Législature, et devant consister des lots de terre connus et désignés sur les plans et livre de renvoi officiels pour la province de Sainte-Geneviève, dans la comté de Jacques-Cartier, sous les numéros originaux 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45,

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the forthcoming session, for the purpose of obtaining a law amending its charter as follows : the putting underground of wires and installation of underground, conduits, doing away with the disqualification of municipal voters for non-payment of taxes, approval and confirmation of certain by-laws, increase of the borrowing power of the said city, regulating installation of public services in the streets, empowering the Council to oppose any bill or law whose object might alter the situation of Verdun, taking any business arrangement needed with interested companies for the putting of underground wires in certain streets of the said City and for every other purposes thereto related.

MOUSSEAU & GAGNE

Attorneys for petitioner.

Montreal, 23rd October, 1913.

4352

CITY HALL.

CITY OF QUEBEC.

City Clerk's office.

Québec, 28th October, 1913.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will petition the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter :

To be authorized to borrow one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00) to cover the expenditure already made and other expenditures to be incurred for lighting in the city by means of ornamental posts for lights ;—and in case the town of Montcalm should become annexed to the city, to be authorized to borrow an additional sum of \$250,000. (two hundred and fifty thousand dollars) to execute in the annexed territory the works mentioned in the conditions of its annexation ;—and to be also authorized to borrow another sum of fifty thousand dollars for public works to be executed in the municipality of the Little River in case that municipality should become annexed to the city ;—to be authorized to borrow an additional sum of \$50,000. (fifty thousand dollars) for public works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward ;—to be authorized to pay an interest of four and a half ($4\frac{1}{2}\%$) upon obligations issued by the city ;—to modify the dispositions of the charter as to the cost of wooden sidewalks ;—to petition for the validation of certain exemption of taxes and the closing of streets, in conformity with the contract intervened between the city and His Majesty and other parties for the construction in this city of the National Transcontinental Railway and accessories ; and also to ask the validation of a contract between the city and the Sisters of Charity of Quebec, concerning the establishment of a Civic Hospital and other objects,—and also to obtain divers other amendments to its charter of incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,

City Clerk, Québec.

Québec, 28th October, 1913.

4342

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next ensuing session thereof, for the incorporation of the town of Roxboro, said town to be known under such name or such other name as may be determined by said Legislature, and to consist of lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte-Geneviève, in the county of Jacques-Cartier, under the original numbers,—36, 38, 39, 40,

48, 49, 292, 293 et 311, et jusqu'au coin nord ouest de 291, ou devant être compris dans telles autres limites que la dite Législature peut fixer ; et pour la confirmation des titres aux lots de terre devant être inclus dans les limites de la dite ville ; pourvoir que les dispositions de la Loi des Cités et Villes avec certaines modifications s'appliquent à la dite Ville ; pourvoir que le Maire et Echevins soient élus pour trois ans par toute la municipalité sans aucune division dans les quartiers ; pourvoir à ce que le Maire et les Echevins ne soient pas obligés de demeurer dans les limites de la dite ville durant les premières trois années après la date de la mise en force de la loi, et que le Conseil peut tenir ses séances et avoir ses greffiers et officiers en dehors des limites de la dite municipalité ; pourvoir à la qualification des électeurs, quant à la convocation des assemblées pour la première élection et pour l'organisation de la ville, et en général pour l'octroi à telle ville des droits et pourvoirs incorporés nécessaires, y compris l'octroi d'exemptions, primes et franchises, et la forme et limites d'iceux ; et tous les pouvoirs en général à l'acquiescement de ses devoirs et déterminer sur sa conduite et l'administration de ses affaires.

ELLIOT & DAVID
Procureurs de la Réquérante.

Montréal, 18 octobre 1913. 4399 3

Avis est par le présent donné que King's Hall s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte affectant une augmentation du capital, changement du mode d'élection des fidéicommissaires et les membres et l'administration interne

R CAMPBELL,
Procureur des réquérants.
4391 3

Avis est par le présent donné que The Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi constituant la dite Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, en une corporation avec pouvoir de conduire et contrôler le travail de The Victorian Order of Nurses, dans les cité et district de Montréal, et posséder des propriétés immobilières et mobilières et placer dans la dite corporation les biens et droits de The Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, et pour autres fins.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,

Procureurs des Requérants.
Montréal, 29 Octobre 1913. 4395 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement la charte de la ville de Shawinigan Falls, 8 Edward VII, chapitre 95, et certaines dispositions de la loi des cités et villes 1909, en autant que la ville est concernée, et spécialement (a) de pourvoir que les limites de la ville soient fixées et plus définies ; (b) abolir l'exigence que les taxes ou taxes d'eau soient payées pour être entré sur la liste des électeurs ; (c) pourvoir que la licence du conseil, taxe et règle les charretiers, conducteurs, omnibus pour les fins de transport à ou dans la municipalité ; (d) augmenter le montant payable pour certificat pour obtenir une licence pour vendre des spiritueux, vins, liqueurs alcooliques ou enivrantes jusqu'à \$1,000 ; (e) licencier, régler ou prohiber les brasseries ou autres établissements où les liqueurs sont mises en bouteilles, en baril ou en futaille ; (f) régler, licencier, taxer ou prohiber les théâtres, cirques, établissements de vues animées ; (g) appliquer l'article 5735 de la loi des cités et villes 1909 aux mécaniciens, journaliers adroits ou non, travailleurs ; (h) être autorisé à faire des prêts spéciaux sur billet ou autrement ; (i) et pour autres fins.

LAFHAMME MITCHELL
CHENEVERT & CALLAGHAN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 29 octobre 1913. 4397-3

41, 42, 43, 45, 48, 49, 292, 293 and 311, and the north westerly corner of 291, or be comprised within such other limits as the said Legislature may fix ; and for the confirmation of the titles to the lots of land to be included in the limits of the said town ; to provide that the provisions of the " Cities and Town Act ", with certain modifications, shall apply to the said town ; to provide that the Mayor and Aldermen may be elected for three years by the whole municipality, without any division into wards ; to provide that the Mayor and Aldermen need not reside within the limits of the said town during the first three years after the date of going into force of the act, and that the Council may hold its sittings and have its clerks and officers outside the limits of the said municipality ; to provide as to the qualification of electors, as to the calling of meetings for the first election and for the organization of the town, and generally for the granting to such town of the necessary corporate rights and powers, including the granting of exemptions, bonuses and franchises, and the form and limits thereof ; and all powers generally to the discharge of its duties and to determine upon its government and the management of its affairs.

ELLIOT & DAVID,
Attorneys for Petitioners

Montreal, October 18th, 1913. 4400

Notice is hereby given that King's Hall will apply at the Legislature of the province of Quebec for amendments to its charter affecting an increase of capital, change in mode of election of trustees and then number and internal management.

R CAMPBELL,
Attorney for applicant.
4392

Notice is hereby given that the Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passage of an act constituting the said Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, a corporation with power to carry on and control the work of The Victorian Order of Nurses in the city and district of Montreal, to hold immovable and moveable property and vesting in the said corporation the property and rights of the Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, and for other purposes.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,

Attorneys for applicants.
Montreal, 29th October, 1913. 4396

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the charter of the town of Shawinigan Falls, 8 Edward VII, chapter 95, and certain provisions of the cities and towns act, 1909, insofar as the town is concerned, and especially ; (a) to provide that the limits of the town be fixed more definitely ; (b) to abolish the requirement that taxes or water rates be paid in order to be entered on the electors list ; (c) to provide that the council licence, tax and regulate carters, teamsters, busses used for transporting purposes to or in municipality ; (d) to increase the amount payable for certificate to obtain a licence to sell spirituous, vinous, alcoholic or intoxicating liquors to \$1,000 ; (e) to license, regulate or prohibit breweries or other establishments where liquors are bottled, barrelled or kegged ; (f) to regulate, license, tax or prohibit theatres, circuses, moving picture establishments ; (g) to apply article 5735 of the cities and towns act 1909, to mechanics, skilled or unskilled labourers, workmen ; (h) to be authorized to make special loans on note or otherwise ; (i) and for other purposes.

LAFHAMME MITCHELL,
CHENEVERT & CALLAGHAN,
Attorneys for petitioners.

Montreal 29th October, 1913. 4398

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à prochaine session, par Jean Charles Gaston Fontaine, de la cité de Hull, district d'Ottawa, afin d'obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de droit sans examen préliminaire et pour autres fins.

DEVLIN & STE. MARIE,
Procureurs de J. C. G. Fontaine.
Hull, 25 octobre 1913. 4407 3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Daniel Percy Gillmor, afin d'obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à lui permettre la pratique du droit.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
Procureurs du requérant.
Montréal, 30 octobre 1913. 4409 3

Avis public est par le présent donné par Louis René Gagné, de la cité de Québec, étudiant en droit, qu'il demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

LOUIS RENÉ GAGNÉ,
Québec, 30 octobre 1913. 4411 3

Avis public est par les présente donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 27 octobre 1913. 4355 3

Avis est par le présent donné par le Révérend Gerald J. McShane, curé de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant : 1^o l'acte de vente par lui à Fred B. Whitlet, passé devant F. E. McKenna, notaire, le 11 février 1913 ; 2^o l'acte de vente par lui à Caron Frères, passé devant F. E. McKenna, notaire, le 31 octobre 1912

F. E. McKENNA,
pour Requéant.
Montréal, 24 octobre 1913. 4325-3

Avis est par les présentes donné, par Maxim Morin, avocat, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, immédiatement, nonobstant la part que ses brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de juillet 1912.

M. MORIN.
6 novembre 1913. 4495.2

Avis est par le présent donné que le soussigné Albert J. McDonald, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec de lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du dit conseil général du dit barreau à lui octroyer son certificat comme tel.

ALBERT J. McDONALD,
Montréal, 29 octobre 1913. 4497.2

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Jean Charles Gaston Fontaine, of the city of Hull, district of Ottawa, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him to the study of law without preliminary examination and for other purposes.

DEVLIN & STE-MARIE,
Solicitors for J. C. G. Fontaine.
Hull, 25th October, 1913. 4408

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by Daniel Percy Gillmor, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to permit him to practise law.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Solicitors for applicant.
Montreal, 30th October, 1913. 4910

Public notice is hereby given by Louis René Gagné, of the city of Quebec, student at law, that he will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a bill passed authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him among its members after examination.

LOUIS RENÉ GAGNÉ,
Quebec, 30th October, 1913. 4412

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act annexing the school municipality of town Emard, in the county of Jacques-Cartier, to the school municipality under the jurisdiction and control of Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,
Attorneys for the Petitioners.
Montreal, 28th October 1913. 4356

Notice is hereby given by the Reverend Gerald J. McShane, parish priest of Saint Patrick's parish, Montreal, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to have ratified : 1st the deed of sale from him to Fred B. Whitlet, passed before F. E. McKenna, notary, the 11th February, 1912 ; 2nd the deed of sale from him to Caron Brothers, passed before F. E. McKenna, notary, on the 31st October, 1912.

F. E. McKENNA,
for applicant.
Montreal, 24th October, 1913. 4326

Notice is hereby given by Maxim Morin, advocate, that he will apply to the next session of the Quebec Legislature for a bill authorizing the Bar of the province to admit him to the practice of the profession of advocate now, notwithstanding that his brevets for admission to study date only from July, 1912.

M. MORIN.
6th November, 1913. 4496

Notice is hereby given that the undersigned Albert J. McDonald will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec to permit him to practice as an advocate and the secretary of the general council of the said bar to issue him his certificate as such.

ALBERT J. McDONALD,
Montreal, 29th October, 1913. 4498

Avis public est par le présent donné que Placide Daoust, marchand, J. O. Labrecque, marchand, Henri Robert, gérant, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, pour faire amender la charte de "The Merchants' Light, Heat & Power Company" aux fins d'augmenter le capital de la compagnie; d'augmenter les obligations des directeurs pour la plus ample protection des actionnaires, et pour toutes autres fins.

GAETAN VALOIS, Notaire,
Procureur des requérants.
Montréal, 31 octobre 1913. 4465 2

Avis est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins d'étendre son réseau notamment de Québec à Montréal, en suivant autant que possible la rive nord du fleuve Saint-Laurent; d'établir une ligne de vaisseaux entre les deux dites cités; d'augmenter son pouvoir d'emprunt, et pour toutes autres fins.

G. MAILLET
Secrétaire de la Compagnie.
Montréal, 31 octobre 1913. 4463 2

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et fidéi-commissaires de feu l'honorable Louis Archambeault s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à vendre certains biens de la dite succession, et pour d'autres fins.

L. H. ARCHAMBEAULT,
Procureur des requérants.
Montréal 4 novembre 1913. 4491. 2

AVIS

Avis public est par le présent donné que la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha, Ha, constituée en corporation par la loi 8 Edouard VII, chapitre 107, présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un bill:

(a) Amendant sa charte de façon à lui accorder un délai additionnel de deux ans, à partir du 25 avril 1913, pour compléter les travaux qu'elle est autorisée à faire;

(b) Ratifiant certaines expropriations faites, sujet au paiement des frais encourus dans les causes pendantes;

(c) Lui donnant le pouvoir de construire une voie ferrée d'une longueur de deux cent vingt-cinq milles au plus, reliant un point du chemin de fer de la Baie des Ha, Ha, à la rivière Saint-Maurice ou à l'un quelconque de ses tributaires, en passant par les endroits qui seront jugés le plus avantageux, vers la hauteur des terres.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs du chemin de fer de
la Baie des Ha, Ha.
Chicoutimi, 6 novembre 1913. 4479

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi constituant en corporation la Compagnie du Boulevard de Montréal Est, modifier le parcours du Boulevard projeté, étendre les délais pour faire les travaux, pourvoir à son organisation financière et autres pouvoirs.

La Compagnie du Boulevard de Montréal Est par
JOSEPH VERSAILLES,
J. T. R. LAURENDEAU,
GABRIEL HURTUBISE,
JEAN VERSAILLES.
Montréal, 5 novembre 1913. 4469 2

Public notice is hereby given that Placide Daoust, merchant, J. O. Labrecque, merchant, Henri Robert, manager, all of the city of Montréal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, to amend the charter of "The Merchants' Light, Heat & Power Company" so as to increase its capital; to increase the liability of the directors for the more ample protection of the Shareholders, and for any other purpose.

GAETAN VALOIS, Notary,
Attorney for Petitioners.
Montreal, 31st October, 1913. 4466

Notice is hereby given that the Quebec and Island of Orleans Railway Company will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to amend its charter so as to extend its system particularly from Quebec to Montreal by following in so far as possible the north shore of the river St. Lawrence; to establish a line of vessels between the two said cities; to increase its borrowing power, and for any other purposes.

G. MAILLET,
Secretary of the Company.
Montreal, 31st October, 1913. 4464

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of Quebec by the testamentary executors and trustees of the late honourable Louis Archambeault, to obtain a law authorizing them to sell or otherwise dispose of certain properties belonging to the said estate, and for other purposes.

L. H. ARCHAMBEAULT,
Attorney for petitioners
Montreal, 4th november, 1913. 4492

NOTICE

Public notice is hereby given that the Ha, Ha, Bay Railway Company, incorporated by the Act 8 Edward VII, chapter 107, will present to the Quebec Legislature, at its next session, a bill:

(a) To amend its charter so as to grant it an additional delay of two years, from the 25th April 1913, to complete the work it is authorized to do;

(b) To ratify certain expropriations effected, subject to the payment of costs incurred in pending cases;

(c) To grant it power to build a railway not more than two hundred and twenty-five miles long, connecting a point on the Ha, Ha, Bay railway with the river St. Maurice or with one of its tributaries, passing by such places as may be deemed most advantageous, towards the height of lands.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys for the
Ha, Ha, Bay Railway Company.
Chicoutimi, November 6th, 1913. 4480

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the Act incorporating the Company of the Boulevard of Montréal Est, change course of the projected boulevard, extend the delay to make the works, provide for its financial organisation and other powers.

The Company of the Boulevard of Montréal Est par
JOSEPH VERSAILLES,
J. T. R. LAURENDEAU,
GABRIEL HURTUBISE,
JEAN VERSAILLES.
Montreal, 5th November, 1913. 4490

Avis est par le présent donné que "The Montreal Water and Power Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 55-56 Vic., chap. L XX V, confirmant les lettres patentes incorporant la compagnie concernant les objets suivants et affaires, à savoir :

Ratifier et confirmer les différents actes passés par la compagnie avec les différentes personnes et corporations et aussi certaines conventions en rapport avec le prolongement et opération du système d'aqueducs de la compagnie, spécialement celles avec la cité de Westmount, la ville de Maisonneuve et la ville d'Outremont.

Ratifier la réduction dans la valeur au pair du capital actions.

Augmenter le capital-actions de la compagnie et octroyer des pouvoirs additionnels d'emprunt.

Révoquer la section 2 de la dite loi.

Et de révoquer 3 George V, chapitre 54, section 36.

4017.2 WHITE & BUCHANAN,
Procureurs de la requérante.

Avis public est par les présentes donné que "l'Association Athlétique d'Amateurs Nationale de Montréal", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, dans le but d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte 6 Edouard VII, chapitre 60, de façon à modifier et étendre le but, l'objet et les opérations de la dite corporation, à augmenter ses pouvoirs d'acquérir et posséder des biens-fonds dans cette province et pour obtenir certains pouvoirs et exemptions de taxes et pour autres fins.

PELLLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.
Montréal, 12 novembre 1913. 4651

La compagnie Wedgewood Park Limitée, donne avis, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa session actuelle, pour demander la ratification d'une vente que lui a consentie Fitz James E. Browne, le 26 avril 1913, devant Ernest R. Décarv, notaire, du lot No 4671, du cadastre de la paroisse de Montréal, et aussi de la vente de la même propriété par Samuel Sheldon Stephens et autres à Fitz James E. Browne, le même jour et devant le même notaire.

Une demande aussi sera faite pour permettre aux grevés de la substitution de Samuel Sheldon Stephens, de vendre sans formalité de justice les autres biens de la dite substitution, et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913. 4101

Avis est donné par J. B. Peloquin, agent, J. A. Champoux, bourgeois, Henri Foucrault, marchand, Joseph Rhéaume, industriel et T. G. Benoit, bourgeois, qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour annexer à la cité de Maisonneuve le territoire suivant, savoir : les terres Nos 38 à 124 inclusivement et 338 à 385 inclusivement, 429A à 473 inclusivement, 77A, 432A, 437A, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelega ; les terres Nos 175 à 201 inclusivement du cadastre du village incorporé de la Côte Visitation ; les terres numéros 1 à 20 inclusivement du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, comté d'Hochelega, et tous les numéros de subdivision de ces lots originaux et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913. 4645

Notice is hereby given that the Montreal Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an act to amend the act 55-56 Vic. chap. L XX V, confirming the letters patent incorporating the company respecting the following objects and matters to wit :

To ratify and confirm various deeds entered into by the company with various persons and corporations and also certain agreements in connection with the extension and operation of the company's waterworks system, especially those with the city of Westmount, town of Maisonneuve and the town of Outremont.

To ratify the reduction in the par value of its capital stock.

To increase the capital stock of the company and to grant additional borrowing powers.

To repeal section 2 of the said act.

And to repeal 3 George V, chapter 54, section 36.

4018 WHITE & BUCHANAN,
Attorneys for applicants.

Notice public is hereby given that the "Association Athlétique d'Amateurs Nationale de Montréal", in the city of Montreal, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, in order to obtain a special law, modifying and extending the purposes, object and operations of said corporation, increasing its power to acquire and own real estates in this province and granting certain privileges and exemptions of taxes and for other purposes.

PELLLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 12th November, 1913. 4652

The Wedgewood Park Company Limited, gives notice, that it will apply at the legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask for the ratification of a sale made to the company by Fitz James E. Browne, on the 26th day of the month of April 1913, before Ernest R. Decary, notary, of the lot No. 4671 of the cadastre of the parish of Montreal, and also of the sale of the same property by Samuel Sheldon Stephens and others to Fitz James E. Browne, the same day and before the same notary. Application shall also be made to allow the institute of the substitution of Samuel Sheldon Stephens, to sell without formality of justice the other properties of the said substitution, and for other purposes.

Montreal, 12th November, 1913. 4102

Notice is given by J. B. Peloquin, agent, J. A. Champoux, gentleman, Henri Foucrault, merchant, Joseph Rhéaume, manufacturer and T. G. Benoit, gentleman, that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to annex to the city of Maisonneuve, the following territory, to wit : lands Nos. 38 to 124 inclusively, 333 to 432A, 437A, of the cadastre of the parish of Sault-au-Recollet, in the county of Hochelega ; lands Nos. 175 to 201 inclusively of the cadastre of the village incorporé de la Côte Visitation ; lands Nos. 1 to 20 inclusively, of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelega, and all the others subdivision numbers of these original lots and for other purposes.

Montreal, 12th November, 1913. 4646

Avis est par la présente donné que la "Fern Consolidated Company des Trois-Rivières" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander son incorporation par bill privé, dans le but d'obtenir de plus amples pouvoirs, entr'autres les suivants :

De reconnaître la présente compagnie comme a "Holding Company", former des compagnies subsidiaires, syndicats ou sociétés de toutes sortes d'après les règlements de la présente compagnie dans le but d'acquérir toutes propriétés, entreprises ou obligations, pour faciliter la réalisation de ce projet.

Exécuter des fidéi-commis et agir comme fidéi-commis pour ces compagnies subsidiaires et toutes autres qui pourront lui être assignés pour toutes personnes ou par toute cour de justice.

Prendre, recevoir, posséder et transmettre toutes successions mobilières et immobilières qui pourront lui être données et cédées et transportées.

Émettre des débetures, stocks de débetures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, transférables par livraison ou autrement.

Établir, supporter ou aider, l'établissement de toutes associations ou clubs sportifs.

Agir comme dépositaires pour le bénéfice de ces employés subalternes ou anciens employés de la compagnie ou des compagnies subsidiaires.

Souscrire ou garantir de l'argent pour des concours de charité ou expositions de toutes sortes.

Émettre du stock privilégié ou tous autres stocks spéciaux ou garanties basées sur toutes actions ou autres biens appropriés pour les fins de la compagnie ou de ces compagnies subsidiaires, acquérir ou posséder des stocks privilégiés.

Agir comme ingénieur-conseil, architecte, arpenteur, dans tous travaux exécutés par la compagnie.

Être exempté de toutes saisies de toutes sortes sur les gages et salaires, revenus de tous ses employés subalternes, officiers, et directeurs.

Être exempté en tout ou en partie, tant pour la dite compagnie que pour ses compagnies subsidiaires, des droits imposés comme fidéi-commis par les articles 1360, 1370, 5889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et avoir des taux spéciaux pour une période de cinquante années consécutives.

Avoir des voûtes de sûreté.

Acheter et exploiter des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, procédés secrets.

Adopter le nom de "Fern" à toutes ces compagnies subsidiaires.

Faire en général la construction de bâtisses de toutes sortes, préparations et améliorations.

Faire et construire des barrages et écluses de toutes sortes.

Agir comme entrepreneur pour toutes sortes de travaux.

Construire, exploiter, louer, acquérir des chemins de fer, des tramways par sections, embranchements privés ou autrement mus par la vapeur et l'électricité dans toute la province de Québec ;

Faire l'électricité, le gaz, acquérir des pouvoirs d'eau et autres forces à ces fins.

Établir des systèmes d'éclairage par l'électricité ou autrement.

Construire, exploiter, louer, acquérir des lignes de télégraphes, téléphones publiques et privés pour les fins de la compagnie ;

Faire les travaux de pavage et macadamisage de toutes sortes, des conduits souterrains et des égouts.

Mettre en opération les projets de future com-

Notice is hereby given that the "Fern Consolidated Company of Three Rivers" with apply to the Legislature, at its next session, for its incorporation by private bill and for obtaining additional powers, amongst others the following:

To recognize the present company as a "Holding Company", organize subsidiary companies, syndicates or partnership of every kind pursuant to the by-laws of the present company for the purpose of acquiring any property, undertakings or obligations to facilitate the accomplishment of such projects.

To execute trust deeds and act as trustees for such subsidiary companies and any others which it may be assigned to it by any persons or by any court of justice.

To take, receive, hold and transfer any moveable and immoveable estates which may be landed over, conveyed and transferred to the company.

To issue debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities of every kind transferable by delivery or otherwise.

To establish, support or assist in the organization of any sporting associations or clubs.

To act as depositaries for the benefit of such subordinate employees or old employees of the company or of subsidiary companies.

To subscribe and guarantee monies for charitable meetings or exhibitions of every kind.

To issue preferred stock or any other special stock or securities based on any shares, stock or other property appropriated for the purposes of the company or such subsidiary company, to acquire or hold preferred stock.

To act as consulting-engineer, architect, surveyor for all works executed by the company.

To be exempted from seizure of all kinds for the wages, salaries and revenues of all its subordinate employees, officers and directors.

To be exempted in whole or in part, both the said company and its subsidiary companies, from the taxes imposed or trust companies by the articles 1360, 1370, 5889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and to have special rates for a period of fifty consecutive years.

To have safety vaults.

To purchase and exploit patents, brevets d'invention, trade marks and secret processes.

To adopt the name of "Fern", for all its subsidiary companies.

To generally carry on the construction of buildings of all kinds preparations and improvements.

To make and construct barriers and dams of all kinds.

To act as contractor for all kinds of work.

To construct, exploit, lease, acquire railways, tramways by sections, private branches or otherwise, moved by steam and electricity throughout the province of Quebec.

To generate electricity, gas, acquire water powers and other sources of energy for such purposes.

To establish lighting systems by electricity or otherwise.

To construct, exploit, lease, acquire telegraph lines, public and private telephones for the purposes of the company.

To carry on paving and macadamising work of all kinds, underground conduits and sewers.

To put the projects of the future company

pagne sans publication autre que celle de la "Gazette Officielle".

Emettre des actions de toutes sortes entièrement libérées et acquittées en rémunération des services rendus à la dite compagnie de toutes manières.

F. X. LACOURSIERE,
Procureur des Requérants.

Trois-Rivières, 11 novembre, 1913. 4629

Arsène Aubertine, fermier, de la paroisse de Longueuil, donne avis qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa session actuelle, pour demander la ratification d'une vente faite par De Agnès Houlston, épouse de M. G. Edson, I. Arthur Edson, H. W. Edson, John M. Edson, et Dorothy Edson, à Dame Odile Dubuc, veuve de feu Toussaint Aubertin, le 14^{ème} jour de novembre 1904, devant L. J. E. Brais, notaire, du lot numéro 28 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, et aussi d'un acte de donation du même lot, fait à lui-même par la dite Dame, le 21^{ème} jour de juin 1911, devant le même notaire, et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913. 4647

into operation without any other publication than that of the "Official Gazette".

To issue fully paid up stock of all kinds in remuneration for services rendered to the company in any manner.

F. X. LACOURSIERE,
Attorney for Petitioners.

Three Rivers, 11th November, 1913. 4630

Arsène Aubertin, farmer, of the parish of Longueuil, gives notice that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask for the ratification of a sale made by De Agnès Houlston, wife of M. G. Edson, I. Arthur Edson, H. W. Edson, John M. Edson and Dorothy Edson, to Dame Odile Dubuc, widow of Toussaint Aubertin, on the 14th day of November 1904, before L. J. E. Brais, notary, of lot number 28 of the cadastre of the parish of St. Antoine of Longueuil, and also of a deed of donation of same made to him by the said Dame, on the 21st day of June, 1911, before the same notary, and for other purpose.

Montreal, 12th November, 1913. 4648

Avis Divers

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.
No 2220.

Dame Anna Guite, veuve de feu J. A. Arsenault, maintenant épouse de Jean-Baptiste Gauthier, marchand, de New-Richmond Station, dans le canton susdit, comté de Bonaventure, district de Gaspé,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 novembre 1913.

BUGEAUD & COTE,

4587 Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1010.

Dans l'affaire de Mabel Effie Cox,
Demanderesse ;

vs

Rupert G. Sharpe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause contre le défendeur.

ELLIOT & DAVID,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 5 novembre 1913. 4579

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 157.

Dame Ida Barber, épouse d'Henri Ashby, journalier, tous deux de Marleville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

J. EMILE OSTIGUY,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1913. 4577

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 132.

Dame Sylvia Fournier, des cité et district de Montréal, épouse d'Emile Robert, cultivateur,

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Québec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
No. 2220.

Dame Anna Guite, widow of the late J. A. Arsenault, now wife of Jean Baptiste Gauthier, merchant, of New Richmond Station, in the said township, county of Bonaventure, district of Gaspé,
Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Gauthier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the 8th November, 1913.

BUGEAUD & COTE,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montreal.
No. 1010.

In the matter of Mabel Effie Cox, Plaintiff ;

vs

Rupert G. Sharpe, Defendant.
An action for separation as to property has been this day entered against the Defendant, herein.

ELLIOT & DAVID,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th November, 1913. 4580

Superior Court.

Province of Québec,
District of Saint Hyacinth.
No. 157.

Dame Ida Barber, wife of Henri Ashby, laborer, both of Marleville, has taken, this day, an action for separation as to property against her husband.

J. EMILE OSTIGUY,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 5th November, 1913. 4578

Superior Court.

Province of Québec,
District of Saint Hyacinth.
No. 132.

Dame Sylvia Fournier, of the city and district of Montreal, wife of Emile Robert, formerly

ci-devant de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, maintenant de lieux inconnus, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

J. EMBILIE OSTIGUY,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 1er octobre 1913. 4575

Province de Québec, }
District de Rimouski. } Cour Supérieure.
No 4461.

Dame Angèle Otot, Kenogamie, Jonquières, comté de Chicoutimi et Saguenay, province de Québec, épouse de Eugène Banville, journalier, du même lieu, anciennement commerçant, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Eugène Banville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-huitième jour de novembre 1911.

LOUIS TACHÉ,
Procureur de la demanderesse.
Rimouski, 23 octobre 1913. 4425.2

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
No 3632.

Dame Constance Charette, de la cité de Hull, district d'Ottawa, épouse de Jean Cyr, journalier, du même lieu, dûment autorisés à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Jean Cyr, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la présente cause.

ACHIM, LANGLOIS &
DE GRANPRÉ,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 27 octobre 1913. 4467.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1704.

Dame Mélina Chaussé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Larivière, du même lieu,
Demanderesse ;

vs
Le dit François-Xavier Larivière, Défendeur.

La demanderesse après en avoir obtenu l'autorisation a institué une action en séparation de biens contre le présent défendeur.

CHARLES CHAMPOUX,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1913. 4343-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2488.

Dame Rose St Germain, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Léon Lepine, peintre, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Léon Lepine, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour d'octobre mil neuf cent treize.

ARCHAMBEAUT, ROBILLARD,
JULIEN & MARIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1913. 4353.3

of Saint John the Baptist of Rouville, now of parts unknown, has taken, this day, an action for separation as to property against her husband.

J. EMBILIE OSTIGUY,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 1st November, 1913. 4576

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } Superior Court.
No. 4461.

Dame Angèle Otot, Kenogamie, Jonquières county of Chicoutimi & Saguenay, province of Quebec, wife of Eugène Banville, jour-nayman, of the same place, formerly mer-chants of the town of Saint Germain de Rimouski, duly authorized to estate en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Eugène Banville, Défendeur.

An action for separation of property has been brought in this case the 18th day of November, 1911.

LOUIS TACHÉ,
Attorney of plaintiff.
Rimouski, 23rd October, 1913. 4426

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.
No. 3632.

Dame Constance Charette, of the city of Hull, district of Ottawa, wife of Jean Cyr, of the same place, duly authorized to institute the present action,
Plaintiff ;

vs
The said Jean Cyr, Défendeur.

An action for separation as to property has this day, been instituted in the present case.

ACHIM, LANGLOIS &
DE GRANPRÉ,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 27th October, 1913. 4468

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 1704.

Dame Mélina Chaussé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of François-Xavier Larivière, of the same place,
Plaintiff ;

vs
The said François-Xavier Larivière, Defendant.

Plaintiff after having obtained authorization to that effect has instituted an action in separation as to property against her said husband.

CHAS. CHAMPOUX,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th October, 1913. 4344

Province of Quebec }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2488

Dame Rose St-Germain, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Leon Lepine, painter of the same place, and duly authorized to " ester en justice ".
Plaintiff ;

vs
The said Leon Lepine, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of October, one thousand nine hundred and thirteen.

ARCHAMBEAULT, ROBILLARD,
JULIEN & MARIN,
Attorney of the Plaintiff.
Montreal, 16th October, 1913. 4354.

Province de Québec, District de Saint-François.
No. 111. Cour Supérieure. Dame Harriet Short, du
canton d'Ascot, dit district, épouse commune en
biens de James R. Blue, du même lieu, commer-
çant, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation
de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,

Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 21 octobre 1913. 4297-3

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.
No. 5331

Dame Glycerie alias Glissierie Bérubé, de la paroisse
de Notre-Dame du Mont-Carmel, épouse com-
mune en biens de sieur Luc Chamberland, du
même lieu, marchand, Demanderesse ;

vs

Le dit Luc Chamberland, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 24e jour d'octobre 1913.

LAPOINTE, STEIN & LEVESQUE,
Procureurs de la demanderesse.
Fraserville, 28 octobre 1913. 4337-3

Province de Québec, }
District de Montréal } Cour Supérieure.

Albina Wroblewska, épouse commune en biens
de Serby Kyzniak, journalier, tous deux des
cité et district de Montréal, dûment autorisée
à "ester en justice" en séparation de biens,
"in forma pauperis", Demanderesse ;

vs

Le dit Serby Kyzniak, journalier, du même
lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été in-
stituée ce jour par la demanderesse contre le
défendeur.

J. WILFRID PILON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 29 septembre 1913. 4173

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
No. 3626.

Dame Malvina Renaud, de la ville de Bucking-
ham, district d'Ottawa, dûment autorisée à ester
en justice, a, ce jour, institué une action en sépa-
ration de biens contre son mari, Ferdinand
Blais, du même lieu, ouvrier.

J. TALBOT,

Procureur de la demanderesse.
Hull, 14 octobre 1913. 4095-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 2843

Dame Anna Perrault, épouse commune en biens
de Evangiliste Marleau, sculpteur, des cité et dis-
trict de Montréal, dûment autorisée à ester en jus-
tice, Demanderesse ; vs le dit Evangiliste Marleau,
défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 24ième jour d'avril 1913.

L. J. LEFEBVRE,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 octobre 1913. 4143-5

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure
No. 289.

Dame Eva Guillemette, de Québec, épouse de Ar-
thur Dion, marchand, du même lieu, dûment au-
torisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Dion, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8e jour d'août 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST-LAURENT & LAFERTE,
Procureurs de la demanderesse.
Quebec, 28 octobre 1913. 4367-3

Province of Quebec, District of Saint Francis.
No. 111. Superior Court. Dame Harriet Short, of
the township of Ascot, said district, wife common
as to property of James R. Blue, of the same place,
trader, has, this day, instituted an action for sepa-
ration as to property, after having been duly au-
thorized thereto.

J. NICOL,

Attorney for the plaintiff.
Sherbrooke, 21st October, 1913. 4298

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.
No. 5331.

Dame Glycerie alias Glissierie Bérubé, of the parish
of Notre Dame du Mont Carmel, wife common
as to property of Luc Chamberland, of the same
place, merchant, Plaintiff ;

vs

The said Luc Chamberland, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause on the 24th day of October,
1913.

LAPOINTE, STEIN & LEVESQUE,
Attorneys for the plaintiff.
Fraserville, 28th October, 1913. 4338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Albina Wroblewska, wife common as to prop-
erty to Serby Kyzniak, laborer, both of the
city and district of Montreal, duly authorized
to "ester en justice" in separation as to
property, "in forma pauperis", Plaintiff ;

vs

The said Serby Kyzniak, laborer, of the same
place, Defendant.
An action in separation as to property has
been taken this day by the plaintiff against
the defendant.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff
Montreal, 29th September, 1913. 4174

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.
No. 3626.

Dame Malvina Renaud, of the town of Bucking-
ham, district of Ottawa, duly authorized to appear
in justice, has, this day, instituted an action for
separation as to property against her husband,
Ferdinand Blais, of the same place, workman.

J. TALBOT,

Attorney for Plaintiff.
Hull, 14th October, 1913. 4096

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2843

Dame Anna Perrault, wife common as to prop-
erty of Evangiliste Marleau, of the city of Mon-
treal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff
vs the said Evangiliste Marleau, of Montreal,
Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted this 24th April, 1913, in this case.

L. J. LEFEBVRE,

Attorney of Plaintiff.
Montreal, 16th October, 1913. 4144

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
No. 289.

Dame Eva Guillemette, of Quebec, wife of Arthur
Dion, merchant, of the same place, duly authorized
to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Dion, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause on the 8th day of August,
1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST-LAURENT & LAFERTE,
Attorneys for the plaintiff
Quebec, 28th October, 1913. 4368

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 4275.

Dame Bibienne Dulude, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Amédée Chabot, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Amédée Chabot, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le troisième jour d'octobre 1913.

PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 octobre 1913. 4109.5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 4275.

Mrs. Bibienne Dulude, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Amédée Chabot, trader, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Amédée Talbot, Defendant.
 An action for separation as to property, has been taken, on the 3rd of October, 1913.

PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th October, 1913. 4110

Avis

Avis public est par le présent donné que Charles Lunt, cultivateur retiré, Charles Carpentier, marchand retiré, Charles N. Hill, supt. International Water Company et W. Clark Hopkins, marchand, tous ecclésiastiques de "The Stanstead South Congregational Church," dans la municipalité de Rock Island, canton de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, les agents dûment élus et autorisés de la dite église pour agir pour la dite église dans les affaires d'une concession d'union et d'incorporation ; et Gen. F. G. Butterfield, manufacturier, Col. H. S. Harkell, gentilhomme et F. A. Taylor, cultivateur, membres d'icelle, et agents dûment élus et autorisés de "The Stanstead South Congregational Church Society", de Rock Island susdit pour agir pour la dite société dans les affaires d'une concession d'union et d'incorporation, tous les susdits messieurs étant résidents dans Rock Island susdit ou dans le village de Derby Line, canton de Derby, comté d'Orléans et état du Vermont, un des états unis d'Amérique ou dans Derby susdit, s'adresseront à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié durant quatre semaines consécutives dans la "Gazette Officielle de Québec", et dans le "Stanstead Journal", demandant une concession d'union et d'incorporation sous le nom de "Stanstead South Congregational Church", en vertu et conformément aux dispositions de la section 1, chapitre 3, titre IX, volume II, des statuts refondus de la province de Québec (1909).

Par ordre du comité.

C. M. CARPENTER,
 Secrétaire-trésorier.

Rock Island, Que.
 4 novembre 1913.

4551

Notice

Notice is hereby given to the public, that Charles Lunt, retired farmer, Charles Carpenter, retired merchant, Charles N. Hill, Supt. International Water Company and W. Clark Hopkins, merchant, all Deacons of the Stanstead South Congregational Church in the municipality of Rock Island, Township of Stanstead, District of Saint-Francois and Province of Quebec, the duly elected and empowered agents of said Church to act for said Church in matters of a Grant of Union and Incorporation ; and Gen. F. G. Butterfield, manufacturer, Col. H. S. Haskell, gentleman, and F. A. Taylor, farmer, members of, and the duly elected and empowered agents of the "Stanstead South Congregational Church Society," of said Rock Island, to act for said Society in matters of a Grant of Union and Incorporation, all of the above named gentlemen being residents of said Rock Island or of the village of Derby Line, Township of Derby, County of Orleans and State of Vermont one of the united states of America, or of said Derby, will apply to the Honorable Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the "Quebec Official Gazette" and in the "Stanstead Journal," asking for a Grant of Union and Incorporation under the name of the "Stanstead South Congregational Church", under, and in conformity with, the provisions of Section I, Chapter 3, Title IX, Volume II, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, (1909).

By order of the Committee,

C. M. CARPENTER,
 Secretary-Treasurer.

Rock Island, Que.
 November 4th, 1913.

4552

Assemblée

Meeting

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY.

Avis de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Attendu que les Auditeurs de la Compagnie n'ont pas complété leur état financier pour l'année fiscale de la compagnie finissant le 30 juin dernier au temps que l'assemblée annuelle statutaire de la compagnie n'a pas eu lieu en septembre 1913, la tenue de l'assemblée a été différée.

Avis est cependant par le présent donné que l'assemblée générale annuelle différée, des actionnaires de la compagnie aura lieu au bureau de la compagnie, dans la cité de Montréal, le 28e jour de novembre courant, à 10.30 heures de l'avant-midi, dans le but de recevoir les rapports des opérations pour l'année écoulée, pour l'élection du Bureau des Directeurs pour l'année à venir, et pour toutes telles autres choses qui peuvent être soumises devant l'assemblée;

Avis est aussi par le présent donné que, à la dite assemblée, une résolution sera proposée autorisant le Bureau des Directeurs à passer un règlement constituant un "Comité Exécutif" de deux ou plus de leur nombre, et envoyer à tel Comité Exécutif l'exécution des devoirs du Bureau des Directeurs, tel que le bureau peut juger à propos.

Par ordre du président,

4617

FRED. W. ROUS,
Secrétaire-trésorier.

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY.

Notice of annual general meeting of shareholders.

In view of the fact that the Company's Auditors not completed their financial statement for the fiscal year of the company ending the 30th June last, at the time that the statutory annual meeting of the company fell to be held in September, 1913, the holding of the meeting was deferred.

Notice is, however, now hereby given that the deferred annual general meeting of the shareholders of the company will be held at the office of the company in the city of Montreal, on the 28th day of November instant, at 10.30 o'clock in the forenoon, for the purpose of receiving the reports of the company's operations for the past year, for the election of a Board of Directors for the ensuing year, and for all such other matters as may come before the meeting.

Notice is also hereby given that at the said meeting a resolution will be proposed authorizing the Board of Directors to enact a by-law to constitute an "Executive Committee" of two or more of their number, and to delegate to such Executive Committee the performance of such of the duties of the Board of Directors as the Board may deem proper.

By order of the president,

4618

FRED. W. ROUS,
Secretary treasurer.

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Re Edouard Beauchemin, Nicolet.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le ou après le 28 novembre 1913.

Toute contestation du dit dividende devra être filée entre nos mains avant la date susmentionnée.

A. TURCOTTE & FILS,
Liquidateurs.

Bureau de Kent & Turcotte,
Montréal, 12 novembre 1913. 4593.

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

Re R. G. Sharp, contracteur, de Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le sus-dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6 novembre 1913.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub gardiens provisoires.
55, rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 4586

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

No 197.

Dans l'affaire de James C. Singleton, Montréal,
Failli et absent.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre en conseil de la cour, rendu le 31ème jour du mois d'octobre 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations

Re Edouard Beauchemin, Nicolet.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after the 28th November, 1913.

Any contestation of such dividend must be filed with us before the date above mentioned.

A. TURCOTTE & FILS,
Liquidators.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal, 12th November, 1913. 4594

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re R. G. Sharp, contractor, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors, on the 6th November, 1913.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub Provisional Guardians.
55, Saint François Xavier,
Montreal. 4586

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montréal.

No. 197.

In the matter of James C. Singleton, Montreal,
Insolvent and absentee.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Court rendered on the 31st day of the month of October, 1913, we have been appointed joint curators to the property of the aforesaid insolvent.

Any persons having claims against the said

contre cette faillite sont requises de les produire entre nos mains dans, un délai de trente jours de cette date.

W. H. FISHER,
G. E. MARTIN,
Curateurs co-joints.

Bureau: No 211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 8 octobre 1913. 4583

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
Dans l'affaire de J. Téléphore Houle, négociant, de Nicolet,

Henri R. Dufresne,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur m'a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, du district de Trois-Rivières.

HENRI R. DUFRESNE,
Gardien provisoire.

Nicolet, 8 novembre 1913. 4581

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re L. P. Ducharme, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à contestation jusqu'au 3ème jour de décembre 1913, après lequel jour il sera payable.

ALEXANDRE DESMARTHEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 15 novembre 1913. 4663

D'APRES LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Roberval.
Dans l'affaire de La Cie Manufacturière d'Hébertville Station, En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 1er décembre 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

FLAVIEN GAUVREAU,
Liquidateur.

Bureau, Hébertville Station,
Hébertville, 7 novembre 1913. 4611

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 1004
Re The National Knitting Co., Ltd.
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 décembre 1913, alors qu'il sera payé à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre,
Québec, 14 novembre 1913. 4605

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Ottawa.
In re Nelson Chénier, Montébello et Fassett,
P. Q. Insolvable.

Avis est donné que le 6 novembre 1913, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-

insolvent are requested to file them with us within a delay of thirty days from this date.

W. H. FISHER,
G. E. MARTIN,
Joint curators.

Office, No. 211, McGill Street, Montreal.
Montreal, 8th October, 1913. 4584

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
In the matter of J. Téléphore Houle, trader,
of Nicolet,

Henri R. Dufresne,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Three Rivers.

HENRI R. DUFRESNE,
Provisional guardian.

Nicolet, 5th November, 1913. 4582

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re L. P. Ducharme, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be subject to objection until the 3rd day of December 1913, after which date dividends will be payable.

ALEXANDRE DESMARTHEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame East St., Montreal,
Montreal, 15th November, 1913. 4664

WINDING UP ACT.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Roberval.
In the matter of La Cie Manufacturière d'Hébertville, En liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st December 1913, and after which date this dividend will be payable at my office.

FLAVIEN GAUVREAU,
Liquidator.

Office, Hébertville Station,
Hébertville, 7th November 1913. 4612

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Québec.
No. 1004.
Re The National Knitting Co., Ltd.
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, that it will remain open to objection until 2nd December, 1913, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: "Dominion building"
126, Saint Peter street, Québec.
Québec, 14th November, 1913. 4605

Province of Quebec,
District of Ottawa.
Superior Court.

In re Nelson Chénier, Montébello and Fassett,
P. Q. Insolvent.

Notice is hereby given that on the 6th November, 1913, by order of the Court, we were appointed curators to the estate of the above

nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 15 novembre 1913. 4607

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Dominion Woolen Manufacturing Company, Limited,

En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2e jour de décembre 1913, le et après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Bâtisse de la Banque des Cantons de l'Est, 263 rue Saint-Jacques, Montréal.

E. A. ROBERT,
Liquidateur.
Montréal, 11 novembre 1913. 4639

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Re R. G. Sharp, contracteur, Montréal,
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure en date du douzième jour de novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

P. L. TURGEON,
Curateur.
Bureau : 55, Saint-Frs-Xavier,
Montréal.
Montreal, 12 novembre 1913. 4643

District de Beauce.

In re Dallaire & Dallaire, Saint-Evariste et J. A. Dallaire, Saint-Ludger, Insolubles.
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 1er décembre 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 12 novembre 1913. 4659

District de Québec.

In re G. N. Belleau & Cie, Québec, Insolubles.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 12 novembre 1913.

named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. H. DUFRESNE,
F. R. VINET,
Curators.

Banque Nationale building,
99, Saint James street,
Montreal, 15th November, 1913. 4608

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Dominion Woolen Manufacturing Company, Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that a final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 2nd December, 1913, on and after which date the dividend will be payable at my office, Eastern Townships Bank Building, 263, Saint James street, Montreal.

E. A. ROBERT,
Liquidator.
Montreal, 11th November, 1913. 4640

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
Re R. G. Sharp, contractor, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court dated the 12th November, 1913, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of the present notice.

P. L. TURGEON,
Curator.
Office : 55, Saint Frs Xavier,
Montreal.
Montreal, 12th November, 1913. 4644

District of Beauce.

In re Dallaire & Dallaire, Saint Evariste and J. A. Dallaire, Saint Ludger, Insolvents.
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st December, 1913, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 12th November, 1913. 4660

District of Quebec.

In re G. N. Belleau & Co., Québec, Insolvents.
In virtue of an order of the court dated 12th November, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 12th November, 1913. 4658

District de Québec.

In re D. J. Dallaire, Pont Rouge, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour en date du 7 novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 12 novembre 1913. 4655

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re A. E. Beauchamp, Montréal,

Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le 10 après le 30 novembre 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 15 novembre, 1913. 4609

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
Norman N. Walley,

Demandeur ;

vs

Wright B. Le Baron, Défendeur et failli.
Un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera supet à objection jusqu'au premier jour de décembre 1913, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, No 125, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, Qué., 12 novembre 1913. 4599

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
In re J. Alfred L. Matteau, 141 Bernard, Montréal,

Insolvable.

Avis est donné par les présentes que le 10ième jour de novembre 1913, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 10 novembre 1913. 4595

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 194.

Dans l'affaire de Dosithee Ouellette, Cartierville, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 6e jour de novembre 1913, par ordre de la cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs des biens du susdit failli.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées sous trente jours de cette date.

J. C. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 6 novembre, 1913. 4589

District of Quebec.

In re D. J. Dallaire, Pont Rouge, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 7th November, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 12th November, 1913. 4656

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re A. E. Beauchamp, Montreal,

Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 30th November, 1913.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street,
Montreal, 15th November, 1913. 4610

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
Norman N. Walley,

Plaintiff ;

vs

Wright B. LeBaron, Defendant and Insolvent.
A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the first day of December, 1913, after which date dividends will be payable at my office, No. 125 Wellington street, Sherbrooke, Que.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, Que., 12th November, 1913. 4600

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re J. Alfred L. Matteau, 141 Bernard street, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of November, 1913, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig St., West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408 "Power" building.
Montreal, 10th November, 1913. 4596

Superior Court.

Province de Québec,
District of Montreal.
No. 194.

In the matter of Dosithee Ouellette, Cartierville, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the Superior Court, dated the 6th day of November, 1913, the undersigned have been appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed in our hands, within thirty days from this date.

J. C. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street East.
Montreal, 6th November 1913. 4590

Ordre de Cour

Province de Québec, } Cour de circuit, dans et
 District de Joliette, } pour le comté de Ber-
 Comté de Berthier. } thier.

No 3805.

Le 25 septembre 1913.

Présent : l'honorable F. O. Dugas, J. C. S.
 Alcide Michaud, Demandeur ;

vs

Jean-Baptiste Croisetière, Défendeur ;
 et

J. Norbert Provost, Opposant.

Il est ordonné, par cette cour que, par un avis, dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la "Gazette Officielle de Québec", les créanciers du défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Berthier, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité des articles 673 et 674, du code de procédure.

Par ordre,

M. A. L. AUBIN,

4429

G. C. C.

Licitations

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } Cour Supérieure
 No. 2394.

Dame Sarah Jane Boyd, du Canton de Hinchinbrooke, District de Beauharnois, épouse commune en biens de James Johnston, cultivateur, du même lieu et de dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse.

Demandeurs.

vs.

John Boyd, de Wheatland, Etat de Wyoming, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Dame Margaret Boyd, épouse commune en biens de James Balmer de Poughkeepsie, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse ; Dame Mary Anne Boyd, épouse commune en biens de Louis Pollica, de Battleford, Etat de Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse ; Dame Hannah Boyd, épouse commune en biens de Warren T. Smith, de Denver, Etat de Colorado, l'un des Etats Unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse ; Andrew Boyd, et Samuel Boyd, tous deux du Canton de Hinchinbrooke, District de Beauharnois ; Richard Wellington Boyd, de Chateauguay, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Salome Boyd, épouse commune en biens de Matthew Gilligan, du canton de Hinchinbrooke, District de Beauharnois, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse ; William Boyd, de Stally, Etat de Idaho, l'un des Etats-Unis d'Amérique et Dame Emma Boyd, épouse commune en biens de Robert McCracken, de Newburgh, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse.

Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield,

Order of the Court

Province of Quebec, } Circuit Court, in and
 District of Joliette, } for the county of
 County of Berthier. } Berthier.

No. 3805

25th September, 1913.

Present : The Honorable F. O. Dugas, T. S. C.
 Alcide Michaud, Plaintiff ;

vs

Jean Baptiste Croisetière, Defendant ;
 and

T. Norbert Provost, Opposant.

It is ordered, by this court, that by a notice in the french and english language, to be published twice in the Quebec Official Gazette, the creditors of the defendant who have not yet filed their claim, are hereby called upon to file them in this cause, at the office of the clerk of this court, at Berthier, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice, with a sworn statement or account, in conformity with articles 673 and 674 of the code of procedure.

By order,

M. A. L. AUBIN,

4430

C C. C.

Licitations

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois } Superior Court.
 No. 2394.

Dame Sarah Jane Boyd, of the Township of Hinchinbrooke, District of Beauharnois, wife common as to property of James Johnston, of the same place, farmer, and the said James Johnston, as well personally as to authorize his wife ;

Plaintiffs ;

vs

John Boyd, of Wheatland, State of Wyoming, one of the United-States of America, Dame Margaret Boyd, wife common as to property of James Palmer, of Poughkeepsie, State of New-York, one of the United-States of America, and the latter as well personally as to authorize his wife ; Dame Mary Ann Boyd, wife common as to property of Louis Pollica, of Battleford, State of Vermont, one of the united-states of America, and the latter as well personally as to authorize his wife ; Dame Hannah Boyd, wife common as to property of Warren T. Smith, of Denver, State of Colorado, one of the United-States of America, and the latter as well personally as to authorize his wife ; Andrew Boyd and Samuel Boyd, both of the Township of Hinchinbrooke, District of Beauharnois ; Richard Wellington Boyd, of Chateauguay State of New York, one of the United States of America ; Salome Boyd, wife common as to property of Matthew Gilligan, of the township of Hinchinbrooke, District of Beauharnois, and the latter as well personally as to authorize his wife ; William Boyd, of Stalley, State of Idaho, one of the United-States of America and Dame Emma Boyd, wife common as to property of Robert McCracken, of Newburgh, State of New-York, one of the United-States of America, and the latter as well personally as to authorize his wife ;

Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry of

dans le District de Beauharnois, rendu le 28 octobre 1913, dans une cause dans laquelle les demandeurs ci-dessus sont demandeurs et les défendeurs ci-dessus sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

La partie centrale d'un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit Canton de Hinchinbrooke sous le numéro dix-huit D (No 18d) dans le quatrième rang du dit Canton, et bornée comme suit : Au nord par partie du dit lot No. 18d et 18c, au sud par partie du dit lot No. 18d, à l'est par No. 18a et 18c et à l'ouest par un chemin public, contenant environ quatre-vingts acres, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de DECEMBRE 1913, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure pour le District de Beauharnois, au palais de justice, à Salaberry de Valleyfield, à DIX heures du matin ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins deux jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. G. LAURENDEAU,

4445 Procureur des demandeurs.
Salaberry de Valleyfield, 31 octobre 1912.
[Première publication 8 novembre 1913.]

Cour Supérieure.—Québec.
No 1079.

Rhodes et al., vs Rhodes et al.

Avis public est par le présent donné que, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 5e jour de novembre courant, dans une cause où Mary Elizabeth Rhodes, épouse séparée de biens de Henry F. Morewood, et le dit Henry F. Morewood, dans le but d'autoriser et assister son épouse, tous deux de la paroisse de St-Colomb de Sillery, et Williams Rhodes, de Rosemont, dans l'Etat de Pensylvanie, en leur qualité de fidéicommissaires des biens de la dite Mary Elizabeth Rhodes, légués à elle par le testament de feu lieutenant colonel William Rhodes, en son vivant de Benmore, dans la paroisse de St-Colomb de Sillery, demandeurs ; et Godfrey William Rhodes et Francis Bell Forsyth Rhodes, tous deux de la dite paroisse de St-Colomb de Sillery ; William Rhodes, de Rosemont, comté de Montgomery, dans l'état de Pensylvanie ; Caroline Annie Rhodes, épouse séparée de biens du révérend Lennox W. Williams, et le dit Lennox W. Williams, dans le but d'autoriser et assister son épouse, tous deux de la cité de Québec, et les dits Godfrey William Rhodes et William Rhodes, aussi en leur qualité de fidéicommissaires des biens de la dite Caroline Annie Rhodes, légués à elle par le testament de feu lieutenant colonel William Rhodes, en son vivant de Benmore, dans la paroisse de St-Colomb de Sillery ; Edith Rhodes, veuve de feu Robert Dunn Rhodes, de Salt Lake City, dans l'état de l'Utah, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à Helen Edith Rhodes, Robert Dunn Rhodes, Lennox Forsyth Rhodes, Charlotte Ann Rhodes, Margaret Esther Rhodes et Constance Ethel Rhodes, enfants mineurs issus de son mariage avec feu Robert Dunn Rhodes ; William Armitage Rhodes, de la cité de New York, dans l'état de

Valleyfield, in the District of Beauharnois rendered on the 28th October 1913, in a cause in which the aforesaid plaintiffs are plaintiffs, and the aforesaid defendants are defendants, ordering the licitation of the immoveable property designated as follows to wit :

The central part of that lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Hinchinbrooke under the number eighteen D (No. 18d) on the fourth range of said township, and bounded as follows : to the north by part of said lot No. 18d and 18c to the south by part of said lot No. 18d, on the east by Nos. 18a and 18c and on the west by a public road, containing about eighty acres, more or less, with all the buildings thereon erected.

The immoveable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TENTH day of DECEMBER next, 1913, sitting the court, in the court room, of the superior court for the district of Beauharnois, at the court house, at Salaberry de Valleyfield, at TEN o'clock in the forenoon ; subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the protonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. G. LAURENDEAU,

4446 Attorney for Plaintiffs.
Salaberry de Valleyfield, 31st October, 1913.
[First published 8th November, 1913.]

Superior Cour.—Québec.
No. 1079.

Rhodes et al., vs Rhodes et al.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Québec, in the district of Québec, on the 5th, day of November instant, in a case in which Mary Elizabeth Rhodes, wife separate as to property of Henry F. Morewood, and the said Henry F. Morewood, for the purpose of authorizing and assisting his wife, both of the parish of Saint Columba of Sillery, and William Rhodes, of Rosemont, in the State of Pennsylvania, in their quality of Trustees to the property of the said Mary Elizabeth Rhodes, bequeathed to her by the last will and testament of the late lieutenant colonel William Rhodes, in his lifetime of Benmore, in the parish of Saint Columba of Sillery, Plaintiffs ; and Godfrey William Rhodes, and Francis Bell Forsyth Rhodes, both of the said parish of Saint Columba of Sillery ; William Rhodes, of Rosemont, county of Montgomery, in the state of Pennsylvania ; Caroline Annie Rhodes, wife separate as to property of reverend Lennox W. Williams, and the said Lennox W. Williams for the purpose of authorizing and assisting his wife, both of the city of Québec, and the said Godfrey William Rhodes and William Rhodes, also in their quality of trustees to the property of the said Caroline Annie Rhodes, bequeathed to her by the last will and testament of the late lieutenant colonel William Rhodes, in his lifetime of Benmore, in the parish of Saint Columba of Sillery, Edith Rhodes, widow of the late Robert Dunn Rhodes, of Salt lake City, in the State of Utah, as well personally, as in her quality of guardian to Helen Edith Rhodes, Robert Dunn Rhodes, Lennox Forsyth Rhodes, Charlotte Ann Rhodes, Margaret Esther Rhodes, and Constance Ethel Rhodes, minor children, issue of her marriage with the late Robert

NOV 1913

New York; Catherine Inglis Rhodes, de Salt Lake City dans l'état de l'Utah; et les dits Godfrey William Rhodes, William Rhodes et Francis Bell Forsyth Rhodes en leur qualité d'exécuteurs et fideicommiss du testament de feu Armitage Rhodes, en son vivant de la paroisse de St-Colomb de Sillery; Catherine Elizabeth Von Iffland, veuve de feu Armitage Rhodes, de l'endroit appelé Caterham, dans le comté de Surrey, en Angleterre, en sa qualité de tutrice de Monica Rhodes et Armitage Rhodes, enfants mineurs issus de son mariage avec feu Armitage Rhodes, et les dits Godfrey William Rhodes et William Rhodes, en leur qualité d'exécuteurs du testament de feu lieutenant colonel William Rhodes, et Henry Morewood, de Saint-Colomb de Sillery, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Robert Dunn Rhodes et Dorothy Rhodes, de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit:

(a) Lot 8 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, à déduire cependant d'icelui cette partie acquise par Sa Majesté le Roi pour les fins du chemin de fer Intercolonial et maintenant en la possession du dit chemin de fer;

(b) Lot 9 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, à déduire cependant d'icelui cette partie acquise par Sa Majesté le Roi pour les fins du chemin de fer Intercolonial et maintenant en la possession du dit chemin de fer;

(c) Lot No 43 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, à déduire cependant d'icelui cette partie du dit lot acheté par Sa Majesté le Roi pour les fins du chemin de fer Intercolonial et maintenant en la possession du dit chemin de fer et aussi cette partie vendue à Hyacinthe Beaulieu, le 10 décembre 1892, par acte passé devant H. C. Austin, notaire public, et maintenant en la possession du dit Beaulieu ou ses représentants, aussi moins que cette partie vendue à Camille Nadeau, épouse de E. Dussault par acte passé devant Austin, notaire public, le 27 mars 1893, et maintenant en la possession du dit acquéreur;

(d) Lot No 60 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, moins cette partie vendue à Sa Majesté le Roi pour les fins du chemin de fer Intercolonial, et maintenant en la possession du dit chemin de fer, et aussi moins cette partie vendue à Hyacinthe Beaulieu par acte passé devant Austin, notaire public, le 10 février 1892, et maintenant en la possession du dit Beaulieu ou ses représentants;

(e) Lot No 61 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent de la ville de Lévis, moins cette partie vendue à Sa Majesté le Roi pour les fins du chemin de fer Intercolonial, et aussi moins cette partie vendue à Camille Nadeau, épouses de E. Dussault par acte passé devant Austin, notaire public, le 27 mars 1893, et maintenant en la possession du dit acquéreur;

(f) Lot No 27 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, ensemble avec le quai sus-érigés;

(g) Lot No 58 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis;

(h) Lot No 59 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Dunn Rhodes; William Armitage Rhodes, of the city of New York, in the state of New York; Catherine Inglis Rhodes, of Salt Lake City, in the state of Utah; and the said Godfrey William Rhodes, William Rhodes and Francis Bell Forsyth Rhodes, in their quality of executors and trustees of the last will and testament of the late Armitage Rhodes, in his lifetime of the said parish of Saint Columba of Sillery; Catherine Elizabeth von Iffland, widow of the late Armitage Rhodes, of the place called Caterham, in the county of Surrey in England, in her quality of tutrix to Monica Rhodes and Armitage, minor children, issue of her marriage with the late Armitage Rhodes, and the said Godfrey William Rhodes, and William Rhodes, in their quality of executors of the last will of the late lieutenant colonel William Rhodes; and Henry Morewood, of Saint Columba of Sillery, in his quality of curator to the substitution created by the last will of the late Robert Dunn Rhodes, and Dorothy Rhodes, of the parish of Saint Columba of Sillery, defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows:

(a) Lot 8 of the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, from which however is to be deducted that portion acquired by His Majesty the King for the purpose of the Intercolonial Railway and now in the possession of such Railway.

(b) Lot 9 of the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, from which however is to be deducted that portion acquired by his Majesty the King for the purpose of the Intercolonial railway and now in the possession of such railway.

(c) Lot No 43 of the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, from which is to be deducted that portion of the said lot purchased by His Majesty the King for the purpose of the Intercolonial railway and now in the possession of such railway and also that part to Hyacinthe Beaulieu, on 10th December, 1892, by deed passed before H. C. Austin, notary public, and now in the possession of said Beaulieu, or his representatives, also less that portion sold to Camille Nadeau, wife of E. Dussault, by deed passed before Austin, notary public, on the 27th March, 1893, and now in the possession of said purchaser.

(d) Lot No. 60 of the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, less that part sold to His Majesty the King for the purpose of the Intercolonial railway and now in the possession of such railway, and also less that part sold to Hyacinthe Beaulieu, by deed passed before Austin, notary public, on the 10th February, 1892, and now in the possession of said Beaulieu or his representatives.

(e) Lot No. 61 of the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, less that portion sold to his Majesty the King for the purpose of the Intercolonial Railway and also less that part sold to Camille Nadeau, wife of E. Dussault, by deed passed before Austin, notary public, on the 27th March, 1893, and now in the possession of said purchaser.

(f) Lot No. 27 of the official plan and book of reference for Saint-Lawrence Ward, of the town of Lévis together with the wharf thereon erected.

(g) Lot No. 58 of the official plan and book of reference for Saint-Lawrence ward of the town of Lévis.

(h) Lot No. 59 of the official plan and book of reference for Saint-Lawrence ward, of the town of Lévis.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus-offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. G. STUART,
Procureur des demandeurs.
Québec, 5 novembre 1913. 4557
[Première publication, 8 novembre 1913.]

The immovables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TENTH day of DECEMBER next, in open court, in the court room at the court house, in the city of Quebec, subject to the charges, clauses, and conditions indicated in the list of charges deposited at the office of prothonotary of the said court; and all oppositions to the sale must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and licitation and all oppositions to payment must be deposited within six days from the adjudication and in default of the parties filing the said oppositions within the delays prescribed by these presents they will be foreclosed from so doing.

G. G. STUART,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 5th November, 1913. 4558
[First published, 8th November, 1913.]

Ratification

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant René Faribault, notaire public, le vingt-deuxième jour d'août 1913, entre John L. Brodie, estimateur, et George Kydd, propriétaire de terrain, tous deux des cité et district de Montréal, et Louis Joseph Siméon Morin, avocat, demeurant en la ville de Maisonneuve, étant une sentence arbitrale rendue par les dits George Kydd et Louis Joseph Siméon Morin, majorité des arbitres, en faveur des propriétaires dans une affaire où la Shawinigan Water & Power Company, corps politique et incorporé ayant son bureau chef en la cité de Montréal, était partie expropriante, et Emile Emond et Dieudonné Emond, tous deux plâtriers, de la cité de Montréal, étaient propriétaires, de la dite sentence arbitrale étant pour la somme de deux mille six cent soixante-quinze dollars (\$2,675.00) comme valeur et en compensation pour tous dommages causés par la prise de possession et par l'exercice des pouvoirs de la dite compagnie relativement aux propriétés immobilières suivantes, savoir :

Toutes et chacune de ces certaines parcelles ou étendues de terrain et prémisses démontrées et décrites sur le plan et au livre de renvoi déposés par la Shawinigan Water & Power Company au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement des comtés d'Hochelega et Jacques-Cartier, le septième jour de mars 1911, sous le No 184, savoir :

Partie du lot subdivisé No 1053, du lot No 183, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, comté d'Hochelega, contenant 32 pieds de profondeur en arrière du dit lot aboutissant à la ruelle, subdivision No 1061 du dit lot officiel No 183, par 25 pieds de largeur; bornée au nord-ouest par la subdivision No 1054, au nord-est par la dite ruelle, subdivision No 1061, au sud-est par la subdivision No 1052, et au sud-ouest par la balance de la subdivision No 1053, et contenant 800 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins;

Et partie de la subdivision No 1054 du lot No 183 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, comté d'Hochelega, contenant 32 pieds en profondeur en arrière du dit lot aboutissant sur la ruelle, subdivision 1061 du dit lot officiel 183, par 25 pieds de largeur, bornée au nord-ouest par la

Ratification

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court in the district of Montreal, a deed executed before Rene Faribault, notary public, on the 22nd day of August, 1913, by John L. Brodie, appraiser, and George Kydd, land proprietor, both residing in the city of Montreal, and Louis Joseph Simeon Morin, advocate, residing in the town of Maisonneuve, being an award by the said George Kydd, and Louis Joseph Simeon Morin, majority arbitrators, in favour of the proprietors, in a matter wherein the Shawinigan Water & Power Company, a body politic and corporate, with its head office in the city of Montreal, was expropriating party, and Emile Emond and Dieudonné Emond, both plasterers, of the city of Montreal, were proprietors, the said award being for the sum of two thousand six hundred and seventy five dollars (\$2,675.00) as the value of and the compensation for all damages caused by the taking of, and by the exercise of the said company's powers in connection with the following immoveable properties, to wit :

All and singular those certain parcels or tracts of land and premises shown and described on the map or plan and in the book of reference deposited by the Shawinigan Water & Power Company in the registry office for the registration division of the counties of Hochelega and Jacques Cartier, on the 7th day of March, 1911, under the No. 184, to wit :

Part of subdivision lot No. 1053 of lot No. 183 on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, county of Hochelega, containing 32 feet in depth at the rear of the said lot abutting on the lane, subdivision No 1061 of the said official lot No. 183, by 25 feet in width; bounded on the north west by subdivision No. 1054, on the north east by the said lane subdivision No. 1061, on the south east by subdivision No. 1052, and on the south west by the remaining portion of subdivision No. 1053, and containing 800 square feet, english measure, more or less;

And part of subdivision lot No. 1054 of lot No. 183 on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, county of Hochelega, containing 32 feet in depth at the rear of the said lot abutting on the lane, subdivision No. 1061 of the said official lot 183, by 25 feet in width; bounded on

subdivision No 1055, au nord-est par la dite ruelle, subdivision No 1061, au sud-est par la subdivision No 1053, et au sud-ouest par la balance de la subdivision No 1054, et contenant 800 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses ci-dessus construites; et en la possession des dits Emile Emond et Dieudonné Emond, comme propriétaires indivis à l'époque de la nomination des dits arbitres et deux ans antérieurement à cette nomination et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant et au temps de la reddition de la dite sentence arbitrale tel que mentionné plus haut sont averties qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, le vingt-deuxième jour de décembre 1913, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Et de plus avis est donné que la dite sentence arbitrale mentionnée plus haut est sous la section 6584 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que toutes les personnes qui ont des droits aux dits immeubles, ou les représentants ou les maris des personnes intéressées devront, dans la dit délai, présenter leurs réclamations à l'indemnité ou à une partie de l'indemnité afin que ces dites réclamations puissent être reçues et jugées par la cour.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.

Lafleur, MacDougall,
MacFarlane & Pope,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 4 novembre 1913. 4493 2
[Première publication, 8 novembre 1913.]

the north west by subdivision lot No. 1055, on the north east by the said lane subdivision No. 1061, on the south east by subdivision No. 1053, and on the south west by the remaining portion of subdivision No. 1054, and containing 800 square feet, english measure, more or less, with the buildings thereon erected; and possessed by the said Emile Emond and Dieudonné Emond as proprietors in indivision at the time of the appointment of the said arbitrators and for two years prior thereto; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables immediately prior to and at the time of the rendering of the said award as above mentioned are hereby notified that application will be made to the said Superior Court on the twenty second day of December, 1913, for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

And notice is further given that the said award above mentioned is under section 6584 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, and that all persons entitled to or interested in the said immoveable or representing or being the husbands of any persons so entitled or interested shall within the said delay file their claims to the compensation covered by the said award or to any part thereof, in order that such claims may be received and adjudicated upon by the court.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Lafleur, MacDougall,
MacFarlane & Pope,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 4th November, 1913. 4494
[First published, 8th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } JOHN FRANCIS
No. 229. } WALSH, avocat;
contre Dame MARIE-LOUISE BEDARD
et vir, Défendeurs.

Une terre de deux arpents et demi de largeur sur la profondeur du lot numéro dix-huit (18), du troisième rang du canton de Warwick, à prendre à compter de deux arpents et demi de la ligne de séparation entre les lots 18 et 19, du dit rang, connue et désignée au cadastre officiels du canton de Warwick, comme étant une partie du numéro 443, (p. 443) et les bâtisses y érigées; bornée au nord-est à Dame Léa Binet Beauchesne, au sud-ouest à J. Gaudias Bédard, et à chaque bout aux cordons.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le **DIX-HUITIEME** jour de **DECEMBRE** 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 10 novembre 1913. 4615
[Première publication, 15 novembre 1913.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } JOHN FRANCIS
No. 229. } WALSH, advocate;
against Dame MARIE LOUISE BEDARD,
et vir, Defendants.

A piece of land of two arpents a half in width by the depth of the lot number eighteen (18), in the third range of the township of Warwick, at two arpents and a half from the time of separation between lots 18 and 19 of said range, known and described on official cadastre of the township of Warwick, as being a part of number 443 (p. 443) and the buildings thereon erected; bounded north easterly by Dame Léa Binet Beauchesne, south westerly by J. Gaudias Bédard, and at each end by range lines.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard of Warwick, on the **EIGHTEENTH** day of **DECEMBER** next, 1913, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 10th November, 1913. 4616
[First published, 15th November 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
 Arthabaska, à savoir : } **FRANK DEBLOIS,**
 No 303. } Demandeur ;
 contre Dame **FELIXTINE LESSARD et al,**
 Défendeurs.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et un A-deux (461a-2), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant de la ville de Thetford Mines—avec les bâtiments dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de Thetford, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1913, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
 Bureau du shérif. Shérif.
 Arthabaska, 10 novembre 1913. 4613
 [Première publication, 15 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
 Arthabaska, à savoir : } **AMUEL H. BEN-**
 No 8. } **NETT,** Deman-

deur ; contre **ROBERT SLATHER,** Défendeur.
 Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, Nos. 244, 245, 246 et 278 du canton d'Irlande, contenant 200 acres de terre, qui devait avoir lieu à onze heures a. m., le 15ème jour d'octobre 1913, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, aura lieu à la MEME HEURE, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1913.

P. L. TOUSIGNANT,
 Bureau du shérif. Shérif.
 Arthabaska, 11 novembre 1913. 4641
 [Première publication, 15 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
 Arthabaska, to wit : } **FRANK DEBLOIS,**
 No. 303. } Plaintiff ;
 against Mrs **FELIXTINE LESSARD et al,**
 Defendants.

An emplacement known and described under number four hundred and sixty one A-two (461a-2), of official cadastre for the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Maurice of Thetford, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, 1913, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Arthabaska, 10th November, 1913. 4614
 [First published, 15th November 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
 Arthabaska, to wit : } **AMUEL H. BEN-**
 No. 8. } **NETT,** Plain-

tiff ; against **ROBERT SLATHER,** Defendant.
 Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, i. e. Nos. 244, 245, 246 and 278 of the township of Ireland, containing 200 acres, which was to take place at eleven o'clock a. m., on the 15th day of October, 1913, at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, will now take place at the parochial church door of Saint Adrien d'Irlande and at SAME HOUR, on the SECOND day of DECEMBER next, 1913.

P. L. TOUSIGNANT,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Arthabaska, 11th November, 1913. 4642
 [First published, 15th November 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Québec.
 Beauce, à savoir : } **DAME ALPHONSINE PFA-**
 No 771. } **CHY,** Demanderesse ; vs
EUGENE ROYER, Défendeur.

1° Le lot numéro deux cent quinze (215), du cadastre de Sainte-Claire—circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre situé dans le village de Sainte-Claire, contenant environ un arpent et quart de terre en superficie et tiré du lot numéro deux cent vingt-quatre (224), du cadastre de Sainte-Claire, et tel que contenu dans les bornes qui suivent : borné au nord à Charles Chabot, au nord-est à Pierre Turcotte et à Thomas Rousseau, au sud au dit Pierre Turcotte et William Roy, et au nord ouest à Henri Turcotte—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Claire, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
 Bureau du shérif. Shérif.
 Saint-Joseph, Beauce, 27 octobre 1913. 4321
 [Première publication, 31 octobre 1913.]

ERRATUM

Page 2287, 31 octobre 1913, vente par le shérif de Beauce, il faut lire Dame Alphonsine au lieu de Dame Alphonse.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Québec.
 Beauce, to wit : } **DAME ALPHONSINE PEA-**
 No. 771. } **CHY,** Plaintiff ; vs **EUGENE**
ROYER, Defendant.

1. The lot number two hundred and fifteen (215), of the cadastre of Sainte Claire—circumstances and dependencies.

2. A parcel of land situate in the village of Sainte-Claire, containing about one arpent and a quarter in superficies, and taken from the lot number two hundred and twenty four (224), of the cadastre and such as contained within the following limits ; bounded on the north by Charles Chabot, on the north east by Pierre Turcotte and by Thomas Rousseau, on the south by the said Pierre Turcotte and William Roy, and on the north west by Henri Turcotte—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Claire, on the SECOND day of DECEMBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint-Joseph Beauce, 27th October, 1913. 4322
 [First published, 31st October, 1913.]

ERRATUM

Page 2287, 31st October, 1913, sheriff's sale of Beauce, read Dame Alphonsine, instead of Dame Alphonse.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir: } **S. REMI PAGÉ, Demandeur;**
No 1323. } **S. contre O. TAVE BÉGIN,**
Défendeur.

Le lot numéro deux A (2 A), du neuvième rang du canton de Risborough, d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Ludger, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1913, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
St-Joseph Beauce 22 octobre 1913. 4241.2
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TROY WAGON**
District de Montréal. } **WORKS COM-**
PANY, Demanderesse; vs **DAME EVA ESTEL-**
LE HAKINS et vir, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Vingt-cinq lots vacants dans la paroisse de Sainte-Cécile, étant les numéros de subdivision 251, 252, 253, 254, 255, 303, 304, 305, 306, 307, 310, 311, 312, 313, 314, 360, 361, 362, 363, 364, 367, 368, 369, 370 et 371, du numéro original quatre-vingt-douze (92), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, dans le comté de Beauharnois.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de DECEMBRE 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 10 novembre 1913. 4623
[Première publication, 15 novembre 1913.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ELESOPHORE RI-**
District de Bedford, } **CHARD, De-**
No 9162. } **T** mandeur; contre
les meubles et immeubles de **REMI N. RAIN-**
VILLE, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Farnham, dans le district de Bedford, au coin des rues Principale et Jacques-Cartier, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, comme lot de cadastre numéro cent cinquante quatre (154) — avec toutes les améliorations.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **S. REMI PAGÉ, Plaintiff;**
No 1323. } **S. against OCTAVE BÉGIN,**
Defendant.

Lot number two A (2 A), of the ninth range of the township of Risborough, according to the official plan and book of reference for the said township— with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the TWENTY FIFTH day, of NOVEMBER next, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif
Saint Joseph, Beauce, 22nd October, 1913. 4242
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

Superior Court.

Province of Québec, } **THE TROY WAGON**
District of Montreal. } **WORKS COM-**
PANY, Plaintiff; vs **DAME EVA ESTELLE**
HAKINS et vir, Defendant.

As belonging to the said defendant :

Twenty-five vacant lots in the parish of Sainte Cecile, being the subdivision numbers 251, 252, 253, 254, 255, 303, 304, 305, 306, 307, 310, 311, 312, 313, 314, 360, 361, 362, 363, 364, 367, 368, 369, 370 and 371, of the lot original number ninety-two (92), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cecile, in the county of Beauharnois.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Cecile, in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on THURSDAY the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 10th November, 1913. 4624
[First published, 15th November 1913.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **ELESOPHORE RI-**
District of Bedford, } **CHARD, Plain-**
No. 9162. } **T** tiff; against
the goods and lands of **REMI N. RAINVILLE,**
Defendant.

That certain piece of land situated in the town of Farnham, in the district of Bedford, at the corner of Principale and Jacques Cartier streets, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as cadastral lot number one hundred and fifty-four (154)—with all improvements thereon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain (1913), à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 12 novembre 1913. 4675
[Première publication, 15 novembre 1913.]

To be sold at the parochial church door of the parish Saint Romuald de Farnham, at the town of Farnham, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, (1913), at the hour of TWO o'clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 12th November, 1913. 4676
[First published, 15th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour de Circuit—comté de Témiscamingue à Ville-Marie.

Joliette, à savoir : } **THE MASSEY-HARRIS COMPANY LIMITED**, corps incorporé, ayant le siège de ses affaires en la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Demandeur; contre **OCTAVINE MINETTE**, Défendeur.

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot No 507, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, district de Joliette, joignant la ligne séparant le dit terrain de celui de Pierre Robillard, mesurant 70 pieds de profondeur, mesure française, prenant du chemin public au nord d'icelui sur la largeur qu'il faut, prenant de la susdite ligne et s'étendant en frontière du dit morceau de terre jusqu'à la ligne qui passe au bout de la maison actuellement construite—avec autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, district de Joliette, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 10 novembre 1913. 4597
[Première publication, 15 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **OLIVIER ST-GEORGE**, bourgeois, de la paroisse de Saint-Jean Matha, Demandeur; vs **CAMILLE MERCIL** cultivateur, du dit lieu de Saint-Jean, Matha, district de Joliette, Défendeur.

Une terre aise située en la paroisse de Saint-Jean Matha, district de Joliette, étant les Nos. quatre cent quatre et quatre cent cinq (404 et 405), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean Matha—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Matha, district de Joliette, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 20 octobre 1913. 4247-2
[Première publication, 25 octobre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, du comté de Berthier.

Joliette, à savoir : } **DIÉUDONNÉ BEAUSOLEIL**, cultivateur, de Saint-Charles de Mandeville, Demandeur; contre **LOUIS PAQUIN**, de la ville de Joliette, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé au village de Saint Gabriel de Brandon, district de Joliette,

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Circuit Court—County of Temiscamingue at Ville-Marie.

Joliette, to wit : } **THE MASSEY-HARRIS COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate, having its head office in the city of Toronto, in the province of Ontario, Plaintiff; against **OCTAVINE MINETTE**, Defendant.

An emplacement known and designated as forming part of lot No. 507 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, district of Joliette, adjoining the line separating the said emplacement from that of Pierre Robillard, measuring 70 feet in depth french measure, from the public road to the north thereof for the required width, thence from the aforesaid line following the boundary line of the said piece of land to the line passing at the corner of the house presently erected—with other buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, district of Joliette, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 10th November, 1913. 4598
[First published, 15th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **OLIVIER SAINT-GEORGE**, bourgeois, of the parish of St-Jean Matha, Plaintiff; vs **CAMILLE MERCIL**, farmer, of the said place of Saint-Matha, district of Joliette, Defendant.

A farm being and situate in the parish of Saint-Jean Matha, district of Joliette, being the Nos. four hundred and four and four hundred and five (404 and 405), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Jean Matha—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean Matha, district of Joliette, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 20th October, 1913. 4248
[First published, 25th October, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, of the county of Berthier.

Joliette, to wit : } **DIÉUDONNÉ BEAUSOLEIL**, farmer, of Saint-Charles de Mandeville, Plaintiff; against **LOUIS PAQUIN**, of the town of Joliette, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, district of

faisant partie du lot No 230, du cadastre officiel pour Saint-Gabriel de Brandon, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent cinquante et un pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur et d'un côté au sud-ouest par le surplus du dit lot No 230, et de l'autre côté au nord-est par Jean-Baptiste Durand—avec une maison et autres dépendances dessus érigées. Les droits du défendeur dans les dits lots du No 230, et dans les dites constructions lui résultant d'un bail emphytéotique consenti pour 99 ans par Arsène Beauvillier en faveur du défendeur, devant M^{re} J. A. Gadoury, notaire, à Saint-Gabriel de Brandon, le 15 mai 1911, la vente devant être faite sujette au dit bail et à la charge de payer et acquitter la rente emphytéotique de \$8.00 par année, due en vertu du dit bail et payable le 1er juin chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif,
Joliette, 20 octobre 1913 445.2
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Joliette, forming part of the lot No. 230, of the official cadastre for Saint Gabriel de Brandon, measuring fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, english measurements; bounded in front by the public road, in depth and on one side to the south west by the residue of the said lot No. 230, and on the other side to the north east by Jean Baptiste Durand—with a house and other dependancies erected thereon. The rights of the defendant in the said lot part of No. 230, and in the said constructions accruing of him from an emphyteotic lease for 99 years from Arsène Beauvillier in favor of the defendant, before J. A. Gadoury, esq., notary, of Saint Gabriel de Brandon, on the 15th May, 1911, the sale to be subject to the said lease and subject to the payment of the emphyteotic rent of \$8.00 per year, due in virtue of the said lease and payable on the 1st June of every year.

To be sold at the parochial church door of Saint-Gabriel-de-Brandon, district of Joliette, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff,
Joliette, 20th October, 1913 4246
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

No 4951. } IDIER NADEAU, Deman-
deur; contre ALPHONSE

CASTONGUAY, Défendeur.

1. Un emplacement avec bâtisses dessus, construites, circonstances et dépendances, faisant partie du lot numéro soixante-cinq (p. No 65), du cinquième rang du canton Estcourt, dans le comté de Témiscouata, contenant cent cinquante pieds de front sur le chemin royal et deux cents pieds de profondeur dans la ligne nord-est, borné au sud-ouest par Aurèle Morneau, au sud par Salomon Côté, au nord-est par Amable Morin, et au nord par le chemin royal, soit l'emplacement sur lequel a été enregistré le 20 juin 1913, le jugement en cette cause.

2. Un emplacement de forme irrégulière d'à peu près sept acres en superficie sans garantie de mesure exacte, faisant partie du lot numéro soixante-quatre (p. No. 64), du dit cinquième rang du canton Estcourt; borné à l'est par François Charest, au sud par Aurèle Morneau, à cent pieds du ruisseau, à l'ouest par la Rivière-Bleue, et au nord par la Rivière-Bleue et Amable Morin.

Pour être vendus en deux lots au bureau du registraire du comté de Témiscouata, le DIX-HUITIÈME jour de DECEMBRE 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif,
Fraserville, 12 novembre 1913. 4661
[Première publication, 15 novembre 1913.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS AND TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Kamouraska.

No. 4951. } IDIER NADEAU, Plain-
tiff; against ALPHON-

SE CASTONGUAY, Defendant.

1. An emplacement with buildings erected thereon and dependancies, forming part of the lot number sixty-five (p. No. 65), of the fifth range of the township Estcourt, in the county of Témiscouata, measuring one hundred and fifty feet in front on the King's highway and two hundred feet in depth on the north east line, bounded on the south west by Aurèle Morneau, on the south by Salomon Côté, on the north east by Amable Morin, and on the north by the King's highway, being the emplacement on which the judgment in this case was recorded on the 20th June, 1913.

2. An emplacement of irregular outline of about seven acres in superficies without guarantee as to exact measurements forming part of the lot number sixty-four (p. No. 64), of the said fifth range of township Estcourt, bounded on the east by François Charest, on the south by Aurèle Morneau, at a distance of one hundred feet from the brooke, on the west by River Bleue and on the north by River Bleue and Amable Morin.

To be sold in two lots at the registrar's office of the county of Témiscouata, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff,
Fraserville, 12th November, 1913. 4662
[First published, 15th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **LOUIS PHILIPPE HUBERT GRANDBOIS**, marchand de bois, de Saint-Casimir; contre **THOMAS THIBAUT**, de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf.

Le lot No. 9 (neuf) du cadastre officiel, paroisse Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, étant une terre située au sixième rang canton Montauban, contenant quatre-vingts acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, le **DIX-NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 13 novembre 1913. [Première publication, 15 novembre 1913.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } **LOUIS PHILIPPE HUBERT GRANDBOIS**, lumber merchant, of Saint Casimir; against **THOMAS THIBAUT**, of Notre Dame des Anges, county of Portneuf.

The lot No. 9 (nine) of the official cadastre, parish Notre Dame des Anges, county of Portneuf, being a farm situate in the sixth range of township Montauban, containing eighty acres of land in superficies, more or less—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Anges., county of Portneuf, on the **NINETEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 13th November, 1913. [First published, 15th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe. Saint-Hyacinthe, à savoir : } **JOSEPH CABAANA**, Demandeur; contre **DOMINA A. BACHAND**, Défendeur.

1. Un terrain sis au village de Saint-Liboire, sur le côté ouest de la rue Parent, d'un arpent de large sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, borné en front par la dite rue Parent, en profondeur à l'ouest par l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Liboire, et par Raphaël Croteau, d'un côté à une ruelle et de l'autre côté par Aimé Bouthilllette; ce terrain étant une partie du lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec maison, grange et boucherie y érigées.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Henri, de trois arpents de large sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire, comme étant le lot numéro quarante-deux (42), et la moitié sud-est, du lot numéro quarante-trois (¼ S.E. 43), tenant la dite moitié sud-est d'un côté au lot numéro quarante-deux, et de l'autre côté au reste du dit lot No 43, appartenant au dit Domina A. Bachand—avec bâtisses y érigées; à distraire de la partie du dit lot 43, le terrain appartenant à La Corporation Scolaire de Saint-Liboire;

3. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Henri, de trois arpents de large par vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant la moitié nord-ouest du lot numéro quarante-trois (¼ N-O.43), et la moitié sud-est du lot numéro quarante-quatre (¼ S.E. 44) des plan et livre

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinth. Saint Hyacinth, to wit : } **JOSEPH CABAANA**, Plaintiff; against **DOMINA A. BACHAND**, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Liboire, on the west side of Parent street, containing one arpent in width by one hundred and twenty five arpents in depth, bounded in front by said Parent street, in depth at west by the Fabric of Saint Liboire and Raphael Croteau, on one side by a lane, and on the other side by Aimé Bouthilllette, that lot being a part of lot number two hundred and seventy three (273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with house, barn and butcher's shop thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Liboire, on Saint Henry range, containing three arpents in width by twenty one arpents in depth, the whole more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Liboire, as being lot number forty two (42) and the south east half of lot number forty three (43), containing the said south east half on one side by lot No. 42 and on the other side by the remainder of lot No. 43, belonging to Domina A. Bachand, with buildings thereon erected; to withdraw from the part of said lot No. 43 the ground belonging to La Corporation Scolaire of Saint Liboire.

3. A land situate in the parish of Saint Liboire, on the Saint Henry range, containing three arpents in width by twenty one arpents in depth, more or less, being the north west half of lot number forty three (43) and the south east half of lot number forty four (44), on plan and book of the official cadastre of

de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire, touchant d'un côté à la moitié du lot numéro 43, appartenant à J. B. L'Heureux, et de l'autre côté à la moitié du lot No 44 appartenant à Aimé Bouthillette—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MARDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 10 novembre 1913. 4653
[Première publication, 15 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } AIME LAJOIE,
No. 119. } Demandeur ; vs
MARIE LAGANIERE, de Saint-Denis, veuve de
Eugène Gaudette, Défendeur.

Un terrain situé au village de Saint-Denis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, sous le lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98),—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1913, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 octobre 1913. 4171 2
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } PIERRE DESJARDINS, Demandeur ;
Sainte-Scholastique. } DINS, vs A. VANDRY, Défendeur.
No 430.

Une terre située en la Côte Marianne, en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, comté et district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, sous les numéros six cent soixante-huit, six cent soixante-neuf et six cent soixante-dix (Nos. 668, 669 et 670) et contenant environ soixante-neuf arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 21 octobre 1913. 4165,2
[Première publication, 25 octobre 1913.]

the parish of Saint Liboire, contigue on one side by the half of lot number 43 belonging to J. B. L'Heureux, and on the other side by the half of lot number No. 44 belonging to Aimé Bouthillette—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Liboire, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 10th November, 1913. 4654
[First published, 15th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } AIME LAJOIE,
No. 119. } Plaintiff ; vs MARIE
LAGANIERE, of Saint Denis, widow of Eugène
Gaudette. Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Denis, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, under lot number ninety eight (98)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Denis, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, 1913, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 16th October, 1913. 4172
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } PIERRE DESJARDINS, Plaintiff ; vs
Sainte Scholastique. } DINS, vs A. VANDRY, Defendant.
No. 430.

A farm situate on Côte Marianne road, in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Thérèse de Blainville, under the numbers six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine and six hundred and seventy (Nos. 668, 669 and 670), and containing about sixty nine arpents in superficies, more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the village of Sainte Thérèse de Blainville, aforesaid district, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 21st October, 1913. 4166
[First published, 25th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **EMILE ROBERT**,
No 538. Demandeur ; vs
JOSEPH LAMBERT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord-ouest de la rue Sainte-Genève, connu et désigné sous le numéro quinze cent trente et un (1531), du cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 22 octobre 1913. 4243.2
[Première publication, 25 octobre 1913].

Nominations

Il a plu à Son **HONNEUR** le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par ordre en conseil, en date du vingt cinq octobre 1913, de nommer **M. Rodolphe Robert**, avocat, du village de Labelle, shérif, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne, greffier de la paix et greffier de la cour du magistrat, du district de Montcalm. 4635

Québec, 13 novembre 1913.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le 10 novembre, 1913, de nommer messieurs **Hyacinthe Cyr**, **Isaïe Sauvé** et **Jean-Baptiste Raymond**, tous trois cultivateurs, estimateurs de la municipalité de Saint-Hermas, comté de Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

Québec, 13 novembre 1913.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 12 novembre 1913, de nommer messieurs **James Treggett**, **John Savard** et **William Bignell**, estimateurs de la municipalité de Saint-Colomban-de-Sillery, comté de Québec, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 4679

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **EMILE ROBERT**,
No. 538. Plaintiff ; vs **JOSEPH LAMBERT**, D. fendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit :

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north west side of Sainte Genevieve street, known and designated under the number one thousand five hundred and thirty one (1531), of the official cadastre for the city of Three Rivers—with the buildings erected thereon.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the court house, of the city of Three Rivers, on Notre Dame street, on the **TWENTY FIFTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the fore-noon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers. 22nd October, 1913. 4244
[First published, 25th October, 1913.]

Appointments

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the twenty-fifth day of October, 1913, to appoint **Mr. Rodolphe Robert**, advocate, of the village of Labelle, sheriff, protonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Crown, clerk of the Peace and clerk of the Magistrate's Court, of the district of Montcalm. 4636

Québec, 13th November, 1913.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor, has been pleased on the 10th November 1913, to appoint Messrs **Hyacinthe Cyr**, **Isaïe Sauvé** and **Jean Baptiste Raymond**, all three farmers, valuers of the municipality of Saint Hermas, county of Two Mountains, pursuant to the provisions of article 728 of the municipal code.

Québec, 13th November, 1913.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased on the 12th November 1913, to appoint Messrs **James Treggett**, **John Savard** and **William Bignell**, valuers of the municipality of Saint Colomban de Sillery, county of Quebec, pursuant to the provisions of article 728 of the municipal code. 4680

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. } F. LANGELIER.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que le
Procureur-Général. } statut 3 Geo. V,
chapitre 16, décrète entre autres choses que la loi établissant le bureau des statistiques de Québec entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation ;

Et attendu que Nous avons jugé à propos de fixer le dix-septième jour de novembre courant, pour la mise en vigueur de la dite loi ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que la " Loi établissant le bureau des statistiques de Québec " est et sera mise en vigueur le dix-septième jour de novembre courant.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIXIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4627

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville,
No 106.

Dame Mary Kelly, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Joseph Gagnon, ci-devant du même lieu, et actuellement du village d'Expance, dans la province de Saskatchewan,

Demanderesse ;

VS

Le dit Joseph Gagnon, du village d'Expance susdit, Défendeur.

Une action en séparation de biens, a été intentée contre le défendeur, par la demanderesse dûment autorisée à ester en justice, ce 6ième jour de novembre 1913.

JACQUES CARTIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 12 novembre 1913.

4631

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the statute
Attorney-General } 3 Geo V, chapter 16,
enacts amongst other things that the act to establish the Quebec Bureau of Statistics shall come into force on the day which it shall please the Lieutenant Governor in Council to fix by proclamation ;

And Whereas We have deemed it expedient to fix the seventeenth day of November instant, for the coming into force of the said act ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered and do hereby rule and order that the " Act to establish the Quebec Bureau of Statistics " be and shall come into force on the seventeenth day of November instant.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of in Our city of Québec in Québec, this TENTH day of NOVEMBER, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4628

Miscellaneous Notices

Province of Québec,
District of Iberville,
No. 106.

Superior Court.

Dame Mary Kelly, of the town of Iberville, in the district of Iberville, wife common as to property of Joseph Gagnon, heretofore of the same place, and presently of the Expance village, in the province of Saskatchewan,

Plaintiff ;

VS

The said Joseph Gagnon, of the aforesaid Expance village, Defendant.

An act for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff, duly authorized to ester en justice, on the 6th day of November, 1913.

JACQUES CARTIER,

Attorney for the plaintiff.

Saint John, 12th November, 1913.

4632

Cour Supérieure.

No. 3273.

Dame Apolline Boudreau, épouse commune en biens de Joseph Goudreau, journalier, tous deux des cité et district de Montréal,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Goudreau, Défendeur.
Le demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. A. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 4 novembre, 1913. 4685

Superior Court.

No. 3273.

Dame Apolline Boudreau, wife common as to property of Joseph Goudreau, laborer, both of the city and district of Montréal,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Goudreau, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. DAVID,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 4th November, 1913. 4686

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que The Congregational Church and Society, de la cité de Sherbrooke, Qué., et ses fidéi-commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les autoriser à enlever du lot du cadastre numéro 1442, du quartier sud de Sherbrooke, connu comme "The Union Cemetery", les restes de toutes personnes enterrées et toutes les pierres et monuments érigés, et les faire transporter à un autre endroit, et vendre et transporter le dit lot 1442.

FRASER, MACDONALD & RUGG,
Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 8 novembre 1913. 4677

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes, de la province de Québec, à admettre Alonzo Wright McLennan, au nombre de ses membres, après examen pour l'admission à l'étude primaires et finales.

GEO. H. BOIVIN,
Solliciteur du requérant.

Granby, le 4 novembre 1913. 4687

Avis est par le présent donné que David Shneider, opérateur, Hyman Nisenberg, peintre, Mayer Reindolphe, fourreur, Aaron Wolofsky, agent d'assurance, Jacob Hartman, marchand, Wolfe Kaufman, cordonnier, Kalman Ornstein, opérateur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Hadrass Kodish", avec le pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des registres des actes des statuts civils et exercer tous les droits ayant rapport aux corporations religieuses, et pour autres fins.

L. MILLMAN,
Procureur des requérants.

Montréal, 13 novembre 1913. 4665

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer "Montreal & Sud-Ouest", (Montreal & South Western Railway & Power Company), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte (1 Geo. V, 2ème session, chapitre 82), de façon à lui accorder un délai additionnel pour commencer les travaux qu'elle est autorisée de faire.

HENRI A. BEIQUÉ,
Procureur de la compagnie du chemin
de fer Montréal et Sud-Ouest.
Ch. 210, Banque de Québec,
Montréal.

Montreal, 11 novembre 1913. 4671

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Congregation Church and Society of the city of Sherbrooke, Que., and its Trustees, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it and them to remove from lot cadastral number 1442 of the south ward of Sherbrooke, known as "The Union Cemetery", the remains of all persons interred therein and all stones and monuments erected therein, to another location, and to sell and convey said lot number 1442.

FRASER, MACDONALD & RUGG,
Solliciteurs for the applicants.

Sherbrooke, 8th November, 1913. 4678

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit Alonzo Wright McLennan amongst its members after his passing the matriculation, primary and final examinations.

GEO. H. BOIVIN,
Solicitor for applicant.

Granby, 4th November, 1913. 4688

Notice is hereby given that David Shneider, operator, Hyman Nisenberg, painter, Mayer Reindolphe, furrier, Aaron Wolofsky, insurance agent, Jacob Hartman, merchant, Wolfe Kaufman, shoemaker, Kalman Ornstein, operator, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation under the name of the "Hadrass Kodish" with the power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all rights incidental to religious corporation, and for other purposes.

L. MILLMAN,
Attorney for petitioners.
Montreal, 13th November, 1913. 4666

Public notice is hereby given that the "Montreal & Sud-Ouest", (Montreal & South Western Railway & Power Company), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof, for an Act amending its charter (1 Geo. V, 2nd session, chapter 82), so as to grant it a further delay to begin the works it is authorized to carry on.

HENRI A. BEIQUÉ,
Attorney for the Montreal & South
Western Railway & Power Company.
Ch. 210 Quebec Bank,
Montreal.

Montreal, 11th November, 1913. 4672

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Demetrius F. Myers, promoteur, de la cité et du district de Montréal, George Jaquins, contracteur, de la cité de Montréal, George Sampson, contracteur, de la cité de Montréal, John Bastiano, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, et David W. Hyland, courtier d'immeubles, de la cité de New-York, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "The Montreal fair Association of Canada", et de donner le pouvoir à la dite association d'organiser, tenir et contrôler des expositions agricoles, horticoles et industrielles et autres expositions du même genre; tenir des foires et des places d'amusements, des champs de courses, terrains d'expositions et des courses de toutes espèces; d'acquérir et posséder les biens meubles et immeubles requis pour ces fins; de vendre, aliéner, échanger, donner en gage, hypothéquer ou autrement disposer des dits biens meubles et immeubles; de faire des contrats; de passer des règlements, règles et ordonnances pour son administration interne ou pour toutes autres fins.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats.
4683

Montréal, 13 novembre 1913.

COMPAGNIE DU CIMETIERE MONT ROYAL

Avis est par le présent donné que la compagnie du cimetière Mont-Royal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi l'autorisant à développer et aliéner certaine propriété non requise pour les fins de cimetière; céder du terrain pour rues et ruelles; tracer des rues d'une largeur moins que celle requise par la loi, sujets du consentement de la ville d'Outremont, autorisant la ville d'Outremont à faire des arrangements avec la compagnie pour les développements de la propriété de la compagnie, octroyer des exemptions ou faire des arrangements spéciaux en rapport aux taxes et répartition et mettre à exécution telles restrictions et servitudes au sujet de la classe de bâtisses à être érigées, lignes de bâtisses, etc., sur la propriété de la compagnie, suivant qu'il sera convenu mutuellement; autoriser les corporations scolaires à octroyer telles exemptions pour taxes et répartitions ou faire des arrangements spéciaux y ayant rapport suivant qu'il peut-être convenu mutuellement et pour autres fins.

A. FALCONER,
Procureur des requérants.

Montréal, 13 novembre, 1913. 4667

Avis est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir un amendement à sa charte étendant de deux années les délais qui lui sont accordés pour le commencement et la fin de la construction de sa voie, et lui permettant aussi de continuer et de parfaire, dans les délais ainsi prolongés, le ou les réseaux des compagnies de chemin de fer dont elle aura acquis l'actif.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs.

Chicoutimi, 14 novembre, 1913. 4689

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Demetrius F. Myers, promoter, of the city and district of Montreal; George Janquins, contractor, of the said city of Montreal; George Sampson, contractor, of the said city of Montreal; John Bastiano, of the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America; and David W. Hyland, real estate broker, of the said city of New York, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session for the passing of an act to incorporate them and others under the name of "The Montreal fair Association of Canada", and to give power to the said association to organize, carry on and control agricultural, horticultural and industrial exhibitions, and other exhibitions of the same kind, and to conduct fairs and keep places of amusement and maintain race courses, exhibition grounds and hold races of all kinds and acquire and possess moveable and immoveable property required for its said purposes; to sell, alienate, exchange, pledge, hypothecate or otherwise deal with the said moveable and immoveable property and to enter into contract, make by-laws, rules and regulations for internal government and for other purposes.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys.
4684

Montreal, 13th November, 1913.

MOUNT ROYAL CEMETERY COMPANY

Notice is hereby given that the Mount Royal Cemetery Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act empowering it to develop and alienate some of its property, as is not required for cemetery purposes; to cede land for streets and lanes; to lay out streets of a width less than that required by law, subject to the consent of the town of Outremont, empowering the town of Outremont to make arrangements with the company for the development of the company's property, to grant exemptions from or to make special arrangements with regard to taxes and assessments and to enact such restrictions and servitudes with reference to class of buildings to be erected, building lines, etc., upon the company's property as may be mutually agreed upon; to authorize school corporations to grant such exemption from taxes and assessments or to make special arrangements with regard thereto as may be mutually agreed upon and for other purposes.

A. FALCONER,
Attorney for applicants.

Montreal, 13th November, 1913. 4668

Notice is hereby given that the Roberval-Saguenay Railway Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at this session, for amendments to its charter extending the delay allowed for the beginning and the completion of the construction of its line by two years, and also authorizing it to continue and complete, within the delay so extended, the net-work or net-works of the railway companies whose assets it may have acquired.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys.

Chicoutimi, 14th November, 1913. 4690

Vente de faillite.

AVIS DE FAILLITE

Ernest Boyer, manufacturier de portes et châssis, Montréal, Failli ;

Ernest St-Amour, Curateur.
Le soussigné vendra par encan public, chez Marcotte Frères, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, MARDI, le 17 DECEMBRE 1913, à ONZE heures avant-midi, l'actif suivant :

7 lots de terre ayant front sur la rue Chapleau, à Montréal, portant les Nos 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, de la subdivision du lot No 7 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres, y ayant droit, aux charges ordinaires de l'entretien, avec les bâtisses dessus construites, dépendances et servitudes exploitées comme manufacture de portes et de châssis.

La manufacture sera ouverte pour inspection, mardi, le 16 décembre, veille de la vente.

Pour toutes autres informations, s'adresser à ERNEST ST AMOUR,

Curateur.
11, Place d'Armes, Montréal.
Marcotte Frères, Encanteurs. 4669

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Borubé vs Chamberland.....	2419
" Boudreau vs Goudreau.....	2438
" Charette vs Cyr.....	2418
" Chaussé vs Larivière.....	2418
" Cox vs Sharpe.....	2417
" Dulude vs Chabot.....	2420
" Fournier vs Robert.....	2417
" Guillemette vs Dion.....	2419

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 2379.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — Canada & Gulf Terminal Railway, 2421.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — The British Empire Trust Coy, Ltd, 2383.

AVIS : — Lunt, Charles et al, 2420.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPERATIONS : — Canadian Bitumastic Enamel Coy, Ltd, 2383.

DEMANDES A LA LEGISLATURE : —

Amendements à la charte de la cité de Montréal—Amendments to the Charter of the city of Montreal.....	2410
Amendements à la charte de la cité de Québec—Amendments to the Charter of the city of Quebec.....	2411
Annexion ville—Town Emaré.....	2413
Archambault, l'hon Louis.....	2414
Archer, Robert et al.....	2409
Aubertine, Arsène.....	2417

Insolvent Sale.

INSOLVENT NOTICE.

Ernest Boyer, Door and Sash Manufacturer, Montreal, Insolvent ;

Ernest Saint Amour, Curator.
The undersigned will sell by public auction at the office of Marcotte Frères, No. 69, Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY, the 17th day of DECEMBER, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following assets :

7 lots of land fronting on Chapleau street at Montreal, bearing the Nos. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 of the subdivision of lot No. 7 of the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation, with a right of way in the lane in the rear in common with others entitled thereto, subject to the ordinary maintenance of same, with the buildings erected thereon, dependencies and servitudes operated as a door and sash manufactory.

The factory will be open for inspection on Tuesday, the 16th day of December, the day before the sale.

For further informations apply to ERNEST ST AMOUR,

Curator.
11, Place d'Armes, Montreal.
Marcotte Frères, Auctioneers. 4670

Index de la Gazette Officielle de Québec No 46.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Guité vs Gauthier.....	2417
" Kelly vs Gagnon.....	2437
" Kenegamie vs Banville.....	2418
" Perrault vs Marleau.....	2419
" Renaud vs Blais.....	2319
" Short vs Blue.....	2319
" St. Germain vs Lépine.....	2418
" Wroblewska vs Kyzniak.....	2419

ADVERTISEURS : — Notice to : — Respecting notices, etc. 2379

ANNUAL GENERAL MEETING : — Canada & Gulf Terminal Railway, 2421.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY : — The British Empire Trust Coy, Ltd, 2383.

NOTICES : — Lunt, Charles et al, 2420.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — Canadian Bitumastic Enamel Coy, Ltd, 2383.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Gilmore, Daniel Percé.....	2413
Kimpton, Alph. et al.....	2258
King et al, Dme Elizabeth.....	2397
La Cie du Chemin de Fer de la Baie des Ha ! Ha ! — Ha ! Ha ! Bay Railway Coy . . .	2414
Lacroix, Raoul.....	2343
L'Association Athlétique d'Amateurs Nationales de Montréal.....	2415
L'Association des Opticiens de la province de Québec—The Association of Opticians of the Province of Quebec.....	2398

Beaudin, Itée.....	2397	Les Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabri-	
Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles		que de la paroisse de Saint-Clément—The	
de la cité de Montréal Protestant Board	2404	Curé and Churchwardens of the parish of	
of School of the city of Montreal.....		Saint Clément.....	2405
Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la		Loi amendant le chap. 49, William IV (1836)	
paroisse de Saint-George.....	2405	Act amending ch. 49, William IV (1836)	2402
Cie du Boulevard de Montréal Est.....	2414	Local Association of the Victorian Order of	
Cie du chemin de fer de Québec et de l'Île		Nurses.....	2412
d'Orléans—Island of Orleans Railway		Magdalen River Valley Railway Co.....	2406
Coy.....	2414	McShane, Rév. Gerald J.....	2413
Cie Chemin de Fer Roberval & Saguenay—		McDonald, Albert J.....	2413
Roberval & Saguenay Railway Coy.....	2439	McLennan Alonzo Wright.....	2438
Cité de—City of Maisonneuve.....	2334	Montreal & Sud-Ouest Montreal & South	
Cité de—City of Montreal.....	2407	Western Railway & Power Coy.....	2438
Cité de—City of Sherbrooke.....	2328	Morin, Maxime.....	2413
Cité de—City of Verdun.....	2400	Mount Royal Cemetery Coy.....	2439
Cité de Verdun—City of Verdun.....	2411	Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard	
Congregation, Church and Society of the city		de Port Maurice — Municipality of the	
of Sherbrooke.....	2436	parish of Saint-Leonard of Port Maurice	2402
Congregat on Hadras Kodish.....	2438	Municipality of Sixteen Island Lake.....	2298
Congrégation des Petits Frères de Marie dits		Peloquin et al, J. B.....	2415
Frères Maristes.....	2398	Société de Construction Permanente de Qué-	
Corporation de la ville de La Tuque—Corpor-		bec.....	2406
ation of the town of La Tuque.....	2402	Succession—Estate Anna Kelly.....	2398
Corporation de la ville de Windsor Mills—		Succession Paquette—Estate Paquette	2408
Corporation of the town of Windsor Mills	2400	Sudbury Kewawa and Bell River Railway Coy	2403
Corporation du village—Of the village of		The Calumet and Northern Railway Company	2399
Belceil.....	2329	The Canadian Mazszman Association.....	2308
Corporation agricole et industrielle des Mis-		The Congregation Shemerin Labeker.....	2399
sionnaires du Saint-Esprit—Agricultural		The Eastern Townships Immigration Society	2410
Industrial Corporation of the Holy Ghost		The Hebrew Children Fresh Air Fund of	
Fathers.....	2399	Montreal.....	2400
Corporation de la ville de—Corporation of the		The Interdenominational Committee of Mon-	
town of La Pointe-aux-Trembles.....	2406	tréal.....	2405
King's Hall.....	2412	The Methodist Church.....	2343
Corporation du village de—Corporation of the		The Montreal Fair Association of Canada.....	2439
village of Saint-Michel-de-Laval.....	2407	The Montreal Water & Power Company.....	2415
Corporation de la cité d'Ottawa—Corporation		The Quebec Industrial Corporation.....	2397
of the city of Ottawa.....	2409	The Sherbrooke Protestant Hospital.....	2403
Corporation de la ville Laval des Rapides—		Vautelet, Henri Etienne-Joseph.....	2405
Corporation of the town of Laval des Ra-		Village de—Village of Norway Bay.....	2409
pidés.....	2410	Ville de—Town of Cartierville.....	2408
Corporation du village du Sault-au-Récollet—		Ville de Hampstead—Town of Hampstead... ..	2403
Corporation of the village of Sault-au-Récollet	2399	Ville de—Town of Roxboro.....	2411
Daoust, Placide et al.....	2414	Ville de—Town of Sh-winigan Falls.....	2412
Demers, Joseph et al.....	2406	Ville de Montmagny—Town of Montmagny.	2404
Desjardins (Delle) Annette.....	2326	Ville de Montréal-Est — Town of Mon real	
Doherty (Dme) Louisa et al.....	2401	East.....	2402
Ethier, Frédéric.....	2410	Ville de Saint-Jérôme—Town of Saint-Jerome	2400
Fontaine, Jean Ohs Gaston.....	2413	Wadgewood Park Coy, Ltd.....	2401
Gagné, Ls. René.....	2413		

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beauchamp.....	2424
Beauchemin.....	2421
Belleau & Cie.....	2423
Chénier.....	2422
Dallaire & Dallaire.....	2423
Dallaire.....	2424
Dominion Woolled Mfg Coy, Ltd.....	2423
Ducharme.....	2422
Houle.....	2432

LETTRES PATENTES :—

Adamson & Co, Ltd.....	2392
Bélisle & Cie, Ltée.....	2391
Le Prêt Provincial, Ltée.....	2394
Montreal Indoor Tennis Club, Ltd.....	2387
Overseas Realities, Ltd.....	2393
Saint Sylvere Coy, Ltd.....	2385

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Acton Biscuit Coy, Ltd, 2388 ; Canadian Asbestos Coy, 2390 ; Gagnon & Massicotte, incorp, 2389 ; The Traders Company, 2386.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Saint-Joseph, Beauce—Sainte-Agnès, 2384.

FAILLIS —INSOLVENTS

La Cie Manufacturière d'Hébertville Station.	2422
LeBaron.....	2424
Matteau.....	2424
Ouellette.....	2424
Sharp.....	2421
Sharp.....	2423
Singleton.....	2421
The National Knitting Co, Ltd.....	2422

LETTRES PATENT :—

The Arthabaska Cigar Coy.....	2389
The Canadian Slate Coy, Ltd.....	2391
The Sheldon School of Business Science, Ltd.	2395
The Three Village Building Association L d.	2385
The Warwick Pants Manufacturing Coy.....	2316
Union Investment Coy, Ltd.....	2319

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Acton Biscuit Coy, Ltd 2388 ; Canadian Asbestos Coy, 2390 ; Gagnon & Massicotte, incorp, 2389 ; The Traders Company, 2386.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Saint Joseph, Beauce—Sainte Agnès, 2384.

NOMINATIONS : —

Conseiller municipaux : — Saint-Charles-des-Grondines, 2380.

Estimateurs, — Municipalité Saint-Columban-de-Sillery, 2436 ; Municipalité Saint-Hermas, 2436.

Juge de paix : — District Beauharnois, 2380.

Sherif Prothonotaire C. S., greffier C. C., et greffier de la Couronne, greffier de la paix, greffier de la cour de magistrats : — M. R. Robert, 2436.

ORDRES DE COUR : — Michaud vs Croisetière, 2425.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : — Hector Chs. Parent, 2383.

PROCLAMATIONS : — Bureau des statistiques de Québec, 2437 ; Canton Dequen, Lac Saint-Jean, 2380.

RATIFICATION : — Shawinigan Water & Power Co vs Emond, 2428.

VENTE DE FAILLITE : — Boyer, failli, 2440.

VENTES PAR LICITATION : — Dme Boyd et vir vs Boyd et al, 2425.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHEBARSKA : — Bennett vs Slather, 2430 ; Deblois vs Dme Lessard et al, 2430 ; Walsh vs Dme Bédard et vir, 2429.

BEAUCÉ : — Pagé vs Bégin, 2431 ; Peachy vs Royer, 2430.

BEAUHARNOIS : — The Troy Wagon Works Coy vs Dme Hakins et vir, 2431.

BEDFORD : — Richard vs Rainville, 2431.

JOLIETTE : — Beausoleil vs Paquin, 2432 ; St. George vs Mercil, 2432 ; The Massey-Harris Coy, Ltd vs Dme Minette, 2432.

KAMOURASKA : — Nadeau vs Castonguay, 2433.

QUÉBEC : — Grandbois vs Thibault, 2434.

SAINT-HYACINTHE : — Cabana vs Bachand, 2434 ; Lajoie vs Dme Laganière, 2435.

TERRÉBONNE : — Desjardins vs Vandry, 2435.

TROIS-RIVIÈRES : — Robert vs Lambert, 2436.

APPOINTMENTS : —

Municipal councillor : — Saint-Charles-des-Grondines, 2380.

Evaluators : — Municipality Saint-Columban-de-Sillery, 2436 ; Municipality Saint Hermas, 2436.

Justice of the peace : — District Beauharnois 2380.

Sheriff, Prothonotary, S. C., Clerk, C. C., and Clerk of the Crown, Clerk of the peace, Clerk of Magistrate's Court : — Mr. R. Robert, 2436.

ORDERS OF COURT : — Michaud vs Croisetière, 2425.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — Hector Chs. Parent, 2383.

PROCLAMATIONS : — Quebec Bureau of statistics, 2437 ; Township Duquen, Lake Saint John, 2390.

RATIFICATION : — Shawinigan Water & Power Co vs Emond, 2428.

IMMOVABLE SALE : — Boyer, insolvent, 2440.

SALES BY LICITATION : — Dme Boyd et vir vs Boyd et al, 2425.

SHERIFFS' SALES :

ARTHEBARSKA : — Bennett vs Slather, 2430 ; Deblois vs Dme Lessard et vir, 2430 ; Walsh vs Dme Bédard et vir, 2429.

BEAUCÉ : — Pagé vs Bégin, 2431 ; Peachy vs Royer, 2430.

BEAUHARNOIS : — The Troy Wagon Works Coy vs Dme Hakins et vir, 2431.

BEDFORD : — Richard vs Rainville, 2431.

JOLIETTE : — Beausoleil vs Paquin, 2432 ; St. George vs Mercil, 2432 ; The Massey-Harris Coy, Ltd vs Dme Minette, 2432.

KAMOURASKA : — Nadeau vs Castonguay, 2433.

QUÉBEC : — Grandbois vs Thibault, 2434.

SAINT-HYACINTHE : — Cabana vs Bachand, 2434 ; Lajoie vs Dme Laganière, 435.

TERRÉBONNE : — Desjardins vs Vandry, 2435.

THREE RIVERS : — Robert vs Lambert, 2436.

OK
NOV 22 1913
27 NOV 1913